

REGARD

Magazine francophone de Roumanie

SOCIÉTÉ

Dans les pas des
inspecteurs du travail

ÉCONOMIE

Les retraites privées,
trois ans après

CULTURE

En train pour le
« Brunch Maramures »

ILS ONT DÉCIDÉ DE RESTER

*POURQUOI LES ÉTRANGERS
AIMENT VIVRE EN ROUMANIE ?*

Regard 51 / 15 juillet - 15 octobre 2011 / 5 lei



6 423556 000012



APA NOVA.
BUCUREȘTI

La Biodiversité nous préoccupe!

Le Parc Veolia - Tulcea, inauguré en 2010

Eglise de Sfântu Gheorghe dans le département de Tulcea, 2010

Le Centre d'éducation Ecologique
Le Jardin Botanique de Bucarest, 2010

L'Album « Le jardin des cinq saisons »
en partenariat avec le Jardin Botanique de Bucarest, 2010

Le concours des dessins
« Quand la biodiversité donne vie à ma ville... »
Bucarest et Moiești, 2011

Meubles écologiques
Réception Clients, Siège Central Apa Nova, 2010

Station de Traitement Arcuda
Protection des habitats
et des espèces de flore
et de faune, 2011

VEOLIA
APA

EDITORIAL

MON BEAU PAYS

Des questions lancinantes reviennent sans cesse tout au long d'un séjour à l'étranger, surtout quand il dure des années. Combien de temps va-t-on rester ? Suis-je sur la bonne voie ? Parfois on se demande pourquoi on est parti, même après une longue période loin de son pays d'origine. Le pays d'origine... Une nouvelle relation s'établit alors avec lui. Au début, on l'oublie un peu, on veut profiter au maximum de l'expérience d'être ailleurs. Puis on en arrive à préférer vivre dans son pays d'adoption. Et parfois à... dénigrer, critiquer sans nuances, par une soi-disant objectivité, l'endroit d'où l'on vient.

C'est là qu'on se perd. Aussi remarquable puisse être son intégration à l'étranger, critiquer son propre pays, c'est quelque part se critiquer soi-même, c'est oublier qui l'on est vraiment. D'autant que s'il y a des choses mieux ailleurs, d'autres le sont moins. Et puis mieux pour qui, mieux pour quoi ? Chaque fois que je reviens en France, là où je suis né, j'aime observer ce qui s'y passe, les débats télévisés, et je devore les journaux. Non pas parce que j'ai besoin de savoir si en définitive ici c'est mieux que là-bas, mais parce que c'est mon pays, ma culture, mon éducation, et qu'il m'est cher pour plusieurs raisons. Même si ma vie est aujourd'hui à Bucarest.

Avant d'écrire ces quelques lignes, je me suis dit que j'allais répondre moi aussi à la question du dossier principal de ce numéro, pourquoi j'aime vivre en Roumanie. Et puis j'ai changé d'avis (bien que les raisons ne manquent pas), j'ai préféré parler de là où je viens.

Récemment, deux choses m'ont frappé lors de mon dernier séjour en France. La première, c'est la façon dont la liberté est célébrée. Pendant un an et demi, les Français se sont mobilisés, tenaces et persévérants, pour que deux journalistes de France Télévisions soient libérés par les talibans afghans. Et ils ont réussi, sans aucun doute la pression exercée a joué son rôle. Mieux que dans beaucoup d'autres pays du monde, en France la liberté est fortement défendue. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que la justice française est d'abord basée sur la présomption d'innocence.

L'autre « chose », c'est la santé, le système de santé. Même s'il est aujourd'hui sous pression, même si des choses sont certainement à améliorer, la façon dont il a été pensé montre l'humanisme de cette société. Parce que les Français ont compris qu'avec la santé, on peut, mais que sans la santé, on ne peut rien. Et qu'elle ne peut pas être traitée comme n'importe quel commerce. Sur ce point, le Sous-secrétaire d'Etat roumain à la Santé Raed Arafat que j'ai eu le plaisir d'interviewer semble bien d'accord. Evidemment il y a d'autres aspects qui font que j'aime mon pays (notamment le sud...), mais ce serait trop long. Alors bonnes vacances chers lecteurs, où que vous alliez.

Laurent Couderc

Photo de couverture : Aga Luczakowska

REGARD

Magazine francophone de Roumanie

SOCIÉTÉ
Dans les pas des
inspecteurs du travail

ECONOMIE
Les retraites privées,
trois ans après

CULTURE
En train pour le
« Brunch Maramures »

ILS ONT DÉCIDÉ DE
RESTER

POURQUOI LES ÉTRANGERS
AIMENT VIVRE EN ROUMANIE ?

ISSN 1843 - 7567

RENCONTRE

Raed Arafat, Sous-secrétaire d'Etat à la Santé

4

SOCIÉTÉ

Retraite dans l'art
Dans les pas des inspecteurs du travail
Sourds-muets en chœur

8

12

16

A LA UNE

Ils ont décidé de rester.
Pourquoi les étrangers aiment vivre en Roumanie ?

22

ECONOMIE

L'agriculture relève la tête, malgré tout
L'immobilier toujours en convalescence
Les retraites privées, trois ans après

42

44

50

CULTURE

En train pour le « Brunch Maramures »
Balade dans le Bucarest de Doina Vella
La Salle byzantine retrouve des couleurs

54

56

62

CHRONIQUES

Isabelle Wesselingh
Matei Martin
Luca Niculescu

21

64

70



Raed Arafat est né à Damas le 24 mai 1964. Très jeune, il est passionné par l'aide d'urgence et se promet de devenir médecin urgentiste. Arrivé en Roumanie en 1981 à l'âge de 17 ans de Nablouse, ce Palestinien naturalisé roumain fait ses études de médecine à Cluj. Avant de partir pour Targu Mures où il entamera une brillante carrière d'anesthésiste, et créera « le » service d'urgence roumain. Parfaitement francophone, il parle avec précision, conviction et ferveur. Une personnalité attachante qui a beaucoup fait pour son pays d'adoption.

Il a donné un nouveau visage à l'aide d'urgence en Roumanie. Au début des années 1990, c'est lui qui a fondé le fameux SMURD (Serviciul Mobil de Urgenta Reanimare si Descarcerare), reconnu aujourd'hui comme l'un des meilleurs services d'urgence en Europe. Devenu Sous-secrétaire d'Etat au ministère de la Santé en 2007, Raed Arafat s'occupe désormais de l'ensemble des services d'urgence du pays et continue à faire des gardes en tant qu'anesthésiste, le week-end. Pour ne pas se couper du terrain. Entretien avec un médecin hors du commun.

« IL SERAIT TRES DANGEREUX DE DELAISER LE SERVICE PUBLIC DE LA SANTE »

Regard : Certains disent que si vous vous présentez à la mairie de Targu Mures, vous seriez élu...

Raed Arafat : Et bien je ne le ferai jamais... (sourire). Ma passion est l'aide médicale d'urgence, et ce depuis mes années de lycée. Après la révolution ici, en 1990, j'ai eu la possibilité de mettre en place un équipage de réponse rapide pour les urgences qui était lié à l'hôpital. Mais nous avons dû faire face à de nombreux blocages de la part des syndicats des ambulanciers, de la direction de la Santé, et de certains politiques locaux. En 1991, nous avons alors décidé de discuter plutôt avec les pompiers, à Targu Mures, qui sont d'abord des militaires en Roumanie. Et ils ont accepté de travailler avec nous pendant six mois.

Regard : Mais l'initiative était privée ou publique ?

R.A. : Privée mais sans but lucratif. L'idée était d'organiser au sein du système de santé public un service d'urgence efficace. Au bout des six mois, un comité d'évaluation nous a donné un avis favorable pour continuer l'activité avec les pompiers. Puis un acte

normatif a suivi, stipulant que les pompiers pouvaient s'impliquer dans l'aide médicale urgente. Et à partir de 1993, d'autres villes, en commençant par Oradea et Sibiu, ont pu bénéficier de ce nouveau service d'urgence à la demande des pompiers, et non pas des hôpitaux qui ont simplement accepté de collaborer. En 1994, ce fut Cluj, avec l'aide des pompiers allemands de Cologne. Dès le début nous avons collaboré avec plusieurs pays. Par exemple, en 1993, le service d'urgence d'Edimbourg et les pompiers de Glasgow nous ont aidés afin de mettre en place la première équipe de désincarcération des véhicules accidentés. Ce qui explique le « d » à la fin de SMURD. Et le premier bâtiment pour l'accueil d'urgence de Targu Mures a été transporté intégralement depuis l'Ecosse, sur dix-huit camions. A l'époque, l'hôpital n'avait pas voulu nous céder l'espace devant l'entrée. C'était en 1994, avec le soutien de la BBC. Et puis nous avons aussi beaucoup collaboré avec les pompiers français et l'université Paris 12, en organisant, par exemple, des cours sur la médecine des catastrophes, en Roumanie. Aujourd'hui, nous avons un projet financé par des fonds structurels avec l'école des pompiers français, la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris et la

Société française de médecine des catastrophes pour une formation sur la gestion des catastrophes, avec notamment un système de simulation virtuel. Ce sont par ailleurs des pompiers français qui ont formé les pompiers roumains au début des années 1990. Nous avons aussi des internes américains en médecine d'urgence, 80 jusqu'à maintenant, qui passent avec nous trois à quatre semaines au SMURD de Targu Mures. Pour ne citer que quelques exemples.

Regard : Avant le SMURD, qui s'occupait des urgences ?

R.A. : C'était le service des ambulances. Le problème est qu'il était copié sur le modèle soviétique. Il s'agissait d'une sorte de polyclinique mobile avec un médecin généraliste, des sages-femmes, des infirmiers, mais qui n'assuraient pas vraiment les soins dans les cas de grande urgence, juste le transport jusqu'à l'hôpital. Il n'y avait pas de spécialistes en réanimation, d'anesthésistes, la mortalité pré-hospitalière était très élevée. Il fallait vraiment résoudre cette situation, et mettre en place un système copié sur le modèle français ou allemand, avec un médecin urgentiste et différents spécialistes



qui fassent le lien depuis l'accident jusqu'à l'hôpital. Afin que le malade arrive stabilisé. Le SMURD est alors devenu la référence, le « commando » spécialisé dans les situations d'urgence particulièrement graves. Pour faire une comparaison avec la France, disons que le SMURD est la combinaison du SAMU et des pompiers, c'est un service intégré.

Regard : Ce SMURD fait donc partie du service hospitalier...

R.A. : Effectivement, il est une composante du système d'urgence, mais ne dépend pas seulement du ministère de la Santé comme le service des ambulances mais aussi de celui de l'Intérieur. Tout cela fut officiellement réglementé en 2006, quand la Roumanie, suite aux recommandations d'un groupe d'experts dont j'ai fait partie, a établi la loi sur la Santé, et notamment l'aide médicale d'urgence. Nous avons ensuite développé le service de transport aérien d'urgence par hélicoptère, qui est toujours une collaboration entre les ministères de l'Intérieur et de la Santé. L'Intérieur assure le fonctionnement technique des appareils et la Santé le médecin urgentiste ainsi que l'infirmière. Petite parenthèse : le 112 est en Roumanie le seul numéro d'urgence, et je tiens à signaler que bon nombre de pays européens ne sont pas encore arrivés à réunir l'ensemble de leurs services d'urgence sous un seul numéro. En

juillet, nous allons d'ailleurs intégrer davantage les services du 112 afin que chaque appel soit immédiatement géré par l'ensemble des services, et non pas de façon indépendante par chaque unité, que ce soit la police ou les ambulances. Autre chose que je voudrais ajouter : depuis 1993, la médecine d'urgence est une spécialité en Roumanie, alors que ce n'est pas le cas par exemple en France – cela le sera, normalement, en 2012. C'est pourquoi l'accueil d'urgence est ici intégré, le patient ne va pas d'un service à l'autre, il est immédiatement pris en charge par le médecin urgentiste. Nous disposons aujourd'hui de 67 unités d'accueil d'urgence en Roumanie, notamment grâce à l'aide de la Banque mondiale.

Regard : L'ensemble du territoire ne bénéficie malheureusement pas d'un service d'urgence efficace, il y a des zones moins bien couvertes...

R.A. : Quand on met en place un tel système, tout ne se fait pas du jour au lendemain. L'important est en premier lieu de donner des services d'aide d'urgence de qualité, que le niveau soit irréprochable. Et bientôt le pays dans sa totalité en bénéficiera. Le système d'urgence a été reconnu comme une priorité par plusieurs gouvernements. Je ne suis Sous-secrétaire d'Etat que depuis 2007, et on m'a nommé pour m'occuper

d'abord de l'aide d'urgence. Je suis resté dans l'idée de continuer de développer ce service, et les gouvernements successifs ont assumé leur responsabilité à ce niveau. L'engagement politique pour un système d'urgence fort

« **Aujourd'hui, nous avons ici des hôpitaux qui n'ont plus d'anesthésiste de garde. On ne peut plus y opérer des polytraumatisés, il faut les envoyer ailleurs** »

s'est maintenu. A noter que le financement du système d'urgence ne dépend pas entièrement de la Caisse nationale de santé. Le SMURD et les services d'accueil d'urgence sont aujourd'hui financés par le budget de l'Etat, c'est-à-dire le ministère de la Santé et celui de l'Intérieur.

Regard : Mis à part les progrès et les succès de ce service d'urgence, que répondez-vous aux critiques souvent légitimes vis-à-vis d'un système de santé qui souffre de nombreux maux...

R.A. : Il est clair que le système de santé

roumain a beaucoup de problèmes. Et il n'y a pas de solution magique. En premier lieu, l'allocation des fonds à la santé est de 3,5 à 4% du PIB (produit intérieur brut, ndlr), alors que la moyenne européenne est à 8%. Des pays comme la France allouent plus de 10% de leur PIB à la santé. Il faut donc redéfinir la santé en tant que priorité. Le ministre de la Santé ou le gouvernement actuel est d'accord avec ça, mais pour qu'il y ait véritablement un changement il faut une décision politique totale, c'est-à-dire de l'ensemble des forces politiques. Et la situation traîne depuis vingt ans. En second lieu, il n'existe pas vraiment d'assurance de santé privée, il n'y a que l'assurance sociale, et jusqu'à l'année dernière beaucoup de gens ne payaient pas leurs cotisations. De quatre à cinq millions de personnes devaient financer la santé de plus de 20 millions d'habitants... Comment voulez-vous que cela marche ? Récemment le ministère a enfin décidé de diminuer le nombre d'individus exemptés de payer. C'est une solution, mais il faut aussi mieux définir le « paquet de base », que fait-on avec l'argent de l'assurance sociale ? Pour l'instant, la Caisse nationale de santé finance toutes les dépenses de santé, publiques mais aussi privées. Les mutuelles privées n'existent pas, comment alors tout financer avec 4% du PIB ? Et encore une fois, cela fait vingt ans que cela dure. C'est aussi pour cette raison que les médecins travaillent le matin dans le public et l'après-midi dans le privé, on en arrive à un véritable sabotage de l'hôpital public.

Regard : D'autant que les cliniques privées ne cessent de se développer...

R.A. : Je ne suis pas contre les cliniques privées, mais selon moi, et je parle là en tant que médecin et non pas Sous-secrétaire d'Etat, il serait très dangereux de permettre au secteur privé de se développer mais de délaisser le service public. Cela nous mènerait vers une discrimination très grave de l'accès aux soins pour la population.

Regard : Vous sentez une volonté politique pour ne pas en arriver là ?

R.A. : Le ministère a voulu mettre en place des choses pour résoudre ce problème mais il s'est heurté à beaucoup de résistance de la part du système lui-même. Le secteur privé a énormément d'influence sur tous les partis. Par ailleurs, les médias ne nous aident pas beaucoup, ils mettent dans la tête des gens que les services médicaux privés sont beaucoup mieux que les services publics. Alors que ce sont les mêmes médecins qui travaillent dans les deux. L'expérience

dans d'autres pays montrent de plus que la privatisation exagérée du système de santé n'améliore pas les soins données à la population, il faut absolument maintenir un équilibre entre le privé et le public. Un exemple : le secteur privé ne va jamais vouloir prendre en charge des polytraumatisés, il ne va jamais vouloir prendre des cas trop compliqués, il ne va jamais vouloir prendre des cas qui vont durer pendant des semaines en soins intensifs. C'est bien à l'hôpital public de s'en charger. Sinon, le système sera déficient avec des conséquences désastreuses sur la population. Et puis regardez le SMURD, c'est un service d'Etat qui fonctionne parfaitement, aucun Roumain ne pourra le contredire.

Regard : Beaucoup de Roumains se plaignent par contre de devoir payer des pots-de-vin aux médecins pour se faire soigner...

R.A. : Je vais vous répondre encore une fois en tant que médecin. Personnellement, je n'ai jamais accepté en tant qu'anesthésiste d'argent des patients, et je peux dire la même chose de l'ensemble des collègues avec qui j'ai travaillé. Il ne faut pas généraliser. On ne parle pas de ceux qui ne touchent pas de pots-de-vin. Mais quand le cas se présente, on doit évidemment prendre des mesures sévères. Ces cas de corruption endommagent considérablement l'acte médical. Quand le malade donne quelque chose, il y a discrimination, tout est compromis. Et cela concerne autant le public que le privé. D'autre part, on résoudra le problème quand le corps médical sera enfin mieux payé. Mais il n'y a pas de solution magique, seul un ensemble de mesures, des conditions de travail aux revenus en passant par le contrôle des praticiens, conduira à l'éradication du problème.

Regard : Quand vous voyez de jeunes médecins roumains qui partent à l'Ouest, que ressentez-vous ?

R.A. : En Europe, et pas seulement en Roumanie, on a fait de grandes bêtises avec les ressources humaines du secteur de la santé. Les besoins du futur n'ont pas été pris en compte. En France par exemple, on a notamment maintenu un nombre limité de diplômés en médecine, sans calculer les besoins de spécialistes dans 20, 30 ans. En Italie, dans deux ans, des milliers de médecins partiront à la retraite, qui va les remplacer ? J'ai vu moi-même dans le service des urgences de Targu Mures comment des infirmières que nous avons formées pendant des années partaient à l'étranger. Et parallèlement, les étudiants de l'Ouest viennent étudier chez

nous parce que les portes sont fermées dans leur propre pays. Par ailleurs, on prend des décisions pour le secteur médical sans penser aux conditions de travail des professionnels de la santé. Un exemple : la directive européenne qui limite le temps de travail à 48 heures par semaine n'est pas applicable dans le secteur médical, ce n'est pas possible. Ou bien on augmente le nombre d'employés de la santé. Bref, on prend des décisions sans réfléchir à leur impact. Et je réponds là à votre question... Quand des pays européens comme la France, en manque, importent des médecins de pays comme la Roumanie, c'est tout simplement la catastrophe. C'est regarder ses intérêts sans se soucier de ceux de son voisin, nous sommes pourtant supposés prendre des mesures ensemble, au sein de l'Union européenne. Je l'ai souvent dit lors de réunions à Bruxelles. Aujourd'hui, nous avons ici des hôpitaux qui n'ont plus d'anesthésiste de garde. On ne peut plus y opérer des polytraumatisés, il faut les envoyer ailleurs.

Regard : Vous sentez qu'il y a des réactions au niveau européen qui vont dans votre sens ?

R.A. : Oui, mais tout ça va prendre du temps. Et il faut que la Roumanie réagisse aussi, et augmente notamment le budget alloué à la santé pour mieux payer les acteurs sanitaires.

Regard : Une question plus personnelle, liée au dossier principal de notre revue : qu'est-ce qui vous fait rester en Roumanie ?

R.A. : J'aime ce pays, c'est ma maison. Ici on peut créer des choses, on ne fait pas seulement partie d'un système. J'ai décidé de rester en Roumanie quelques mois avant la révolution, en 1989, sans y être forcé. Après mes études à Cluj, je n'ai pas reçu de visa pour continuer mes études en France, cela a trop tardé. J'avais alors un passeport jordanien. Mais qu'importe, très vite j'ai décidé de m'installer ici, à Targu Mures. Et ce jusqu'en 2007, quand je suis arrivé à Bucarest en tant que détaché auprès du ministère. Aujourd'hui je fais le va-et-vient entre Targu Mures et Bucarest.

Regard : Je crois d'ailleurs savoir que vous repartez à Targu Mures après cet entretien...

R.A. : Non, cette fois-ci j'ai décidé de rester, car lundi je dois me rendre à Genève.

Propos recueillis par Laurent Couderc
Photos : D.R.

C'est l'histoire d'une maison de retraite où les résidents surfent sur Internet, font du théâtre et participent à des ateliers photos. Dans le *camin* Moses Rosen de Bucarest, un collectif de jeunes artistes du Tanga Project mène depuis deux ans une véritable révolution, grâce à un projet d'art communautaire. L'objectif : stimuler la créativité des résidents, et surtout amorcer un changement dans les mentalités. Reportage dans cet établissement où le quatrième âge s'offre une nouvelle jeunesse.

RETRAITE DANS L'ART



« L'ANNEAU DE L'AMOUR. CET AN-NEAU est en tous points extraordinaires... » D'une voix posée, Ludith Ardeleanu regarde le public et commence à raconter l'histoire de son objet fétiche, « une bague en forme d'escargot », qu'elle tient de sa belle-mère. Comme cette belle octogénaire, neuf résidents de la maison de retraite Moses Rosen livrent cet après-midi leurs souvenirs sur une scène improvisée au sous-sol de l'établissement. Baptisé *Le quatrième âge des objets*, ce spectacle retrace l'histoire de neuf

objets, tous choisis par leurs soins, parmi les rares qu'ils ont pu emporter avec eux lors de leur venue à la maison de retraite. Une bague. Un porte-cigarette. Un sac brodé. Une statue miniature de Bouddha. Un lapin. Un album photo. Une montre. Une canne. Une alliance. Chaque objet choisi est une madeleine, une clé qui ouvre la porte de leur mémoire et offre une plongée captivante dans le passé. Le leur et celui de la Roumanie, puisque le fil de leurs souvenirs

ne tremble ; aucune victime du trac ou du trou de mémoire à signaler. Il faut dire qu'ils commencent à avoir l'habitude des « projecteurs »...

CHANGER LA PRISE EN CHARGE ET L'IMAGE DES PERSONNES AGEES

Depuis deux ans et demi, Tanga Project, un collectif de jeunes artistes et dramaturges bucarestois, a fait son entrée dans cette

maison de retraite de Bucarest et introduit l'art au cœur de la vie de ces personnes âgées. Avec un double objectif : développer des ateliers et des projets artistiques pour et avec les résidents, et changer ainsi l'image des personnes âgées dans la société roumaine, en prouvant que les « vieux » ne sont pas « bons à rien ». Tout commence en 2009, raconte David Schwartz, metteur en scène et moteur du projet : « Nous avons déjà réalisé des projets d'art communautaire avec des enfants, des Roms, lorsque Monica Marinescu, l'une des membres du collectif, a appris qu'ici les résidents se plaignaient de n'avoir rien à faire, de ne pas savoir comment passer le temps. Nous avons lancé une première activité, en diffusant chaque semaine un film, suivi d'une discussion. Puis nous avons multiplié les activités, dessin, story telling... à raison de trois ateliers par semaine. »

En ce mardi matin, il faut quitter les froids couloirs de l'établissement et s'inviter dans le jardin ombragé pour débusquer Katia et son équipe. « On aurait dû faire un atelier de dessin, mais il fait trop beau », lance Katia. Sous l'œil de Ludith et Eva, assises sur des balançoires, Pompiliu, Evelyn et Tudor jouent au ballon avec Katia et Rodica, l'ergothérapeute. Pour corser le jeu, elles ont introduit une nouvelle règle : crier un nom, celui d'une ville, d'une personne, à chaque fois que l'on reçoit la balle. « Peu importe l'activité, résume Pompiliu, ce qui compte, c'est qu'ils nous provoquent en permanence, nous stimulent, pour

« Depuis qu'ils sont là, notre horizon s'est élargi »

ne pas laisser l'apathie s'installer. » Et à en croire Eva, c'est efficace. « Quand on arrive en maison de retraite, d'un coup, la vie ne tourne plus qu'autour de préoccupations basiques : la maladie, les repas, les potins... Depuis qu'ils sont là, notre horizon s'est élargi. » De projections de films en discussions sur les propos polémiques de Traian Basescu sur l'abdication du roi Michel, les seniors gardent ainsi le cerveau en éveil.

Surtout, Tanga Project a réveillé la créativité du quatrième âge, en leur prouvant par A+B qu'ils étaient « encore capables ». De faire, de transmettre, d'intéresser. Les ateliers d'écriture menés depuis deux ans en sont le meilleur exemple. Ils obligent les résidents à solliciter leur mémoire et à ressusciter

leur capacité d'écriture et de synthèse, tout en leur offrant l'opportunité unique de se raconter. La parole se libère, les histoires de chacun ressurgissent, sont couchées sur le papier par la jeune et l'ancienne génération qui travaillent main dans la main. « Ils nous poussent à être plus précis, à nous souvenir toujours plus », sourit Eva Szendel-Lendvay.



« On écrit, réécrit, retravaille encore le texte, c'est parfois difficile, mais c'est très enrichissant », confie Ludith Ardeleanu, les yeux pétillants. « Je n'attendais que cela, de livrer mes souvenirs, de raconter tout ce que j'ai vu, vécu, j'avais peur de partir sans pouvoir tout dire (...) Cela représente énormément pour nous. Sans parler des relations personnelles que nous avons tissées avec eux depuis deux ans. Aujourd'hui, je les aime comme mes enfants. »

Plus que de simples « passe-temps », ces ateliers de story telling ont aussi apporté une vraie reconnaissance aux résidents. On les écoute, on s'intéresse à leur histoire, cela leur « redonne une place dans la société, le sentiment d'être utiles », résume David. Un sentiment exacerbé par le fait que leur renommée dépasse le simple cadre de la maison de retraite. Car à leur façon, Ludith, Pompiliu, Eva, Tudor et les autres « sont presque devenus des vedettes », s'amuse Rodica. Aujourd'hui, on parle de ces retraités anonymes et de leurs œuvres dans les journaux, sur Internet, à la radio... Avant *Le quatrième âge des objets*, un premier spectacle baptisé *Moses Stories*, compilation des histoires personnelles d'une dizaine de résidents, avait même été joué pendant le festival national de théâtre de Bucarest sur la scène du théâtre juif, « là où ont joué Radu

Beligan, Maia Morgenstern, rien que ça ! », s'enflamme Pompiliu Stelian, 92 ans.

REDONNER DE L'ESPOIR

Assis dans sa chambre, entre une photo de son petit-fils parti en Israël et un poster de cascadeur grandeur nature, le fringant nona-

gétaire – qui fait sa gymnastique et ses 1500 mètres tous les matins – est catégorique : l'arrivée de ces jeunes artistes a été une révolution au *camin*. Cet ancien journaliste est la preuve vivante qu'on peut être hyper-actif et en phase avec le monde à 90 ans révolus. Sous l'impulsion de David Schwartz, il a lancé son blog « Le quatrième âge », et y « poste » régulièrement des billets sur la vie du *camin*. « Depuis que je me suis mis à l'informatique, je peux communiquer par mail et par Skype avec ma fille, au Danemark, et mes petits-enfants, qui sont au Canada et en Israël. » Les yeux emplis d'émotion, il ne tarit pas d'éloges sur ces jeunes qui ont changé ses vieux jours. « Je ne pensais pas qu'ils s'investiraient autant quand ils sont arrivés. Je m'étonne à chaque fois de leur disponibilité, de leur motivation. Ils ont bouleversé notre quotidien et notre approche de la vie. Quand on parle de maison de retraite, on parle de personnes âgées, qui n'ont parfois plus aucun espoir. Ils nous ont transformés, en nous proposant des activités que nous ne pensions plus être capables de faire, ont redonné de l'espoir et insufflé l'envie de faire et de vivre », raconte Pompiliu.

Le directeur de la maison de retraite, Gaetano Perrotta, dresse le même bilan. « Il existait déjà des activités, des équipes de

volontaires intervenaient, mais il est certain que ce projet se démarque et a créé un vrai engouement chez une partie des pensionnaires », analyse le directeur. « Un noyau d'une quinzaine de personnes sur les 90 résidents de l'établissement participe systématiquement. Et ce qui est important – et différent – c'est

David et les membres de Tanga Project espèrent que leur projet pionnier va faire école

que ce projet renvoie une image positive des personnes âgées et offre une ouverture sur l'extérieur, qui manque d'habitude. » Là, le quatrième âge est à nouveau relié au monde, réel mais aussi virtuel.

Unique en son genre, ce projet espère changer les mentalités et les pratiques en matière de prise en charge des personnes âgées. Car comme l'explique David, c'est la perception générale de la société roumaine envers les seniors qu'il faut faire évoluer.

« C'est le cœur du problème, la maison de retraite est perçue comme un terminus, un endroit où l'on vient attendre la mort. Il faut changer en profondeur la manière de percevoir les personnes âgées, on les considère comme inutiles, improductives. Nous, le message que nous voulons faire passer, c'est qu'ils sont non seulement porteurs d'une histoire, de l'histoire avec un grand H même, mais qu'on apprend et s'enrichit beaucoup à leur contact. »

Pour inscrire leur projet dans le long terme, David et ses amis viennent d'ouvrir un centre d'art communautaire au sein de la maison de retraite et y invitent des artistes en résidence, pour qu'ils travaillent à leur tour avec les pensionnaires. « Nous avons créé ce centre avec l'envie suivante : si jamais nous partons, il restera une structure, un programme cohérent d'activités, des films, des ateliers. A l'heure actuelle, cela nous permet surtout d'élargir le projet en invitant de nouveaux artistes », explique David. Le photographe Vlad Petri a ouvert le bal, fin mai. Muni d'un appareil photo jetable, Judith, Pompiliu, Eva et les autres ont saisi des instantanés de la vie du camin. Tudor a privilégié les portraits,

Pompiliu s'est arrêté sur la maquette posée dans l'entrée. Dans un petit film, chacun présente ses clichés, mis en perspective par Vlad, qui commente, admire une composition. Là encore, cet atelier a combiné dimensions artistique, documentaire, mémorielle et « curative ».

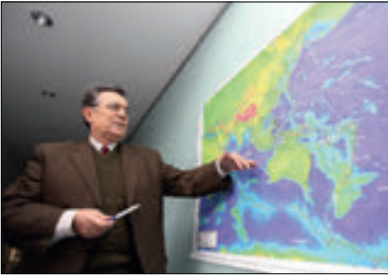
En véritable pionnier, David rêve maintenant de faire école et d'inciter d'autres volontaires à monter des projets similaires à travers tout le pays. « Nous voulons établir une méthodologie du projet pour qu'il puisse être facilement dupliqué. Si jamais nous trouvons suffisamment de volontaires pour faire la même chose dans quatre maisons de retraite à Bucarest, ce serait déjà un formidable changement. » Un changement qui est plus que nécessaire, car la prise en charge des personnes âgées dépendantes est en passe de devenir une urgence. D'ici à 2020, plus de 20% de la population roumaine aura en effet plus de 65 ans.

Marion Guyonvarch

Photo page 8 : Vlad Petri
Photo page 9 : Marion Guyonvarch

DE QUOI TREMBLER ?

Depuis des années, le grand sismologue roumain Gheorghe Marmureanu assure que le pays n'a pas à craindre de grand tremblement de terre dans un futur proche. Mais après...



LE 3 DECEMBRE PROCHAIN, il aura 72 ans. Gheorghe Marmureanu, diplômé dans sa jeunesse de la prestigieuse université américaine Cornell, reste cependant à la direction de l'Institut pour la physique de la terre qu'il a mis en place après le terrible tremblement de terre du 4 mars 1977. Même si aujourd'hui il n'en est plus que le directeur honoraire. La sismologie et lui ? Une longue histoire... « Je suis né dans l'année du signe zodiacal Terre, et vous savez quel était le nom de famille de ma femme ?

Richter ! », sourit-il. Mais que dit-il exactement sur le prochain grand tremblement de terre qui, inévitablement semble-t-il, touchera la Roumanie ?... « Jusqu'en 2040, il n'y aura pas de tremblement de terre qui dépasse 7 degrés de magnitude, et ils ne seront pas dangereux », soutient-il. Son souci est pour après. « Vrancea (l'épicentre historique des secousses sismiques en Roumanie, ndr) est comme une femme enceinte, lorsqu'elle doit accoucher, elle doit accoucher, il n'y a plus rien à faire. »

Un « remède » pourrait être le système d'avertissement sismique en temps réel, innovation des chercheurs de l'Institut, finaliste en 2006 d'un concours scientifique organisé par l'Union européenne. « Ce système suppose qu'en 4 secondes, depuis le déclenchement du tremblement de terre, on peut connaître son intensité exacte, et s'il dépasse 7 degrés sur l'échelle de Richter, les autorités ont environ 35 secondes pour prendre des dispositions avant que l'onde se propage. Ce n'est

pas beaucoup, mais c'est un laps de temps suffisant pour sauver des vies », explique le sismologue.

Depuis plusieurs décennies, Gheorghe Marmureanu vit dans le même appartement du quartier bucarestois Drumul Taberei. Seul inconvénient : ses voisins lui demandent à chaque fois quand aura lieu le prochain tremblement de terre. « Il ne faut pas s'inquiéter, d'autant que dans cinquante ans nous serons encore mieux préparés », assure-t-il. Il peste cependant contre la politique urbaine à Bucarest : les anciennes bâtisses ne sont pas restaurées et les nouvelles, notamment les constructions en verre et en métal, ne tiennent pas du tout compte des normes sismiques roumaines... « Ils n'ont pas compris comment Vrancea travaille, il serait temps de construire correctement. »

Carmen Constantin
Photo : D.R.

QUELLE VIE POUR LES CHIENS ?

C'est l'un des sujets les plus polémiques du pays qui cristallise l'attention dans les médias roumains : que faire des chiens errants de Bucarest ? Rencontre avec la directrice de l'Association de protection des animaux Cutu-Cutu, Marcela Pisla.



« LES MEDIAS NOUS DEPEIGNENT comme des fous furieux, possédés par notre amour des animaux »... La tête sur les épaules et le discours rodé par quatre ans de militantisme tout terrain, Marcela Pisla explique les débuts de son engagement en faveur des animaux. « Je regardais la télévision, et quand j'ai entendu parler le président et le maire de Bucarest de la nouvelle campagne d'euthanasie des chiens, je suis entrée dans une colère noire, une nouvelle fois on choisissait la solution violente au lieu d'essayer de comprendre le phénomène », raconte-t-elle.

Comment expliquer que la Roumanie soit l'un des seuls pays d'Europe centrale victime de la surpopulation canine ? Les hypothèses sont nombreuses... « On dit que pendant le communisme il était interdit d'avoir un chien, les gens ont alors pris l'habitude de les nourrir à l'extérieur. Autre supposition, celle de ces familles entières chassées de chez elles par la folie de Ceausescu et qui ont abandonné biens et animaux sur le trottoir, la base de la popula-

tion canine serait née à ce moment-là de façon incontrôlable. » 40 000, c'est la population très approximative des chiens errants de Bucarest qui croît de 15% chaque année, mais aucun recensement sérieux n'a été fait, peut-être par peur de dévoiler l'étendue du problème. Marcela affirme que son « association s'est proposé de faire ce travail car il faut faire sortir la passion et le fantasme du discours officiel en proposant des chiffres ». L'appel est cependant resté sans réponse de la part de la mairie.

POUR MARCELA, TOUS LES PROBLEMES SONT LIES

Souvent taxées d'illuminés aux discours extrêmes, les ONG de défense des animaux et en particulier Cutu-Cutu ont considérablement policé leurs discours, conscients qu'ils ne pouvaient pas jouer sur le même terrain que la protection des enfants. Marcela précise : « On essaie d'être plus raisonnable et de contrôler notre image. J'avoue

que parfois on a exagéré en comparant l'euthanasie des animaux à l'holocauste ou en comparant le préfet de Bucarest, qui propose une nouvelle campagne d'euthanasie, à un Hitler des animaux. Nous, nous avons déposé un projet de loi au parlement pour obliger tous les maires de Roumanie à stériliser les chiens de leur commune, et éviter ainsi leur multiplication. Nous savons que la durée de vie de ces chiens en milieu urbain est de cinq ans. Durant cette période, nous proposons de faire de l'éducation et de lancer une campagne d'adoption. »

La cause des animaux est noyée dans les problèmes du pays, et la voix des défenseurs des chiens peut paraître un peu veine face aux répercussions sociale et économique de la crise. Pour autant, Marcela pense que tout est lié. « Tous les problèmes sociaux, les enfants, les retraités, les chiens, sont le résultat d'une déliquescence de notre société et de l'indifférence des autorités. »

A la dernière campagne d'euthanasie, une partie de la population s'en était donnée à cœur joie, des centaines de chiens avaient été étranglés avec du fil en fer, chassés au fusil, tués à coup de pelle ou de barre de fer, empoisonnés ou battus à mort, une image destructrice pour la Roumanie sur la scène internationale. Marcela complète : « J'ai conscience que c'est un grand problème pour les citoyens, je sais que les gens ont peur, et je ne nie pas ce qui se passe quotidiennement dans les rues. Je dis simplement que l'euthanasie des animaux est barbare et qu'il ne faut pas répondre à la violence par la violence. » Les chiffres sont cependant sans appel : 13 200 morsures dans l'ensemble du pays en 2010, et une victime.

Julien Trambouze
Photo : Mihai Barbu

DANS LES PAS DES INSPECTEURS DU TRAVAIL

Un Roumain sur trois travaille ou a déjà travaillé au noir. Mais le nouveau code du travail, entré en vigueur il y a deux mois, a considérablement durci les sanctions contre les employeurs, prévoyant même des peines de prison. Et une grande campagne de contrôles inopinés a été lancée. Reportage à Bucarest, avec une équipe d'inspecteurs du travail.

9 HEURES DU MATIN. FLANQUEES

de deux de leurs collègues et de deux policiers, Claudia et Madalina, inspectrices du travail, débarquent par surprise sur un chantier, dans le quartier de Colentina à Bucarest. « Bonjour, inspection du travail. Qui est le patron ici ? », lance Claudia. Un homme à lunettes, la quarantaine, s'avance, l'air gêné. « Combien de personnes travaillent ici ? », l'interroge d'emblée l'inspectrice. Réponse évasive de l'intéressé. Claudia a aperçu trois ouvriers sur le toit. Deux autres travaillent dans une cour à l'arrière du bâtiment en chantier. Claudia les interpelle, leur tend une fiche de renseignements à remplir, où ils doivent inscrire informations personnelles et détails sur leur contrat de travail. Ils s'éloignent, vite, de plus en plus vite. « Ils sont partis par la porte de derrière, rattrapez-les ! » La police s'élance à leur poursuite.

A l'étage, les employés se font eux aussi priés pour descendre et les inspecteurs doivent aller les chercher. Sept hommes finissent par descendre. « On a commencé à travailler aujourd'hui », commence le patron. « Ils sont en période d'essai (...) Non, non, il n'y a pas de problème, tout est en règle », assure-t-il. Sur un mur fraîchement construit, trois ouvriers commencent à remplir leur déclaration, sous l'œil attentif des inspecteurs. « Là, vous indiquez le type de contrat, la date à laquelle il a été signé. Ici, le salaire, vos horaires de travail. » — « Mais je suis en période d'essai... » — « Écrivez-le là alors. »

Dans une petite pièce à côté, Madalina est au téléphone. En communication avec ses collègues du siège de l'Inspectorat de Bucarest, qui vérifient rapidement dans la base de données Revisal, où sont enregistrés tous les contrats de travail, s'ils trouvent trace de contrats au nom des salariés contrôlés. En quelques minutes, ils confirment ce que Madalina pressentait : seul un des sept ouvriers présents sur le chantier est effectivement enregistré. Même s'ils sont en période d'essai, ils devraient avoir un contrat de travail, enregistré au plus tard la veille du début de l'activité. Effrayé, un des employés bloque devant sa fiche de renseignements. Madalina se fait insistante. « Si vous n'avez pas signé de contrat, écrivez-le ! » — « Mais, je ne sais pas quoi mettre moi ! », réplique-t-il, apeuré. « La vérité ! Vous ne risquez rien, ce que nous faisons, c'est dans votre intérêt. » D'une main tremblante, il inscrit en capitales : « Je n'ai pas signé de contrat. »

LES EMPLOYEURS RISQUENT GROS

Son cas est loin d'être isolé. Selon certaines estimations, entre 1,5 et 2 millions de personnes travailleraient au noir en Roumanie, principalement dans les secteurs de la construction, du commerce et de l'agriculture. Mais depuis l'entrée en vigueur du nouveau code du travail, le 1er mai, les employeurs qui ne sont pas en règle avec la loi sont beaucoup plus durement sanctionnés : « L'amende est désormais de 10 à 20 000 lei pour chaque employé non déclaré », explique Marilena Balabuti, responsable du service législation-contentieux à l'Inspectorat du travail de

Bucarest. Avec six salariés non déclarés, le patron qui vient d'être contrôlé risque encore plus gros : « Employer cinq personnes sans contrat est désormais considéré comme un délit, et est passible d'une peine d'un à trois ans de prison. »

Convoqué à l'Inspectorat du travail dans les prochains jours pour clarifier sa situation, le patron devra donc répondre de ces faits devant la police, s'il s'avère qu'il a bien enfreint la loi. Leur mission terminée, Madalina et Claudia repartent aussitôt traquer les patrons réfractaires. Alors que Claudia s'en va effectuer un autre contrôle, Madalina, elle, part en repérage pour dresser une liste des chantiers en cours, qu'elle ira ensuite inspecter.

Le faible nombre d'inspecteurs — 80 seulement sur toute l'agglomération de Bucarest — la crise, les habitudes qui ont la vie dure, sont autant de facteurs qui rendent difficile la lutte contre le travail au noir. Pourtant, la récente offensive déclenchée par les autorités roumaines semble commencer à porter ses fruits. Avec le durcissement des sanctions et la vague de contrôles menée à travers le pays, plus de 100 000 nouveaux contrats de travail ont été enregistrés par le seul Inspectorat de Bucarest, et pas loin de 500 000 ont été signés dans tout le pays. Mieux, un projet de loi visant à renforcer les pouvoirs des inspecteurs du travail a été déposé au Parlement et pourrait permettre d'intensifier encore un peu plus la lutte contre le travail au noir.

Marion Guyonvarch

MICHELIN ROUMANIE

10 ANS

Une histoire en mouvement



Le monde Michelin est un monde **dynamique**, un monde de **diversité**, un monde respectueux de l'**environnement**, un monde au cœur duquel la **sécurité** et l'**innovation** mobilisent plus de 6000 chercheurs repartis sur 3 continents. Le monde Michelin est une histoire en mouvement, une histoire qui a commencé il y a **120 ans** dans le centre de la France et qui se poursuit aujourd'hui dans **plus de 170 pays**.

Cette histoire s'écrit également en Roumanie depuis **10 ans** déjà.

3 usines de standard mondial. Plus de **450 000 tonnes** de pneus. Plus de **150 000 tonnes** de câble métallique. Plus de **3000 personnes** réunies dans une **seule équipe**. 10 ans de **développement durable**, de **professionnalisme** et de **passion**.

Jour après jour, Michelin construit la **mobilité de demain**. Par ses pneus qui offrent plus de **sécurité**, plus d'**économie de carburant** et plus de **longévité**. Par son attention à l'**environnement**. Par le respect des **hommes** et des **faits**.

Parce que Michelin représente une **meilleure façon d'avancer**.

www.michelin.ro
www.10ani.michelin.ro



LES ROUMAINS PAS CONTENTS



Un sondage réalisé par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à la fin de l'année 2010 avait été repris par la plupart des médias : il affirmait que plus de 80% des Roumains étaient mécontents de la qualité de leur vie. Chiffre d'autant plus frappant qu'en 2006, lors de la première édition de ce sondage, le pourcentage des Roumains mécontents était inférieur à 70%. Effet collatéral de cette situation : toujours conformément à la BERD, depuis 2006 le nombre de Roumains qui considèrent l'économie de marché comme une bonne solution a baissé de 10 points, soit un peu plus de 33% à la fin 2010. Il est vrai que deux tiers d'entre eux ont été touchés par la crise. De même, le pourcentage de ceux qui font confiance à la démocratie a baissé de 7 points, de 50% en 2006, à 43% seulement en 2010. Une des raisons de ce mécontentement massif est suggérée par une étude Eurostat, confirmée par l'Institut national des statistiques (INS), selon laquelle 42,5% de la population roumaine vit dans des logements qui n'ont pas leurs propres toilettes, ou salles de bain. Selon l'INS, dans les villages roumains, 88% des logements sont toujours dépourvus de salle de bain.

Rasvan Roceanu
Photo : Lucian Muntean

Registre des Français de l'étranger

Pour s'inscrire au registre des Français établis hors de France, veuillez consulter le site : <http://www.ambafrance-ro.org>, rubrique « Inscription au registre des Français établis hors de France ». L'inscription au registre permet notamment d'obtenir certains documents administratifs (passeport, carte d'identité), d'être inscrit sur la liste électorale consulaire, d'être inclus dans le plan de sécurité de l'ambassade, de recevoir les informations périodiques du consulat et d'accomplir facilement vos formalités administratives à l'étranger.

POUR LES SPORTIFS

Le 14 août, l'association TransAlpin Bike et Salvamont Gorj organisent la première édition en Roumanie d'un marathon en vélo de montagne. Point de départ, la station de ski de Ranca, perchée à 1650 mètres d'altitude, dans le massif de Parang (Carpates du sud). Trois trajets seront proposés, différents en longueur et degré de difficulté : marathon, classique et famille. Pour plus d'informations : <http://transalpinbike.blogspot.com>. Daniela Coman

LABOMBA, OU COMMENT INFLUER SUR UNE COMMUNAUTE A TRAVERS L'ART

Rue Calea Rahovei 194, derrière le marché aux fleurs, dans une ancienne bodega, se situe les locaux de LaBomba, un centre communautaire qui, depuis deux ans, ambitionne d'offrir aux enfants roumains et roms du quartier Rahova-Uranus une alternative à la vie des rues. Plusieurs artistes se sont rattachés à la cause à travers divers ateliers : lecture (le centre abrite une petite bibliothèque), théâtre, danse, arts visuels, couture. Une fois par mois, le centre organise des expositions et des concerts soutenus par ces artistes devenus amis fidèles. L'argent ainsi obtenu sert à soutenir les initiatives du centre. « Actuellement une vingtaine d'enfants participent aux ateliers de musique et nous avons été présents au festival Street Delivery avec un concert », explique, enthousiaste, Irina Gaduta, l'une des coordinatrices de LaBomba. A part ces activités éducationnelles et artistiques, des débats sont régulièrement organisés afin de créer une cohésion sociale, mais aussi de mobiliser les gens et de trouver des solutions fiables pour un changement positif dans ce quartier difficile.

Mihaela Carbutaru

Précision

Suite à l'article « Vol d'enfance » du dernier numéro (Regard 50), la Direction générale pour la protection de l'enfance donne la précision suivante : 370 enfants ont été exploités par le travail en Roumanie en 2010, dont 282 étaient âgés de moins d'un an à 13 ans, 148 dans le milieu urbain et 222 à la campagne.

PRIX DES DROITS DE L'HOMME

Le 9 juin, à la Résidence de France, l'ambassadeur de France en Roumanie, Henri Paul, a remis le Prix des droits de l'homme de l'ambassade de France en Roumanie à Mariana Petersel. Artiste et professeur roumaine née en juin 1947, elle a notamment travaillé en Moldavie auprès des enfants des rues et des femmes victimes de trafics. A partir 1993, et jusqu'en 2001, elle est devenue présidente de l'association Save the Children Moldavie. En 2001, elle a fondé l'association Generatie Tanara Romania en partenariat avec Unga Liv Sweden. L'association a notamment développé des programmes de lutte contre la traite des êtres humains. Et depuis sa participation à l'opération d'évacuation des Ouzbeks d'Andijan en 2005-2006, Generatie Tanara a développé un programme avec le Haut Commissariat aux Réfugiés, s'adressant en particulier aux enfants isolés et aux personnes âgées réfugiées et demandeurs d'asile.

Profs de Harvard à Poiana Brasov

Neuf jeunes Roumains, parmi lesquels la fille de George Copos, Alexandra, et celle du patron de Pro-TV, Ana Sarbu, ont décidé, après leurs études aux Etats-Unis, de ramener Harvard en Roumanie. Cinq professeurs de la prestigieuse université américaine donneront des cours à une quarantaine d'étudiants roumains et européens, sur le leadership et l'entrepreneuriat, du 26 juillet au 3 août. Lieu : station de ski de Poiana Brasov. La liste des maîtres de conférence sera complétée par l'entraîneur de football Mircea Lucescu ou le banquier Dan Pascariu. A noter que ces cours d'été seront gratuits pour les jeunes acceptés dans le programme, les coûts étant couverts par les sponsors, soit onze sociétés, parmi lesquelles Petrom, l'agence de tourisme Happy Tour et la BRD-Société Générale.

Carmen Constantin

Redescoperim împreună energia pentru o viață mai simplă

Viața devine mai ușoară când toată energia unui lider mondial este pusă în slujba confortului dumneavoastră:

gaze naturale pentru confortul casei dumneavoastră	pachete complete de încălzire individuală prin ExpertGaz	electroclădire și soluții personalizate pentru companii	verificare promptă și atentă a instalațiilor de gaze naturale și a centralelor termice prin Asigaz
monitorizare permanentă a consumului și a plăților prin Agenția Online	acces rapid la facturile trimise prin e-mail	Call Center dedicat	

nume gpl/ro/energia
Call center: București, 021.8998.111; Alte centre: gazde: 021.8998.111
Tara: +40744 10 100 100 / +40744 10 100 100

GDF SUEZ
REDESCOPERIM ÎMPREUNĂ ENERGIA

Chanter par les gestes, c'est ce que le chœur Effata propose depuis douze ans déjà, une initiative du prêtre Constantin Onu, professeur à la faculté de théologie de Pitesti.

SOURDS-MUETS EN CHŒUR



UNE DOUZAIN D'ETUDIANTS sourds-muets s'est réunie dans une salle de l'université pour une répétition. Le visage détendu, ils sont assis en cercle. En attendant les professeurs, ils rigolent entre eux. Anca Titi, assistante universitaire à la faculté des langues étrangères de Bucarest, entre. Elle vit à Pitesti et travaille volontairement avec ces étudiants, de même que sa collègue Elena Monea, institutrice dans une école primaire de la ville. « J'ai eu à un moment donné dans ma classe un enfant venant d'une famille de sourds-muets. Il faisait la traduction pour m'aider à communiquer avec ses parents. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à m'intéresser et à apprendre le langage des signes. Depuis deux ans, je fais des analyses grammaticales sur les textes des chants ou des pièces de théâtre avec ces étudiants sourds-muets », explique Elena Monea.

Les deux dames écrivent d'abord sur le tableau noir deux versions d'un texte, car les règles d'écriture pour les sourds-muets sont différentes. « Dans ce type d'écriture, il n'y a pas de prépositions, ni de pronoms relatifs, la phrase est fixe et commence toujours par le sujet », explique Anca Titi. Une fois que les

jeunes ont compris le contenu et le message du texte, c'est Marilena Istrate qui entre en jeu. Elle-même sourde-muette, elle est assistante dans la symbolique des gestes depuis sept ans. Et transpose en mouvements fluides

Marilena transpose en mouvements fluides et harmonieux tous les mots du texte

et harmonieux tous les mots du texte. « Plus de 200 étudiants sont passés dans mes classes depuis la création de ce groupe. Cela me donne l'espoir que leur intégration reste possible », souffle son interprète.

Pour commencer à « chanter », il ne reste plus qu'à appuyer sur le bouton « play ». Ainsi le public peut écouter la musique et regarder l'interprétation des jeunes. « Pour nous, cette activité est une fierté et un épanouissement. Nous arrivons à transmettre une émotion et une information », soutient Andreea Nicolaescu, 20 ans, étudiante de Craiova en deuxième année de théologie sociale.

« Effata, dans la Bible, veut dire « Ouvre-toi ! ». Ce sont les mots que Jésus a prononcé quand il a touché l'oreille d'un sourd. Nous, nous voulons ouvrir les yeux de ceux qui peuvent entendre », affirme le prêtre Constantin Onu,

« Nous voulons ouvrir les yeux de ceux qui peuvent entendre »

l'initiateur de ce projet qui a créé un langage spécial pouvant être adapté au chant de groupe. Trois à quatre mois de préparation sont nécessaires pour une représentation. Généralement, il s'agit de deux spectacles annuels, à Pâques et à Noël, bien que le chœur aimerait se faire « entendre » plus souvent.

« Nous restons plutôt entre nous, dans des endroits dédiés. Le quotidien est difficile, j'ai toujours subi des refus de poste à cause de mon handicap », déplore Andreea. Même réaction chez son collègue Florin Holospin de Botosani qui se dit prêt à accepter un poste de prêtre ou d'assistant universitaire, les seuls débouchés professionnels qui leur sont offerts, pour l'instant. Mais grâce à Effata, l'expression est devenue possible, dans un autre langage. Une porte s'est enfin ouverte sur le monde.

Texte et photo : Mihaela Carbutaru

La Roumanie compte environ 30 000 sourds-muets, selon les chiffres de l'Association nationale des sourds de Roumanie (ANSR) qui réunit 6000 membres.

« JE PARS L'ESPRIT TRANQUILLE »

Pugnace, persévérante et infatigable, Laurence Demairé (82 ans) a décidé de rentrer définitivement en France. Cette ancienne conseillère conjugale s'est battue pendant plus de dix ans en Roumanie pour changer la vision de la société sur les relations parents-enfants. Regard l'avait déjà rencontrée, mais avant son départ, un entretien avec cette grande dame s'imposait.

Regard : Pourquoi avoir choisi la Roumanie pour mener votre combat ?

Laurence Demairé : D'une certaine façon, c'est la Roumanie qui m'a choisie. En 1996, l'association française Sera - Solidarité enfants roumains abandonnés - m'a envoyé une enveloppe dans laquelle il y avait des photos terribles d'enfants roumains dans des mouiroirs. Je serais partie en Roumanie le soir même, mais il m'a fallu trois ans pour me décider vraiment. Je suis arrivée à Timisoara en 1999, toujours marquée par cette photo.

Regard : Et pourquoi avoir développé la maternologie * dans ce pays ?

L. D. : Ça, c'est quelque chose que j'ai mis dix ans à découvrir. Depuis deux ans, tout est beaucoup plus clair. C'était en Roumanie qu'il fallait que je vienne et nulle part ailleurs. La façon d'élever les enfants, ceux qui sont nés après la chute de Ceausescu en tout cas, est extrêmement normative. Les garçons doivent correspondre à un modèle, c'est-à-dire qu'ils peuvent tout faire sauf être gentils avec les filles. Les filles, elles, doivent être jolies, propres, soignées. Elles doivent s'occuper de leur petit frère, elles doivent aider leur maman, elles doivent être très féminines. En résumé, elles doivent avoir toutes les qualités. Plus généralement, pendant longtemps, les parents roumains n'ont pas ressenti de lien de sensualité avec leur bébé lors de la naissance. Ils n'ont pas tenu compte de son désir d'être pris et caressé. Alors que le nourrisson est une machine à sentir exceptionnelle. Dès les premières heures de sa vie, il sent l'angoisse du médecin ou de la sage-femme qui vient le retirer des bras de sa mère.

Regard : La maternologie est-elle sur la bonne voie en Roumanie ?

L. D. : Certainement. Parce que l'équipe de l'association BébéBienvenu est solide et parce que je laisse aux personnes qui travaillent avec moi la certitude que la maternologie a sa place ici. J'ai mis très longtemps à me rendre



compte que la première chose à demander est de respecter le droit des parents à avoir deux heures d'intimité avec leur enfant dès la naissance. Leur apprendre à répondre au regard de leur enfant dès sa naissance.

Regard : Comment fait-on aujourd'hui dans les maternités roumaines ?

L. D. : On met le nourrisson en pouponnière immédiatement après la naissance. La croyance générale des parents et des médecins est que le bébé ne sent rien, ne voit rien, ne se souviendra de rien. Chose que l'on croyait nous-mêmes en France jusque dans les années 1950. Un bébé brûlé qui hurlait, on le soignait en se disant « mais non, il n'a pas mal, et de toute façon, il ne s'en souviendra pas ».

Regard : Votre retour en France est définitif ?

L. D. : Absolument. Parce que jusqu'ici, j'ai coloré toute l'association d'un regard français, à partir d'une culture française et personnelle. Je pense que, désormais, ça va se faire tout seul, comme la nature le veut. Je suis venue donner une information. Il fallait des gens qui croient en cette information. Maintenant que

c'est chose faite, je peux partir.

Regard : Quelle est la chose qui vous a le plus marquée en Roumanie ?

L. D. : La capacité exceptionnelle qu'ont les Roumains à avoir un lien avec l'invisible. Ils ont une qualité poétique. Un ouvrier me disait par exemple : « Nous, sous le temps de Ceausescu, on donnait des noms à nos machines, parce que les numéros, ça ne nous intéressait pas. » Cette qualité se vérifie aussi dans leur capacité à se souvenir de leurs rêves et à en parler. Les Roumains ne sont pas très rationnels, mais ils ont cette très belle qualité. Ils sont poètes. Je pense que c'est le mot qui leur va le mieux. C'est aussi sans doute pour eux une manière de survivre.

Propos recueillis par Jonas Mercier
Photo : J. M.

* La maternologie est la prise en compte des aspects psychiques de la maternité, de la naissance, et de la parentalité.

Pour plus de renseignements sur la maternologie en Roumanie : www.maternologia.ro

LA ROUTE DANS LES NUAGES

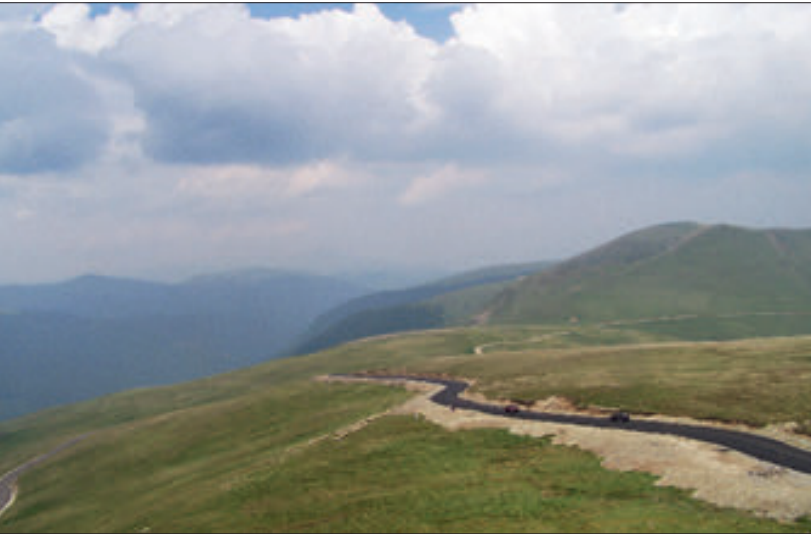
Moins connue que la célèbre Transfagarasan, la Transalpina mérite pourtant le voyage. Car cette départementale (la DN67C), qui traverse les monts Parang et relie Novaci à Sebes, est la plus haute des routes roumaines et offre à ceux qui quittent les sentiers battus pour s’y aventurer un panorama à couper le souffle.

C'EST UN SECRET ENCORE BIEN

gardé, mais qui commence doucement à s'éventer : s'engager sur la DN67C conduit tout droit dans les nuages. Sur une carte de Roumanie, ce *drum* national n'est qu'une fine ligne jaune, qui chemine entre la vallée de l'Olt et celle du Gorj, et coupe les Carpates du nord au sud, une route secondaire longue de 148 kilomètres qui relie Novaci, dans le département de Gorj, à Sebes, dans celui d'Alba. Et ceux qui décident de s'y engager ne regrettent jamais le voyage sur les cimes des Carpates méridionales.

A la sortie de Novaci, les premiers lacets apparaissent et grimpent en douceur jusqu'à Ranca. Située à 1600 mètres d'altitude, cette station touristique (plutôt laide...) est le vrai point de départ de la promenade sur les hauteurs. Ici, les pensions aux couleurs criardes ont poussé comme des champignons, à mesure que le tourisme s'est développé – ski l'hiver, une nouvelle piste sera inaugurée l'an prochain, et randonnée, à pied ou à vélo, l'été. Mais elles constituent un bon quartier général (avec vue imprenable sur les montagnes arborées) pour s'élancer à la découverte des monts Parang (voir encadré).

En quittant Ranca, la Transalpina prend de la hauteur. Les virages se resserrent et la route atteint les 2000 mètres, avec le Varf (sommet) Papusa et ses 2136 mètres en ligne de mire. Sur la chaussée, des poignées de voitures cohabitent avec quelques courageux cyclistes. Même si depuis qu'elle est asphaltée le nombre de touristes est en augmentation constante, la Transalpina est encore peu fréquentée et offre – pour le moment – le luxe de se sentir seul au milieu des grands espaces. Les kilomètres défilent lentement,



la route glisse le long des montagnes nues, chaque virage révèle un nouveau panorama plus incroyable que le précédent, puzzle d'horizons découpés, de douces crêtes, de parois abruptes et de vallons alanguiés. Les silhouettes colorées des randonneurs ou les troupeaux de moutons se détachent

d'un océan de vert et de pierres. Les nuages s'accrochent sur les sommets, s'invitent parfois sur la chaussée, dessinent des géants sur le relief. Par temps dégagé, les monts Retezat voisins s'invitent au spectacle, qui vire au grandiose, si l'on a la chance (ou si on la provoque) de rouler sur cette portion

LA ROUTE DU ROI

La Transalpina est la plus élevée des routes de Roumanie et culmine à 2145 mètres, au col d'Urdele. Elle aurait été construite au temps des Romains, selon certaines sources, à l'époque des guerres opposant l'empire aux Daces. D'autres affirment qu'elle a été bâtie par les Allemands, lors de la Première Guerre mondiale, pour des raisons militaires, mais n'aurait presque pas été utilisée. Une légende locale pleine de poésie raconte même qu'elle fut en fait construite à la fin du 18ème siècle par toutes les familles qui se trouvaient sur son parcours. Mais c'est au roi Carol II, qui l'inaugura en 1935, que la Transalpina reste associée, au point d'être baptisée par certains « la route du roi ». Rénovée pendant la Seconde Guerre mondiale, la route fut ensuite très peu entretenue. Jusqu'en 2009, seule une petite portion était asphaltée (de Novaci à Ranca), et la pierreuse DN67C était surtout fréquentée par les habitants, ainsi que les randonneurs et les cyclistes courageux. La Transalpina est en général ouverte de mai à octobre.



« en plateau » lorsque le soleil se couche.

Au col d'Urdele, sommet routier de la Roumanie qui longe le Varf Parangul Mare (2519 mètres), la route commence à descendre en pente douce, tel un serpent accroché à la pente, et conduit le voyageur à Obarsia Lotrului, poignée de cabanes posées au bord de la rivière Lotru, à 1400 mètres. Là, dans un paysage digne de Brokeback Mountain, la Transalpina croise la DN7A, qui mène au lac d'accumulation de Vidra et à sa fantomatique station balnéaire. Même si cette autre balade

vaut aussi le détour, la Transalpina chemine elle jusqu'à Sebes, se faufile entre les monts Sureanu à gauche et les monts Cindrel à droite, longe le lac Oana, voit les montagnes devenir collines, avant d'atteindre finalement la région vallonnée de Sebes. Terminus d'un voyage à travers – au sens propre – les Carpates, par-delà les nuages.

Texte et photos : Marion Guyonvarch

OFF THE ROAD

Il existe un grand nombre de sentiers de randonnée le long de la Transalpina, qui permettent de découvrir les sommets des monts Parang et les lacs glaciaires. De Ranca, on peut ainsi rejoindre le Varf Papusa, les monts Urdele ou le Varf Parangul Mare. Au départ de la cabane Obarsia Lotrului, on atteint en trois heures (aller) le lac de Calcescu, où le Lotru prend sa source et où l'on découvre un paysage glaciaire préservé (la zone est classée réserve naturelle), à la végétation sauvage. Plus d'informations : www.paring.ro, rubrique trasee.



**DONNEZ
DE L'OXYGÈNE**
ENSEMBLE NOUS AIDONS NOTRE PLANÈTE À RESPIRER!



BRICOSTORE S'ENGAGE AUX RÉSISTANCES ACTUELLES DE LA PLANÈTE ET S'ENGAGE DANS LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION AVEC LE PROJET "DONNEZ DE L'OXYGÈNE".

NOUS VOULONS PROFITER D'UNE PLANÈTE (PLUS) PROPRE! DE CETTE IDÉE EST PARTI NOTRE PROJET "DONNEZ DE L'OXYGÈNE". LA DIFFÉRENCE PEUT ÊTRE FAITE PAR CHACUN D'ENTRE NOUS. LA CAMPAIGNE "DONNEZ DE L'OXYGÈNE" SOUTIENS CEUX QUI AIMENT LA NATURE ET QUI SONT CONSCIENTS DU RÔLE DE CHACUN D'ENTRE NOUS EST RESPONSABLE DE L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT. PAR LE SOUTIEN DES ACTIONS ÉCOLOGIQUES, DE REBOISEMENT, DE NETTOYAGE DES ZONES TOUCHÉES, BRICOSTORE CONTRIBUE À LA RÉDUCTION DE LA POLLUTION DES VILLES ROUMAINE.



LA CHRONIQUE D'ISABELLE WESSELINGH

LA MEMOIRE CACHEE DES VERTES COLLINES

L'herbe vert émeraude ondule dans le vent. On aperçoit parfois quelques moutons. Des petites fleurs poussent par ci par là. On se plaît dans ce paysage bucolique qui pourrait illustrer un livre de contes pour enfants. Et pourtant, sur cette colline du village de Podu Iloaiei, dans ce champ de Targu Frumos, en Moldavie roumaine, s'est déroulé un des pires massacres commis durant l'Holocauste, le pogrom de Iasi. C'était il y a soixante-dix ans, à l'été 1941, par un mois de juin marqué par une chaleur caniculaire. Le régime roumain pro nazi du général Ion Antonescu décida de débarrasser la ville de Iasi de ses habitants juifs. Plus de 13 000 d'entre eux, sur les 45 000 qui habitaient Iasi, trouvèrent la mort en quelques jours à peine. Des milliers furent abattus dans la rue, devant leurs voisins, leurs amis, les passants qui le plus souvent ne réagirent pas. D'autres comme Leizer Finchelstein furent embarqués dans « les trains de la mort ». Leizer, un vieux monsieur de 88 ans qui a gardé fière allure avec sa grande taille et son béret à la française, avait 17 ans. Sur la centaine de personnes entassées dans un wagon de marchandises qui pouvait en contenir au maximum 40, seules une vingtaine survécurent. « Tous les orifices du wagon étaient hermétiquement fermés. On a bu notre urine, on tordait nos chemises pour en récupérer des gouttes de sueur à boire », raconte-t-il. Leizer fut débarqué à Podu Iloaiei, un village bucolique... Il aida à enterrer des centaines de juifs comme lui dans une fosse commune creusée sur la colline. Aujourd'hui, du monument on aperçoit la plaine et la voie ferrée au loin. « C'est un drôle de sentiment de voir ce décor pastoral, magnifique et puis de voir les tombes où sont enterrés nos proches », dit Naomi Almog, une Israélienne dont deux oncles moururent dans le pogrom.

Je me souviens d'avoir ressenti ces mêmes sentiments mêlés par un jour d'été dans des collines bucoliques où se mêlaient le vert des arbres et le jaune des champs de blé. C'était dans le nord de la Bosnie-Herzégovine, à Prijedor (prononcer Priyedor). Dans ce magnifique paysage, des femmes ne cessaient de chercher le corps de leur mari, de leur père, de leurs frères ou de leurs enfants tués par les forces nationalistes serbes de Bosnie au printemps 1992 et jetés dans des charniers. Là-bas, on n'avait pas encore trouvé toutes les fosses communes car ceux qui savaient où elles étaient ne parlaient pas. Puis, parfois, quand une langue se déliait par une soirée trop arrosée, on finissait par creuser près d'une colline, sur le site d'une ancienne mine et l'on y découvrait des centaines d'os, des corps jetés là comme des ordures.

À Prijedor, les victimes n'étaient pas juives mais musulmanes. Mais comme à Iasi, on avait pris soin, avant de les tuer, de bien préparer le terrain : les maisons des Serbes comme celles des Roumains chrétien orthodoxes avaient été marquées d'une croix pour éviter toute « confusion ».

Dans ces collines vertes de Roumanie ou de Bosnie comme dans celles du Rwanda, se côtoient la beauté de la nature, celle qui nous laisse admiratifs devant la vie, et l'horreur dans laquelle peuvent tomber les êtres humains de quel continent qu'ils soient. Malgré des années à suivre les procès pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité à La Haye, malgré les longs entretiens à Prijedor et ailleurs, je n'ai toujours pas la réponse à cette question lancinante : comment peut-on un jour basculer et tuer son voisin, son ami juste parce qu'il est juif, musulman ou rom ou tutsi... Leizer Finchelstein, le menuisier de Iasi qui survécut au pogrom, n'a lui aussi toujours pas pu comprendre, même en y réfléchissant durant 70 ans, comment des gens ordinaires ont pu se transformer en criminels de masse. Un seul élément revient dans tous ces lieux : le déniement par petites touches de l'autre qui conduit peu à peu à cette violence déchaînée.

Isabelle Wesselingh est chef du bureau de l'Agence France-Presse à Bucarest.

UN ŒIL SUR BUCAREST

A quand un passage Basarab pour les piétons ?

Ce dimanche 19 juin à 6 heures du matin s'est ouvert le passage Basarab qui traverse – sur presque 2 kilomètres – la capitale roumaine d'est en ouest. Plus de 700 millions d'euros et presque cinq ans de travaux ont été nécessaires à sa construction. Les 1 250 000 conducteurs bucarestois vont pouvoir en profiter mais malheureusement, aucun piéton ni cycliste ne pourra y accéder. C'est pourquoi, les « sans moteurs » ont eu généreusement accès au passage pour une journée, la veille de l'ouverture officielle...

Texte et photo : Julia Beurq



Le 28 juin dernier, inauguration d'un monument lors de la cérémonie de commémoration des 70 ans du pogrom de Iasi.

ILS ONT DECIDE DE **RESTER**

*POURQUOI LES ETRANGERS
AIMENT VIVRE EN ROUMANIE ?*



« Ici, beaucoup d'étrangers SE SENTENT MIEUX »

Iris Alexe, coordonatrice du Programme migration et développement de la Fondation Soros à Bucarest, a publié en avril une étude sur l'intégration des étrangers dans la société roumaine. Et a répondu à nos questions : Pourquoi les étrangers s'installent en Roumanie ? Les Roumains sont-ils tolérants ?



Regard : Selon un rapport du Migrant Integration Policy Index (MIPEX), en partie réalisé par le British Council, la Roumanie serait « moitié favorable » aux immigrants. C'est-à-dire ?

Iris Alexe : Par rapport à la moyenne européenne, on ne peut pas dire que la Roumanie soit très favorable aux immigrants, nous obtenons 45 points, alors que la moyenne est à 51 points. Ce n'est cependant pas si mal. Le rapport du MIPEX prend surtout en compte le cadre législatif et les politiques sur l'immigration. Par exemple, pour la mobilité de la force du travail, c'est-à-dire l'accès et la participation au marché

du travail, on est à la onzième place, proche des Etats-Unis. Mais les immigrants sont dans l'ensemble assez déçus par notre pays, ils se sentent souvent abandonnés. Tout comme le reste de la population d'ailleurs. Leur réussite est le résultat de leur lutte individuelle, car l'Etat ne facilite pas vraiment leur vie. L'administration notamment, qui est déjà un casse-tête pour nous, est doublement fastidieuse vis-à-vis des étrangers. Les Arabes sont habitués, ils viennent en général de pays très bureaucratisés, mais les autres... La conclusion du rapport MIPEX est que le cadre législatif roumain est plutôt bien fait, mais que les procédures sont discrétionnaires.

Regard : Alors pourquoi de plus en plus de ces immigrants décident quand même de rester en Roumanie ?

I.A. : La famille est la raison principale. La moitié des immigrants qui vivent en Roumanie sont membres d'une famille fondée avec un (ou une) citoyen roumain ou européen, résidant ici. Environ 25% d'entre eux sont des étudiants, 14% sont venus pour des raisons professionnelles, et enfin 5% sont des investisseurs. Il y a plus de 60 000 immigrants qui vivent légalement en Roumanie, dont 49 000 de façon temporaire. Le nombre de ceux qui ne sont pas enregistrés est une inconnue et je préfère éviter de l'estimer. Il y

en a pas mal au sein de la communauté chinoise, très compacte et qui ne communique pas trop. Pour revenir à votre question, nous avons toujours plus d'étudiants étrangers car ici la scolarité est moins chère qu'ailleurs, et on obtient un diplôme reconnu au niveau européen. Pour les jeunes de la république de Moldavie voisine notamment, faire ses études en Roumanie se comprend tout à fait. Ceci étant, la crise a fait chuter le nombre d'étudiants et de chercheurs d'emploi étrangers. En 2000, la Roumanie délivrait 1500 permis de travail par an aux étrangers, et en 2008, environ 15 000. Ce chiffre est retombé à 2500 l'année dernière. Par ailleurs, contrairement aux années 1990, le contexte et les lois ont changé, ceux qui veulent investir ont plutôt intérêt à avoir les reins solides. Dans les années 1990, l'ambition et un peu d'argent étaient suffisants pour devenir patron d'une petite structure. Il était

« Les Arabes retrouvent ici un peu de l'ambiance de leur pays d'origine, mais avec plus de liberté dans leur vie quotidienne »

pays communistes étaient amis et cette connexion a énormément joué.

Regard : Il en fut de même avec les pays arabes...

I.A. : Effectivement. Les étudiants arabes sont restés ou ils sont revenus après la chute de Ceausescu. Ils ont investi, se sont mariés et ont fait des enfants. C'est comme ça que l'immigration fonctionne : un homme en amène un autre. Une histoire personnelle est plus crédible que n'importe quelle représentation d'un pays rendue par les médias. La plupart de ces étrangers ne pensent plus à repartir chez eux après avoir fondé une famille ici. Ce qui est intéressant est que ce n'est pas l'obtention de meilleurs revenus qui compte le plus pour eux. Les Arabes notamment se sentent mieux, plus à l'aise, ils retrouvent ici un peu de l'ambiance de leur pays d'origine, mais avec plus de liberté dans leur vie quotidienne.

Regard : Alors cela signifie que les Roumains sont plutôt tolérants...

I.A. : Notre propre étude montre que l'attitude générale est favorable, particulièrement dans les relations directes. Les Roumains ne vont pas s'impliquer de façon volontaire dans l'intégration des immigrants, mais ils se déclarent prêts à les aider si on le leur demande. Ils sont aussi ouverts à l'idée qu'un étranger devienne membre de leur famille, et considèrent que les étrangers peuvent apporter une autre philosophie au travail, plus rigoureuse. Les Roumains sont par ailleurs curieux d'apprendre de nouvelles pratiques et techniques. Bien sûr, il y a aussi de la discrimination envers certaines catégories d'immigrants. D'autant que la crise et la pauvreté créent une pression sociale, certains Roumains craignent que les étrangers prennent leur travail. Mais de façon générale, vu que les Roumains ont souvent été eux-mêmes des immigrants à l'étranger, ils peuvent les comprendre et c'est un grand atout.

Regard : Combien de ceux qui demandent l'asile l'obtiennent en Roumanie ?

I.A. : Seuls 15 à 25% reçoivent une forme de protection. Il y a environ mille personnes avec le statut de réfugié ou une forme de protection subsidiaire. La plupart de ceux qui demandent l'asile sont des migrants économiques et, après vérification, beaucoup de demandes sont rejetées. Environ 50% de ces réfugiés sont des Irakiens, 8% sont des Iraniens, presque 5% des Syriens, les autres viennent d'Afghanistan, du Bangladesh, etc. Les Arabes savent qu'ici ils trouveront des compatriotes pour les aider.

Propos recueillis par Florentina Ciuverca
Photo : Mihai Barbu

CHOISISSEZ LE CONFORT !
Leader pour les services en efficacité énergétique
Le meilleur prix de chaleur en Roumanie
Toutes nos Energies pour un développement durable



SÉDUITS

PAR LA ROUMANIE

Dans un petit appartement de Pitesti, tout un monde s'est réuni. Trois jeunes hommes, un Japonais, un Péruvien et un Syrien vivent ensemble depuis un an. La trentaine, ils sont partis de leur pays pour accomplir un rêve, changer de vie... et vivre ici. La paix, la sécurité ou bien l'humanité des gens, chacun plaide en faveur de la Roumanie qu'ils ne veulent plus quitter.



YASUNORI, JUAN ET ASEM PARLENT roumain entre eux. Juan le parle un peu mieux grâce à la proximité avec l'espagnol, Asem n'a presque pas d'accent, et Nori (c'est son surnom) se sert parfois de l'anglais pour compenser quelques lacunes en vocabulaire. Ils viennent tous de finir leur première année obligatoire d'apprentissage du roumain en tant que boursiers du gouvernement roumain, avant d'accéder aux études qu'ils ont choisies dans différentes universités du pays.

Assis autour d'un verre sur une terrasse du centre-ville de Pitesti, ils sont vite repérés par les petits gamins roms qui viennent leur

demander une pièce. Leur physique trahit leur origine étrangère. « Avant de venir en Roumanie, je n'avais jamais vu de ma vie des mendiants ou des chiens errants », raconte Yasunori, 29 ans. Sa grand-mère lui avait raconté une fois que cela existait il y a longtemps au Japon, mais il ne pouvait que s'imaginer à quoi « cela » ressemblait. « Je pensais que quelqu'un qui mendiait pour survivre devait être très malheureux et déprimé. Mais à regarder certaines de ces personnes ici, je pense qu'elles sont plus heureuses et plus libres que beaucoup de japonais qui ont de l'argent. Certes, ils ont de l'argent, mais ils ont aussi beaucoup de problèmes psychiques, de santé ou de famille », poursuit Nori.

Ingénieur en aéronautique, il a déjà travaillé au Japon dans une grande compagnie automobile. Puis il s'est rendu compte qu'il avait fait le mauvais choix : « Au Japon, presque tous les gens qui ont un travail deviennent les esclaves de leur employeur. » A Shizuoka, sa ville natale, il a entendu parler de la Roumanie pour la première fois grâce à Alina, une Roumaine qui faisait son doctorat là-bas. Intéressé par les projets environnementaux, Alina l'avait encouragé à postuler pour une bourse en Roumanie. A la rentrée, il s'installera à Bucarest pour un master de deux ans à l'université Politehnica, chose impensable au Japon vu les coûts de scolarité. « Pour moi, la Roumanie offre une société beaucoup plus humaine que

ce que je connais. Peut-être qu'ici on ne s'en rend pas trop compte, mais c'est très important, c'est même crucial. Je suis bien ici, même si je suis conscient que cela ne va pas être facile d'intégrer le marché du travail. »

Juan, quant à lui, connaît la Roumanie par les livres. Passionné d'histoire et de littérature, il a lu en espagnol depuis tout petit les contes de Petre Ispirescu et les poèmes de Mihai Eminescu. Aujourd'hui, il fait découvrir à son fils de 4 ans, resté au Pérou, les histoires de Ion Creanga. Divorcé, Juan, 31 ans, aimerait ramener son fils en Roumanie, mais pour l'instant cela reste difficile. Alors il utilise les services de la poste pour lui faire découvrir son nouveau pays d'adoption : 200 livres bilingues et 40 films sont déjà arrivés à Lima. « Jusqu'au Pérou, la Roumanie a une mauvaise et injuste réputation, je pense. Moi, je suis fasciné par la culture et l'histoire de ce peuple. Je me suis très vite fait à la vie ici. Comme les Roumains, je suis chrétien, les habitudes et le mode de vie sont similaires. »

A Lima, la capitale péruvienne, Juan gérait une affaire profitable. Propriétaire de plusieurs résidences universitaires, ses revenus étaient très confortables. « Sans doute qu'au Pérou je pouvais gagner deux fois plus qu'en Roumanie, mais il manque la sécurité. A Lima, on ne peut pas garder son argent en banque. La mafia peut l'apprendre et kidnapper un membre de la famille pour demander une rançon. Mon pays arrive en troisième position en terme de délinquance après la Colombie et le Mexique », déplore-t-il. Pour lui, la Roumanie est donc un havre de paix où il peut accomplir son rêve. A partir d'octobre, il sera pendant deux ans à Sibiu. Il a choisi l'université Lucian Blaga pour une spécialisation dans la sécurité alimentaire.

Coiffure soignée, chemise blanche et pantalon de marque, Asem est le séducteur de la bande. Mais à 29 ans, il se sent déjà un peu vieux. Peut-être parce qu'il a commencé à travailler tout de suite après son bac, alors qu'il aurait aimé faire des études en sciences politiques. Responsable d'édition dans une librairie à Damas, la capitale syrienne, il aime les livres et l'étude. Son but est d'apprendre l'anglais et le français à l'université de Bucarest. Trois ans de scolarité l'attendent à partir de cet automne.

« En Syrie, il y a à peu près 400 familles de Roumains, on connaît très bien ce pays. Et à Bucarest aussi il y a une forte communauté de Syriens. J'ai entendu dire que l'université de Bucarest était très bonne, alors j'ai décidé de tenter ma chance. » Mais Asem, tout comme ses deux amis, a dû faire des économies. Sa bourse d'environ 80 euros par mois ne

couvrirait même pas le loyer. Il n'est d'ailleurs pas le seul « voyageur » de sa famille. L'un de ses frères est en France, l'autre en Grèce. Les six sœurs sont restées en Syrie. Ils parlent de temps en temps au téléphone et vu les récents événements, Asem ne cache pas qu'il se sent plus libre et plus en sécurité en

Roumanie. « Les gens sont très agréables, et je trouve cette petite ville de Pitesti très moderne. Il y a aussi la nature qui est fantastique. Ici tout est vert, il y a des rivières alors que chez moi je ne connaissais que le désert. »

Texte et photo : Mihaela Carbanaru

L'ANNEE PREPARATOIRE

Chaque année, les étudiants étrangers qui souhaitent effectuer un cursus universitaire en Roumanie sont obligés de suivre des cours de langue pendant un an. Plusieurs centres existent dans le pays, à Bucarest, Pitesti, Craiova ou Ploiesti. Cette année, 51 étudiants, hors programmes européens, se sont inscrits à l'université de Pitesti pour suivre cette formation linguistique. « Ils sont majoritairement venus de Turkménistan, Albanie, Mongolie, Syrie et Vietnam. Ils travaillent cinq heures par jour et au deuxième semestre ils commencent une spécialisation en fonction des études qu'ils veulent poursuivre », explique Cristina Lemnar, coordinatrice de cette année préparatoire. « D'après nos informations, la plupart d'entre eux terminent avec brio leurs études et s'installent ici. »

Bd Dacia n° 56, Secteur 2, Bucarest
tel: +40 (0) 31 8092739
fax: +40 (0) 31 8067739
mobil: +40 (0) 74 5202739
office@apex-team.ro
www.apex-team.ro

Nos services :

- Tenue de la comptabilité
- Gestion de la paie et audit social
- Préparation des déclarations fiscales et sociales
- Assistance comptable (mensuelle / trimestrielle)
- Révision comptable, assistance à la clôture des comptes
- Préparation de reporting et de liasse de consolidation
- Assistance au retraitement des situations financières selon les normes IAS-IFRS (normes internationales et normes roumaines)
- Gestion de projets de mise en place des méthodes et procédures comptables
- Conseil

DEUX CULTURES DIFFÉRENTES, UN MEME PAYS

Pour Heike Künzel, femme d'affaires allemande, ce sont les opportunités du marché roumain qui l'ont attirée. De son côté, pour quitter sa belle Italie et emménager en Roumanie, Gianluca Falco a lui écouté son cœur.

HEIKE KÜNZEL HABITE A BUCAREST depuis 14 ans. Après avoir travaillé dans une banque roumano-allemande, elle a décidé avec son mari de venir ici monter sa propre affaire. « J'ai vu en Roumanie beaucoup d'opportunités



qu'on ne trouve plus dans un marché mature comme celui de l'Allemagne », explique-t-elle. Après des années d'expérience dans le secteur financier, elle se lance dans les ressources humaines en 2005 et devient co-fondatrice de K. M. Trust & Partners et Key to success, entreprises qui placent les managers de haut niveau.

Et puis les beaux paysages, la sérénité des campagnes roumaines, les gens... Elle les a découverts à deux roues, en moto. « La Roumanie est un très beau pays. Les paysages sont incroyables et les gens savent faire la fête (...) Par ailleurs, ce qui nous a aidés un peu plus, c'est le fait que tout ce qui vient d'Allemagne est vu comme quelque chose de bonne qualité, fiable », dit-elle en souriant.

Ce qu'elle n'aime pas ici ? Le trafic de Bucarest, mais aussi le fait que « souvent les gens sont peu respectueux. Ils s'arrêtent à la famille, aux collègues, aux amis, mais après... » Sans doute quelque chose qui lui manque de l'Allemagne. Il y a aussi des choses qu'elle ne trouve pas dans son pays natal, dont une créativité particulière... « Les gens sont plus créatifs pour résoudre n'importe quelle situation. Ils trouvent des solutions quand en Allemagne on aurait abandonné, tout est là-bas si réglé, quand quelque chose ne va pas, on est tout de suite surpris, cela arrive si rarement. »

« MA MAISON EST ICI MAINTENANT »

Gianluca Falco habite en Roumanie depuis 2006. Pour lui, venir ici a d'abord été une question de cœur, sa femme

étant roumaine, ils ont déjà un fils et attendent une petite fille. C'était aussi un nouveau défi, construire sa vie dans un pays en train de se développer est une belle aventure. Traducteur, puis collaborateur pour l'hebdomadaire Sette Giorni ainsi que pour l'agence de presse italienne ANSA, Gianluca a également cofondé une entreprise spécialisée dans les traductions, Hieroglifs Translations. « La famille compte beaucoup pour moi. Si la famille va bien, si tu as un travail, la vie peut être bien partout », assure-t-il. Surtout dans un pays qui est pour



lui parmi l'un des plus beaux d'Europe, « le deuxième peut-être, après l'Italie ».

« J'adore la campagne ici, et plus les villageois sont pauvres, plus ils sont hospitaliers. Il nous est plusieurs fois arrivé de nous arrêter pour demander des informations et de nous retrouver cinq minutes plus tard à table, avec du bon fromage et de l'eau de vie. »

Ce qu'il déplore ? « Mis à part l'état désastreux des routes, ce sont les conditions sanitaires dans les hôpitaux, et la situation de la justice. Aussi le fait qu'à Bucarest les gens ne semblent préoccupés que par l'argent. » Gianluca souhaiterait également que les Roumains luttent davantage pour leurs droits. « Mais ils sont restés simples et sympathiques, dans l'ensemble, et ils apprécient la vie (...) »

C'est ici que mon bébé est né et maintenant nous attendons le deuxième. Ma femme est roumaine, la Roumanie est entrée en moi. Bien sûr on ne peut pas oublier ses racines, mais ma maison est ici maintenant. »

Anca Teodorescu
Photos : D. R.

CHEZ SUKRU

Sukru Karaaslan, 39 ans, est patron d'un petit fast-food bucarestois, Piata Iancului. Turc d'origine kurde, marié à une Roumaine, il ne pense plus repartir.

IL A MONTE SON AFFAIRE A BUCAREST IL Y A SIX ANS, juste après avoir fini son « stage » dans l'armée turque. « Enfin ! », dit-il soulagé, car c'était son rêve depuis toujours, partir de Turquie, un pays qui n'offre pas grand-chose à des gens comme lui, d'origine kurde. « Au début des années 1990, il n'y avait rien dans les magasins, la Roumanie c'était des Dacia, des Lada, des gitans et la mafia qui vous suivait dans la rue », raconte Sukru. Il retrouvait ici des « défauts » qu'il connaissait déjà, mais aussi une liberté qu'il n'avait pas en Turquie. « J'ai d'abord passé deux années ici, puis je suis allé en Allemagne, un pays que j'ai voulu quitter immédiatement. Je me suis senti pire qu'un chien, franchement... Les gens étaient

qui ne se dissolvent pas complètement même en dehors des frontières de la Turquie. Les frictions au sein de la communauté sont fréquentes : « Il y a des problèmes, mais rien de bien grave », assure Sukru. « Les turcs ne nous aiment pas, en général, mais nous sommes conscients qu'on est tous étrangers ici, Kurdes ou Turcs, et on a tous besoin les uns des autres. Nous sommes des citoyens turcs, c'est la politique qui agite les gens. » Cet été, il rentre chez lui pour voir son père qui est malade, et espère pouvoir lui présenter son petit-fils d'un an et demi.

Texte et photo : Florentina Ciuverca



très réticents et nous regardaient d'un mauvais œil. En Roumanie, je n'ai jamais senti ça ! Je pense que les Roumains sont plus orientaux qu'européens. Ils sont très chaleureux, très humains, ce pays ressemble beaucoup à la Turquie. »

C'est sans doute pour ces raisons-là que la communauté turque de Roumanie compte près de 10 000 membres, « c'est aussi pour les mêmes raisons que les arabes se sentent à l'aise ici », soutient-il. Et puis Sukru est tombé amoureux, il s'est marié, a deux enfants, sa propre petite affaire. « Maintenant je suis complètement pris ici ! », rigole-t-il. Pourtant, il n'a pas la citoyenneté roumaine, car il lui faut notamment passer le test de langue. « Toutes ces rivières et ces montagnes qu'on me demande à l'entretien. Il est impossible de tout savoir, mais je vais quand même essayer », dit-il dans un roumain impeccable, presque sans accent.

Il ne s'est jamais senti mal accueilli ici, c'est surtout les conflits entre les Kurdes et les Turcs





SIX RAISONS DE RESTER EN ROUMANIE

Et si la Roumanie ne souffrait pas seulement d'un problème d'image ? Voici six bonnes raisons (il y en a évidemment d'autres) de la choisir pour y vivre.

LA NATURE

« A à peine 15 kilomètres de Bucarest, c'est la campagne, la vraie », dixit Mihai, informaticien qui fait la navette quotidiennement entre la capitale et sa maison dans les bois. Inévitablement, la nature est l'un des aspects les plus « vendeurs » du pays, et qui attire toujours plus de touristes dans les régions du Delta, des Apuseni ou des Maramures. La Roumanie, terre intacte ? Pas exactement, mais le décalage entre les zones ur-

baines et la campagne est un bon argument dans la quête du « bonheur ». « J'apprécie ici la simplicité, le lait du voisin, les œufs aussi, et puis ça me paraît important de pouvoir respirer le soir un air plus pur après une journée devant l'ordinateur », précise Mihai. Certes c'est un Roumain qui le dit, mais ces mots pourraient parfaitement être ceux de n'importe quel étranger bon connaisseur du pays. Et même si la qualité des infrastructures routières reste approximative, l'escapade bucolique le temps d'un

week-end, de Bucarest ou d'ailleurs, est plus simple que de Paris, Madrid ou Londres, par exemple.

LE SYSTEME D

La Roumanie agace par sa lenteur administrative, son héritage communiste dans le travail et son archaïsme politique, mais c'est aussi le pays de la débrouille, et du « tout est possible ». Votre ordinateur plante un week-end ? Via l'ami d'un ami du cousin

germain, deux heures plus tard vous pouvez de nouveau surfer sur le Net. Recherche d'un emploi, d'un appartement, tout semble fonctionner dans le registre du système D. Iolanda, retraitée, le confirme : « C'est un héritage du communisme, on manquait de tout et la solidarité est devenue notre seule alternative, sans argent on est bien obligé de s'entraider. » Même si cela frôle parfois l'illégalité et n'incite pas à améliorer les choses de façon plus globale et durable.

LES BELLES TOMATES

« Ici les fruits et les légumes ont du goût, en général on ne trouve des cerises que lorsque c'est la saison, et au restaurant je peux savoir d'où vient la nourriture dans mon assiette », répond Irina, designer, à la question de ses petits plaisirs quotidiens. Force est de constater que même si les grandes surfaces pullulent, l'abondance et l'affluence des marchés des villes est un signe de recherche de qualité de la part des consommateurs. Le nouveau marché d'Obor à Bucarest, par exemple, est la preuve vivante que l'on peut consommer des produits naturels en ville. Les paysans viennent de toutes les régions et proposent à la vente ce qui pousse dans leur « grand jardin ». En Roumanie, 45% des exploitations agricoles font moins de 5 hectares, et 30%, moins de 0,5 hectare... « C'est vu comme un problème parce qu'on nous demande de produire comme à l'Ouest, mais qu'en est-il de notre façon de vivre,

de nos traditions, pourquoi ne pas laisser les paysans roumains travailler comme ils le veulent ? », s'insurge Cristi, producteur de lait près de Campulung, en Bucovine. Quoi qu'il en soit, espérons que les belles tomates ne disparaîtront pas de sitôt des étals des marchés.

LES OPPORTUNITES D'AFFAIRES

Le Far Est fait-il toujours rêver les investisseurs et les chefs d'entreprise ? Malgré la crise qui en a échaudé plus d'un, la Roumanie reste une destination attractive pour ceux qui veulent démarrer une affaire. « Ici, dans les domaines d'innovation, on peut encore faire sa place, et avec mon savoir-faire venu de l'Ouest j'ai trouvé du travail facilement. Les Roumains ont un a priori positif envers les étrangers et même sans avoir beaucoup d'expérience on m'a donné une chance », explique Peter, graphiste anglais. Même souffle entrepreneurial pour Carlos le Barcelonais qui a quitté les bords de la Méditerranée pour ouvrir une épicerie à Bucarest... « Il n'y a pas de frein psychologique, commencer une affaire est naturel, même si cela prend du temps. Il y a ici un esprit libéral qui me plaît. »

L'AMOUR

« On célèbre au moins chaque semaine un mariage franco-roumain », affirme la secrétaire du secteur I de Bucarest, qui ne s'étonne plus de voir autant de Français

s'informer pour leur mariage aux mois de mai et juin. Les unions transfrontalières ne sont effectivement pas rares et plutôt bien acceptées dans les familles roumaines. Et le couple franco-roumain, c'est une longue histoire... La compréhension mutuelle, le rapprochement culturel font que souvent « ça marche ». Une autre explication ? Pour Olivier, jeune Français expatrié, « les femmes roumaines sont plus féminines et ont une conception de la famille plus forte, c'est un peu cliché mais c'est ce que je recherche et ce sont les histoires que je vois autour de moi ».

LA SECURITE

Rentrer à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit ne pose, en général, aucun problème, que ce soit à Bucarest, Constanta ou Timisoara. Loin de l'image désastreuse qui lui colle à la peau depuis la chute du régime, la Roumanie n'est pas dangereuse en termes de délinquance, le pays figure même dans le peloton de tête des lieux les plus sûrs avec l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie avec seulement 32 agressions pour 100 000 habitants. En comparaison, en Angleterre on en a compté l'année dernière 2034 pour 100 000 habitants. Selon L'IGPR, l'Inspectorat général de la police roumaine, les agressions aux personnes entre 2009 et 2010 ont même baissé de 14%.

Julien Trambouze
Photo : Mediafax

NOMBRE D'ETRANGERS RESIDANT OFFICIELLEMENT EN ROUMANIE PAR NATIONALITE

Nombre d'étrangers d'un pays tiers au 31.03.2011		Nombre d'étrangers de l'UE et de l'Espace économique européen (EEE) au 31.03.2011	
<i>Pays d'origine</i>		<i>Pays d'origine</i>	
REPUBLIQUE DE MOLDAVIE	17612	ITALIE	8121
TURQUIE	8939	ALLEMAGNE	6127
CHINE	6995	FRANCE	4453
SYRIE	2279	HONGRIE	2565
ETATS-UNIS	1867	AUTRICHE	2376
SERBIE	1513	GRANDE-BRETAGNE	1970
LIBAN	1501	BULGARIE	1851
TUNISIE	1495	GRECE	1499
UKRAINE	1338	POLOGNE	1202
ISRAEL	1278	ESPAGNE	1196
Autres pays	15053	Autres pays	4838
Total	59870	Total	36198
Total des étrangers de pays tiers, UE et EEE au 31.03.2011		96068	
Source : Bureau roumain de l'immigration (Oficiul roman pentru imigrari)			

L'HOMME DES BOIS

Chercheur dans les changements climatiques, directeur technique de l'inventaire forestier de Roumanie, marié avec une Roumaine et père de famille installé dans les montagnes de Bucovine, le Français Olivier Bouriaud raconte pourquoi il a choisi la Roumanie.



« CONTRASTES », « PARADOXAL »... Les mots claquent dans la bouche d'Olivier Bouriaud pour définir la Roumanie. L'analyse du scientifique s'est faite après cinq ans dans le pays, et il s'étonne toujours de voir son voisin qui vit « comme au 19ème » mais passe des coups de fil de son portable via une antenne satellite. Olivier Bouriaud a rencontré son épouse pendant ses études en France, et de cette union est née deux enfants qui suivront les parents à travers le monde au gré des contrats. Ce sera l'Allemagne, la Suisse, la Finlande, le Canada puis la décision a été prise, après un périple de plusieurs années, de s'implanter en Roumanie.

Olivier explique leur choix qui à l'époque avait surpris son entourage : « Mon épouse roumaine a toujours gardé son travail de prof à la fac de Suceava, une sorte de pied-à-terre, et puis nous voulions un pays où l'éducation des enfants soit bonne. En Finlande, tout était parfait, salaire, éducation, sauf que les enfants commençaient à parler le finlandais et on ne pouvait plus les aider à l'école. On a eu peur de

les perdre. La Roumanie par contre, d'une certaine manière, ressemble dans son organisation à la France. Certes, quand on reste, ça devient autre chose et on découvre les paradoxes et les non-dits. »

La famille Bouriaud a longtemps hésité entre le Canada, financièrement très intéressant, et un retour dans l'hexagone, mais le couple ne trouvait pas de poste dans la même région. « La recherche en France offre peu de possibilités et je ne voulais pas me retrouver noyé au milieu d'une hiérarchie, explique Olivier. Quand j'ai postulé en Roumanie c'était juste avant la période de pré adhésion à l'Union européenne, et le ministère auquel je suis rattaché proposait de bons crédits pour la recherche, et m'offrait un poste de directeur de l'inventaire des forêts, à savoir la responsabilité d'un tiers du territoire. »

MIEUX QU'AILLEURS

Dans la balance et pour l'équilibre de la famille, la Roumanie a semblé la décision la plus

judicieuse. D'autant qu'Olivier s'est vu offrir un poste à responsabilité à un âge où, en France, on continue sans fin à être un assistant. Ici, il bénéficie d'une très grande liberté dans ses recherches et une autonomie complète par rapport à sa hiérarchie. « Faire de la recherche fondamentale, ce n'est plus possible à l'Ouest ou ailleurs. Et puis j'ai commencé à travailler sur l'inventaire des forêts qui n'avait pas été réalisé depuis 25 ans, j'ai recruté une équipe, formé les gens, c'est rare dans mon métier de pouvoir démarrer de zéro. »

Aujourd'hui, la période d'euphorie professionnelle est passée pour Olivier, et les coupes budgétaires ont mis un frein aux initiatives du chercheur. Pour autant il n'a pas déserté le ministère et n'a pas répondu aux sirènes de l'étranger. « J'ai ici une vie que je ne peux pas m'offrir ailleurs, je vis à 700 mètres d'altitude, j'ai fait moi-même ma maison de 250 m2 sans crédit, mes quatre enfants sont scolarisés et semblent heureux, qui j'ai fait des sacrifices sur mon salaire par rapport à mes collègues de promotion, sur mon régime alimentaire, le fromage français et le vin, c'est du luxe maintenant... (rire). Mais quand je retrouve mes collègues, ils m'envient tous. »

Perdu dans ses montagnes de Bucovine, Olivier Bouriaud semble avoir trouvé un équilibre professionnel et affectif qu'il a longtemps cherché. « J'avoue que c'est ma femme qui a rendu possible cette vie, elle a eu de la patience, du courage, c'est elle qui m'a montré que les problèmes ne sont pas insurmontables, qu'il faut les prendre avec plus de philosophie. Nous les Français on a un côté jamais contents, moi j'ai décidé d'être optimiste et de croire en ma vie en Roumanie. »

Julien Trambouze
Photo : Mihai Barbu

« Etre étranger c'est faire L'EXPERIENCE DE L'HUMANISME »

Dans une vie d'expatriation, il n'y a pas que l'aspect financier qui motive le choix du départ. Partir à l'étranger, c'est aussi l'occasion de nouveaux défis, aborder son identité sous un nouveau jour, et bouleverser ses a priori. Docteur en psychologie et maître de conférences à l'université Titu Maiorescu de Bucarest, Oltea Joja reçoit dans son cabinet de l'institut Parhon, véritable musée vivant de la psychanalyse : livres par centaines, dessins de patients, et une photo d'un congrès de neurologie de 1935. Entretien sur les contours analytiques de la vie de l'étranger.

Regard : Que recherche celui qui veut vivre ailleurs ?

Oltea Joja : Ces gens qui viennent cinq ans ici, repartent trois ans là-bas, indifféremment de l'aspect financier qui est souvent positif, sont pour la plupart des personnes extrêmement ouvertes aux autres et au monde. Même si le départ a été conditionné par la direction de son entreprise, selon les règles de cette dernière, un départ à l'étranger est très gratifiant, on se prouve à soi-même qu'on peut le faire. Et c'est très stimulant parce qu'on découvre de nouvelles émotions en se confrontant à une mentalité nouvelle dans chaque geste du quotidien. Vous faites votre marché en Roumanie ou en Grèce et vous voilà en train de négocier. Même s'il y a une souffrance de par la perte des liens familiaux et la distance, il y a un vrai gain pour soi dans l'expérience de la vie ailleurs.

Regard : Pourquoi part-on de son pays ? L'envie de se faire peur ?

O.J. : Je pense que c'est un défi personnel afin de bousculer sa propre façon d'être, et c'est une exigence nouvelle face à des situations nouvelles. On va changer, changer ses critères d'évaluation, sa discipline, sa mentalité, et la façon dont on s'est jusqu'alors rapproché des autres. C'est un très grand défi. Les français sont des méridionaux comme nous, mais les règles sociales sont plus strictes chez vous. Ici il faudra donc gérer au quotidien une nouvelle proximité. Mais c'est excitant d'être le témoin de nouvelles réactions, d'une certaine manière on se sent plus vivant.

Regard : On part donc à l'étranger pour changer ?

O.J. : Oui, pour se changer soi-même, souvent sans s'en rendre compte. Beaucoup de parents m'ont aussi dit que vivre à l'étranger était très enrichissant pour toute la famille. Je connais des Français qui ont poussé leurs enfants à apprendre le roumain, et ces enfants se sont adoucis, ils se sont ouverts aux autres et à l'autre culture. Ceux qui vivent dans un pays étranger ont choisi de s'enrichir ; comme dit Kant, ce sont des citoyens du monde. La communauté européenne a d'ailleurs énormément facilité le développement de ce type de citoyen. Aujourd'hui il n'est pas rare que deux personnes de deux nationalités différentes se marient et vivent dans un pays qui n'est commun à aucun des deux. D'un autre côté, partir est également une fuite en avant, la recherche d'un nouvel anonymat. Et c'est l'histoire personnelle de chacun qui pousse à l'acte. Il faut bien savoir cependant que les problèmes que l'on n'a pas résolus dans son propre pays ne s'atténueront pas à l'étranger, c'est souvent le contraire. Quoi qu'il en soit, je ne pense pas que l'identité se définisse par une nationalité, qu'on est strictement roumain ou strictement allemand. On est avant tout une communauté, et on garde en soi sa culture tout en acceptant la culture de l'autre. Etre ailleurs c'est être en dehors de soi et de ses réflexes, c'est un désir de se renouveler. Etre étranger c'est faire l'expérience de l'humanisme.

Regard : Pourquoi les étrangers restent en Roumanie ?

O.J. : Je pense qu'ils trouvent les Roumains très ouverts, chaleureux, amicaux, les réseaux sont faciles à créer, et au-delà de l'aspect « business » qui est en général très positif, les liens d'intimité se font facilement. Et puis la Roumanie est un pays très proche géographiquement pour un Européen, en

« Au-delà de l'aspect « business » qui est en général très positif, ici les liens d'intimité se font facilement »

quelques heures on peut rentrer chez soi, du coup la coupure ne se vit pas de la même manière que lorsqu'on est installé sur un autre continent. Ici on peut gérer plusieurs fronts, son pays d'accueil et ses origines. Je lisais récemment un essai de l'ambassadeur du Japon à Bucarest dans Revista 22, il trouvait qu'entre son peuple et les Roumains il y avait de nombreuses similitudes, comme le conservatisme de la société, le respect des traditions, et il était surpris de se sentir si bien en Roumanie. Les choses ont aussi extrêmement évolué depuis l'arrivée des premiers entrepreneurs, les Roumains ont fait beaucoup de progrès, par exemple dans la discipline au travail. Avant, c'était le point noir. Et même si les chefs d'entreprise étrangers que j'ai côtoyés m'ont dit que travailler avec les Roumains se révélait toujours difficile, pour eux c'était un défi, et ils aiment ça, les défis...

Propos recueillis par Julien Trambouze

ARABES HEUREUX

Anciens étudiants pendant le communisme ou simplement attirés par un pays « vierge », les Arabes de Roumanie, toutes nationalités « confondues », sont aujourd'hui nombreux, plus de 7000 selon l'Office roumain de l'immigration. Trois d'entre eux, hommes d'affaires, expliquent pourquoi ils sont restés ici.

« JE SERAI COMPLETEMENT SINCERE, il y a beaucoup d'Arabes qui viennent ici pour investir dans un marché dominé par les amateurs et les politiciens corrompus, pour la vie de la nuit, pour se marier et obtenir un passeport qui leur permet de circuler sans problème dans l'Union européenne, ou pour continuer des affaires illégales à l'ombre d'un Etat bureaucratique et corrompu », soutient ce jeune homme d'affaires libanais, citoyen roumain qui préfère garder l'anonymat. Lui-même concède qu'il a fait partie de ce monde des grandes affaires controversées de Roumanie, dans l'import-export en tout genre. Il parle parfaitement la langue et vit ici depuis 1994, après être passé par la France. Et prévient : « Attention, beaucoup de Libanais ne se considèrent pas arabes, de par notre histoire, nos origines phéniciennes, nous sommes un peu à part. » Et avoue qu'il préfère travailler avec les Roumains qu'avec ses confrères arabes. Ici, c'est maintenant chez lui... « Au Liban, on dit que la vraie mère n'est pas celle qui vous met au monde, mais celle qui vous élève. »

DES LIENS ANCIENS

Les Arabes ont une longue histoire avec la Roumanie, des relations qui commencent avant 1989, quand Nicolae Ceausescu faisait de nombreuses visites au Moyen Orient, une façon pour lui de répondre à l'Occident. Dans les années 1980, les portes de la Roumanie se sont largement ouvertes, notamment pour les étudiants. Des chiffres non officiels véhiculés après la révolution disent qu'entre 1980 et 1990, environ 500 000 jeunes arabes sont venus étudier en Roumanie, principalement la médecine et l'ingénierie. Certains se sont mariés et sont restés, mais la plupart sont plutôt revenus après la chute du régime communiste, dans un pays en

transition qui offrait des opportunités pour ceux qui détenaient un peu de capital.

C'est précisément ce que le Syrien Kamal Hesser, 45 ans, a fait en 1997. Il a d'abord ouvert un magasin, qui n'a pas marché, puis un restaurant près de Piata Domenii, assez réputé parmi les Bucarestois connaisseurs de cuisine orientale. Il a toujours voulu s'échapper de Damas, et neuf ans à Dubaï ne l'ont pas convaincu d'y rester. Quand il est arrivé en Roumanie, il s'est senti bien

Entre 1980 et 1990, environ 500 000 jeunes arabes sont venus étudier en Roumanie, principalement la médecine et l'ingénierie

tout de suite... « J'aime les gens, ils sont très ouverts, nous n'avons jamais eu de problèmes et mes clients sont à 90% roumains », dit-il fièrement. Sa femme est aussi syrienne, professeur de langue arabe pour les familles mixtes, dans une école roumaine. Son associé, Abdul Basit Hisser, est encore ici parce que sa femme actuelle l'a « menacé de mort s'il partait » (rire)... « Je suis venu comme touriste et me voilà ! Je suis tombé amoureux et maintenant je n'ai plus l'intention de partir, c'est ma maison. »

La communauté syrienne de Roumanie est parmi la plus nombreuse. Selon l'Office national de l'immigration (ORI), environ 15% du total des 49 282 étrangers avec une résidence temporaire viennent de pays comme la Syrie (4%), le Liban (3%), l'Irak,

la Tunisie... (voir tableau complet de l'ORI page 31). Mais Kamal Hesser se tient loin de sa propre communauté, et préfère s'occuper avant tout de ses affaires. « Je côtoie surtout des Roumains, je ne sais pas ce que les autres Syriens font », lance-t-il avec une sorte de méfiance. Quant aux grands scandales qui ont éclaté impliquant des hommes d'affaires arabes comme Zaher Iskandarani, Kamel Kader, Mohammad Murad, Fathi Taher ou Omar Hayssam, Kamal assure que ça n'a jamais affecté sa situation... « Personne n'a jamais fait d'allusion à ce sujet. »

Selon le Registre du commerce, plus de 18 000 sociétés commerciales roumaines ont des associés qui viennent de pays arabes. La plupart d'Irak (5718), et de Syrie (5493). Mais Kamal Hesser estime toutefois que les petites affaires comme la sienne sont difficiles à maintenir. « Nous travaillons en toute légalité, mes employés ont des contrats de travail, mais les taxes sont trop importantes, et ils nous envahissent avec leurs contrôles fiscaux répétés. »

Quoi qu'il en soit, la vague d'immigration arabe n'est pas prête de se tarir, les investisseurs arabes lorgnent toujours plus sur la Roumanie, porte d'accès idéale vers l'Occident. Ce printemps, lors d'un forum réunissant à Bucarest les pays du Golfe, Abdullatif Al Nemer, le président de Al Nemer Group, l'une des plus grandes sociétés d'Arabie Saoudite, a déclaré son intention d'investir massivement dans l'agriculture roumaine. Et ces millionnaires ne font pas dans la demi-mesure, chaque investissement annoncé portait d'au moins 20 millions de dollars.

Florentina Ciuverca

ADMIREZ LA VUE AVANT QU'ELLE NE REDEMARRE.



www.renault.ro



DRIVE THE CHANGE



NOUVELLE MEGANE CC FLORIDE – une édition exclusiviste, complètement équipée, créée pour séduire. Un cocktail exquis de vitalité et subtilité mélangeant tons doux et incendiaires : ivoire à l'extérieur et rouge à l'intérieur. Nouvelle Megane CC Floride – une édition limitée aux sensations illimitées.

La voiture de cette image a titre de présentation. Pour plus de détails, contacter le Réseau Renault.

Renault présente **elf**

« JE ME SENS PLUS ETRANGER A L'OUEST QU'EN ROUMANIE »

Fils de diplomate africain, footballeur, chimiste, demandeur d'asile, marié en Roumanie, le Congolais de Kinshasa Aimé Lema a un parcours de vie sinueux comme les routes de Bucovine. A 42 ans, ce fringant chef d'entreprise, père de deux enfants roumano-congolais revient sur ses 21 ans en Roumanie.

Regard : Comment êtes-vous arrivé en Roumanie ?

Aimé Lema : En 1991, je suis venu faire mes études en chimie industrielle à Pitesti, après une année préparatoire dans mon pays pour apprendre la langue roumaine. Il n'existait pas vraiment de relation entre la Roumanie et le Congo, juste une admiration réciproque entre notre ancien président Mobutu et Ceausescu, c'est comme ça que j'ai entendu parler de la Roumanie. A l'époque, il y avait au total 7000 Africains en Roumanie, pour la plupart des étudiants. Je garde un très bon souvenir de ces années étudiantes, même si c'était nous qui en définitive payions les frais d'inscription des étudiants roumains, car notre inscription était de plusieurs centaines de dollars, environ trois fois plus chère que la leur. Mon père était diplomate et secrétaire d'Etat à Kinshasa. En 1996, avec les émeutes, nous avons été pourchassés, et être fils d'un homme infiltré dans beaucoup de choses était trop dangereux. Comme je connaissais la Roumanie, j'ai demandé l'asile et la protection de l'Etat roumain. Je suis arrivé au départ du président Iliescu et j'ai vu tous les changements. Au milieu des années 1990, être un noir ici n'était pas évident, le Roumain n'est pas trop habitué.

Regard : Comment se sont déroulées les premières années ?

A. L. : L'intégration a été difficile car je ne pouvais rien faire, en tant que demandeur d'asile je n'avais pas le droit de travailler légalement. Et je ne pouvais même pas demander pourquoi. Les Roumains étaient habitués à se surveiller et nous les Africains, avec nos passeports diplomatiques, en plus d'être demandeurs d'asile, on était dans la ligne de mire en permanence des autorités.

Mon téléphone était écouté et je sentais bien qu'on m'observait. Les choses se sont arrangées quand j'ai commencé à jouer au football (il a notamment joué au Dacia Unirea et au FC Onesti, ndlr). Le président de mon premier club voulait absolument avoir un noir dans son équipe (rire), il avait



des relations et a arrangé ma situation avec l'administration. Quand tu es le seul noir d'une équipe, tu dois t'imposer, c'est à travers le sport que j'ai trouvé ma place ici. Je n'ai jamais ressenti de racisme en Roumanie, les gens n'avaient jamais vu de noir, voilà tout, j'étais une curiosité (rire). J'ai surtout eu la chance de rencontrer ma femme ici. J'ai eu son soutien moral à la fin de ma carrière sportive, et je n'avais pas honte de faire tout et n'importe quoi pour m'en sortir. J'ai vendu sur le marché où la presse venait me prendre en photo, « un noir qui vend des pommes de terre », j'ai servi dans un restaurant, dans une piscine, je n'ai jamais voulu demander l'aumône. Puis avec mon diplôme et mes connaissances j'ai décidé de me lancer et de fonder ma société de construction, qui a très bien marché les premières années.

Regard : Qu'est-ce qui vous a fait rester en Roumanie ?

A. L. : Je suis là depuis 21 ans et je n'ai jamais eu de problème avec la police, presque personne ne m'a demandé mes papiers, à la différence de la France ou de l'Allemagne où en 15 jours on me les a demandés six fois. Ici, c'est six fois en 21 ans. Je me sens plus étranger à l'Ouest qu'en Roumanie, ici la pression policière est moindre. Je viens d'une famille de dix frères et sœurs, tout le monde est éclaté à l'Ouest, ils ont essayé de me convaincre de venir, mais moi je ne veux pas me sentir comme un étranger sans droit en France ou en Suède. Je me sens à l'aise ici. Aujourd'hui, j'ai encore un visa de dix ans, même si je suis marié avec une Roumaine et que nous avons deux enfants, et même si je suis propriétaire d'une maison et

« Je n'ai jamais ressenti de racisme en Roumanie, les gens n'avaient jamais vu de noir, voilà tout »

d'un appartement. L'administration ici reste encore trouble. Mais à part ce problème de nationalité, les Roumains ont progressé par rapport au statut des réfugiés, on a de nouveaux droits, la possibilité de travailler et d'être indépendants.

Regard : Quel est le secret de votre bien être ?

A. L. : J'ai eu la chance de m'adapter facilement, je mange comme les Roumains, je parle comme les Roumains. Pour être accepté ici, il faut intégrer certaines normes. J'étais extrêmement sérieux dans tout ce que je faisais, et les gens m'ont aimé pour ça, je sortais d'une certaine manière de la norme (rire). J'ai aussi dû changer de style de vie, moi le fils de diplomate, j'ai dû apprendre à faire les dépenses qu'il faut et me contenter de peu, j'ai appris ce que c'est que le nécessaire. A partir de là, j'ai commencé mon éducation de Roumain, à gérer les choses comme les Roumains. Je n'ai jamais essayé de retrouver la vie que je menais avec mon père quand nous étions expatriés dans le monde entier. J'ai cherché à avoir des amis roumains et à ne pas m'enfermer dans ma communauté. C'est grâce à eux que je suis bien aujourd'hui, si tu parles la langue tu as accès à un autre niveau de solidarité et de fraternité. Et là tout change.

Propos recueillis par Julien Trambouze
Photo : D. R.



LES NOUVEAUX REFUGIES DE ROUMANIE

Le 20 avril dernier, 30 réfugiés d'origine érythréenne arrivent à l'aéroport de Timisoara après avoir été incarcérés et torturés en Libye. Ils arrivaient de Tunisie et ont été logés au Centre de transit en régime d'urgence de Timisoara. Depuis quelques années, de plus en plus d'Africains atterrissent sur le sol roumain et demandent l'asile politique.

Photo : Mediafax




Depuis près de 10 ans, ACVATOT apporte l'expérience, les compétences et l'esprit entrepreneurial d'un groupe international depuis la conception jusqu'à la réalisation de projets complexes d'infrastructures. Chaque année, des dizaines de chantiers de réseaux (eau, assainissement, gaz, etc...), de routes ou de génie civil sont entrepris sur toute la Roumanie avec le même souci de qualité, de respect des engagements et d'innovation qui caractérise nos projets.

Souhaitant s'impliquer de manière active dans la vie de la communauté, ACVATOT a donné naissance à la **Fondation Acvatot** qui développera des projets dans la sphère sociale et la protection de l'environnement. Dans un même souci de développement durable, notre centre de formation **ACVASCHOOL** formera nos collaborateurs à toutes nos techniques ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière de sécurité.



Contact:
5 - 25, rue Papa Lazar, bâtiment C14, étages 1-2, Secteur 2, Bucarest
Tel : 0040 212 520 860 • Fax: 0040 212 520 834 • contact@acvatot.ro
www.acvatot.com

« C’EST UN REVE QUE J’AI DEPUIS L’ENFANCE »

Au fil du temps, les avis changent ou se confirment et le choix de s’installer s’impose tout naturellement. Voici deux parcours aux antipodes d’une Moldave et d’un Chinois devenus tous les deux Bucarestois.

VERONICA GANACIUC A 21 ANS. Cette jeune Moldave avait la possibilité de partir étudier la médecine dentaire en France. Mais elle a choisi la Roumanie. Sans hésiter. « Je suis allée étudier un mois à Versailles car j’étais sur la liste d’attente de la faculté de Bucarest. Mais quand j’ai su que j’étais reçue, je suis tout de suite venue m’installer en Roumanie », lance, avec assurance, Veronica. Elle vit dans la capitale roumaine depuis

études n’en font qu’un. Pourtant, c’est bien à Bucarest et non pas à Chisinau, la capitale moldave dont elle est originaire, qu’elle souhaite s’installer. « Ici, on a accès à énormément de projets culturels, de théâtres et de musées. Il y a toujours de la vie dans les rues. Depuis que je suis ici, Chisinau me paraît monotone, lancet-elle enthousiaste. Et puis Bucarest est une ville plus sûre que Paris. Je peux me promener seule la nuit sans avoir de problème. »



bientôt trois ans. Trois ans de bonheur pour cette étudiante moldave qui en rêvait depuis toute petite. « Oui, c’est un rêve que j’ai depuis l’enfance. A quinze ans, on s’était juré avec une copine qu’on viendrait faire nos études à Bucarest », se rappelle-t-elle.

« En 2008, j’ai récupéré la nationalité roumaine, sept ans après que mes parents aient déposé le dossier. Pour moi, il est important de ne pas avoir la sensation de passer une frontière quand je viens en Roumanie », affirme-t-elle. Car pour Veronica, son pays d’origine, la république de Moldavie, et celui de ses

Depuis l’entrée de la Roumanie dans l’Union européenne, beaucoup de jeunes moldaves viennent étudier à Bucarest dans l’espoir d’accéder plus facilement aux marchés du travail d’Europe de l’Ouest. Ce n’est pas le cas de Veronica. Elle ira sans doute se spécialiser en Belgique ou en France, mais elle reviendra à Bucarest où elle dit avoir trouvé un juste milieu. « Les Roumains, comment dire… Ils sont un peu différents des Moldaves. Ils sont très bavards et ne font pas tout le temps ce qu’ils promettent. Mais ils sont aussi moins conservateurs que nous. Peut-être un peu plus européens. »

« ICI, ON EST LIBRE »

Li Kun Xie a lui 34 ans. Ce Chinois ne se voyait pas rester en Roumanie. Pas une seconde. « Moi, je voulais travailler deux ans ici pour faire un peu d’argent et ouvrir un restaurant chez moi, raconte-t-il dans un roumain périlleux, appris sur le tas avec ses amis. Mais je me suis laissé avoir. Vous savez ce que c’est : la belle vie, les filles, les sorties dans les clubs. Et puis j’ai acheté une voiture et j’ai dépensé tout l’argent que j’avais mis de côté. »

Li Kun est cuisinier, il est arrivé en Roumanie en 1998. Il n’avait que 21 ans. Un voisin de Cheng Ou, sa ville natale, ouvrait un restaurant chinois à Bucarest. Il lui a fait une proposition et Li Kun a accepté. Une fois arrivé, il s’est intégré assez facilement. Encore méconnue dans le Bucarest de la fin des années 1990, sa cuisine a été appréciée et il s’est rapidement fait un nom. Il a été invité à des événements mondains, a participé à des émissions de télévision. « C’était gai, il y avait toujours quelque chose de nouveau. » Et puis les beaux yeux d’une Roumaine se sont posés sur lui et tout a changé. Ses plans de retour en Chine se sont évaporés. Il s’est converti à l’orthodoxie et s’est marié à l’église. Il a déménagé chez ses beaux-parents et quelques années plus tard un enfant est né : Denis Ștefan Xie, qui a aujourd’hui quatre ans.

« Maintenant, c’est la vie de famille », lâche Li Kun avec un mélange de bonheur et de résignation. Son pays ne lui manque pas, même si toute sa famille y vit. Une fois tous les deux à trois ans, il rentre deux mois en Chine. « Des fois je ne regrette pas, des fois je regrette. Ici, on est libre. On peut aller au casino sans problème, par exemple. En Chine, on vous met en prison pour ça. Mais il y a aussi des désavantages en Roumanie, comme les prix, la vie est plus chère. »

Jonas Mercier
Photo : D. R.

L’IMMIGRATION RECENTE

Le pays des sarmale a toujours été un espace d’échanges et de cohabitation entre des peuples d’horizons très divers. En témoignent les membres des dix-sept minorités officiellement reconnues par l’Etat, dont les ancêtres ont longtemps eu le statut « d’étrangers ». Qu’ils soient hongrois, roms, allemands, ukrainiens, tatares, juifs, arméniens ou encore lipovènes, tous sont aujourd’hui des citoyens roumains à part entière et bénéficient d’une représentation au Parlement. Ces dernières décennies, de nouveaux migrants sont venus enrichir ce multiculturalisme.

SOUS LE COMMUNISME,

la Roumanie a offert des bourses d’étude à des dizaines de milliers de jeunes arabes originaires de Palestine, de Syrie ou encore de Jordanie. Leur diplôme d’ingénieur ou de médecin en poche, ils sont massivement rentrés chez eux mais une petite partie est restée pour travailler et fonder une famille. Certains ont même demandé la naturalisation (voir encadré). A la révolution, cette première vague d’immigration arabe a trouvé un second souffle avec l’arrivée d’hommes d’affaires venus essentiellement de Syrie, d’Irak et du Liban (voir page 34).

Comme eux, de nombreux investisseurs étrangers ont été séduits par les perspectives de développement très prometteuses qu’ouvrait la révolution de décembre 1989. L’implantation de multinationales ou de PME américaines, françaises, britanniques, allemandes ou italiennes a ainsi fait exploser le nombre d’expatriés. Ceux-ci se sont structurés en communautés à Bucarest mais aussi en province.

C’est aussi dans les années 1990 que la communauté chinoise, l’une des cinq plus importantes aujourd’hui, a posé les bases d’une immigration économique durable. D’abord avec des petits entrepreneurs ouvrant des commerces et des restaurants. Puis avec des projets de grande ampleur comme celui du complexe commercial Dragon rouge (Dragonul Rosu) au nord-est de Bucarest. Actuellement, des promoteurs roumains et chinois construisent aussi le futur « China Town » qui comprendra des logements, des écoles, des bureaux et des banques. Mais l’immigration chinoise se caractérise aussi par un afflux conséquent de travailleurs peu qualifiés qui pallient le départ massif des travailleurs roumains vers l’Europe occidentale et l’Amérique du Nord.

L’adhésion de la Roumanie à l’Union européenne en 2007 a également fait exploser le nombre de demandes de « récupération de la citoyenneté » ; un dispositif qui existe depuis 1991 (voir encadré) et qui permet à

de nombreux ressortissants moldaves mais aussi israéliens ou ukrainiens de « redevenir » des citoyens roumains… et donc européens. S’il n’existe pas encore de statistiques et d’études sur l’inclination de ces personnes à rester en Roumanie, il est certain que beaucoup choisissent de travailler dans des pays membres de l’UE où les salaires sont nettement supérieurs.

Notons enfin que les étrangers ne choisissent pas la Roumanie que pour des motifs économiques mais aussi politiques. Des milliers de Macédoniens qui ont fui le nord de la Grèce lors de la Guerre civile grecque (1946-1949) aux centaines de Tunisiens et de Libyens qui ont demandé l’asile en 2011 dans le contexte des révolutions arabes, beaucoup trouvent en Roumanie un refuge contre les persécutions politiques et les violences militaires dont ils sont victimes dans leur pays d’origine.

Mehdi Chebana

DEVENIR ROUMAIN...

Des milliers d’étrangers s’adressent chaque année à l’Autorité nationale pour la citoyenneté afin d’obtenir la nationalité roumaine. Et la tendance est à la hausse depuis l’entrée de la Roumanie dans l’Union européenne en 2007. Sur les quelque 100 000 demandes de naturalisation qui ont été acceptées ces vingt dernières années, plus de 28 000 l’ont été entre 2008 et 2010. Les Moldaves sont les plus nombreux à demander et à obtenir cette nationalité. A l’instar des Juifs, des Ukrainiens ou des Bulgares, ils bénéficient en effet d’une loi dite de « récupération de la citoyenneté » qui prévoit que ceux qui étaient sujets du royaume de Roumanie avant la Seconde Guerre mondiale et qui ont été dépossédés de leur citoyenneté contre leur gré peuvent « redevenir » roumains, tout comme leurs enfants et leurs petits-enfants.

Plus généralement, si en matière de citoyenneté, c’est le droit du sang qui prévaut en Roumanie, les personnes qui vivent dans le pays depuis 8 ans ou qui sont mariés avec un citoyen roumain depuis au moins 5 ans peuvent aussi demander la nationalité. Ces délais sont même divisés par deux pour les ressortissants de l’Union européenne, les réfugiés, les personnalités reconnues sur le plan international et les hommes d’affaires qui ont investi plus d’un million d’euros dans le pays. Dans tous les cas, plusieurs autres conditions sont nécessaires : avoir 18 ans et plus, ne pas avoir commis de délit les rendant « indignes » de devenir roumain, posséder une connaissance basique de la langue et de la culture roumaines ou encore connaître la Constitution et l’hymne de la Roumanie.

PARCE QUE...

ILS ONT DECIDE DE RESTER

Pour terminer ce dossier sur les raisons qui poussent les étrangers à rester en Roumanie, et parce que nous n'avons pas pu interroger toutes les nationalités, voici un ensemble de réflexions variées, un peu au hasard des rencontres...

NICOLAS, 31 ANS, FRANCAIS, ARCHITECTE PAYSAGISTE, VIT DEPUIS CINQ ANS DANS UN VILLAGE PRES DE CAMPULUNG MUSCEL, DEPARTEMENT DE SUCEAVA :

« Je crois que les étrangers se sentent ici plus libres, même si rien n'est sûr, tout peut changer d'une minute à l'autre. Les Roumains savent s'adapter à toutes les situations, c'est quelque chose que j'apprécie beaucoup. En France, les choses sont beaucoup plus rigides et c'est dommage. Et puis il y a cette nature, ce côté sauvage qui disparaît ou a déjà disparu ailleurs. »

ANDREI, 32 ANS, RUSSE, JOURNALISTE, VIT DEPUIS 12 ANS A SIBIU :

« Je suis né dans la ville natale de Lenin, Ulianovsk, et depuis l'âge de 20 ans je vis en Roumanie. Très vite ce pays est devenu chez moi. Il a tout ce que l'on peut imaginer en termes de nature et de relief, et puis par rapport à la Russie c'est un petit pays, plus simple pour se déplacer. Par ailleurs, je trouve les Roumains agréables et ouverts. Je n'ai jamais senti de racisme dans ce pays. Ici, tout le monde est libre d'être soi-même. »

MICHELANGELO, 55 ANS, ITALIEN, VETERINAIRE, VIT DEPUIS 9 ANS A TIMISOARA :

« Je suis arrivé en Roumanie pour une consultation à Cluj. Puis j'ai construit une maison et une ferme à Timisoara. J'apprécie dans ce pays le fait que tout projet peut encore être réalisé depuis zéro. Mon projet de ferme aurait été impossible en Italie. Pour l'instant, j'ai une « bellissima vita » ici et je ne compte pas rentrer. »

MARTIN, 44 ANS, AUTRICHIEN, ENTREPRENEUR, VIT DEPUIS 4 ANS A SIBIU :

« J'aime beaucoup la campagne en Roumanie. Il y a des montagnes qui ne sont pas beaucoup fréquentées et qui sont idéales pour faire de la moto, par exemple. Et je me suis senti bienvenu dès le début car les Roumains sont d'après moi très sociables avec les étrangers. »

VALENTINA, 29 ANS, UKRAINIENNE, RESPONSABLE COMMUNICATION, VIT DEPUIS 10 ANS A BUCAREST :

« J'ai choisi la Roumanie parce qu'au début je l'ai vue comme un pays moins corrompu que le mien. J'y suis restée parce qu'ici j'ai vécu mes meilleures années, la vie étudiante, et j'ai maintenant beaucoup d'amis. Tout de suite après mes études j'ai aussi trouvé un travail qui me passionnait. J'aime ici la liberté,

la beauté de la nature et la bonté des gens. J'aime aussi le fait que les Roumains sont aimables et libres d'esprit. »

PHILIPPE, 53 ANS, BELGE, PROFESSEUR DE FRANCAIS, AGRICULTEUR, VIT DEPUIS 19 ANS EN ROUMANIE ET AUJOURD'HUI A MALIN :

« Je suis arrivé à Cluj en 1992 pour enseigner le français, et à la fin de mes cinq années de

mission je n'avais plus envie de partir. J'aime ici la nature, j'aime les gens et je me suis lancé dans l'agrotourisme dans le village de Malin (département de Bistrita-Nasaud, ndlr). J'organise aussi des parcours équestres dans les montagnes Rodnei. »

NICOLAE, 22 ANS, MOLDAVE, ETUDIANT, VIT DEPUIS 3 ANS A PLOIESTI :

« Au début j'ai fantasmé sur la Roumanie parce qu'ici on parlait le roumain comme je l'entendais à la télé. On peut très facilement

entre l'Est et l'Ouest, tant au niveau de la culture que du mode de vie. Les Roumains ne sont ni froids et individualistes comme en Europe occidentale, ni trop expansifs. Certes l'efficacité dans le travail n'est pas leur fort, mais la vie est calme, et je préfère voir les aspects positifs. Il faut aussi admettre qu'il y a ici de bonnes opportunités d'affaires. »

GREG, 62 ANS, AMERICAIN, EXPERT FINANCIER A LA RETRAITE, VIT DEPUIS 5 ANS A CLUJ :

« D'abord une chose : la vie en Roumanie est quatre fois moins chère qu'aux Etats-Unis. Puis, à la différence des Européens occidentaux, la majorité des Roumains parle anglais. Tout le monde me dit vouloir pratiquer avec moi, c'est pourquoi depuis cinq ans je n'ai toujours pas appris le roumain... Les films ne sont pas doublés, ce qui me permet de regarder toutes les chaînes qui m'intéressent. Autre point très important : la criminalité n'existe presque pas par rapport aux Etats-Unis. Enfin j'aime bien l'esprit très humain des Roumains, ils s'entraident beaucoup au sein de leur famille notamment. »

VOLKER, 33 ANS, ALLEMAND, ENTREPRENEUR, VIT DEPUIS 3 ANS ET DEMI A BUCAREST :

« J'aime la Roumanie parce que c'est un endroit très dynamique et plein de surprises. Il y a encore beaucoup de choses à découvrir et je pense que c'est l'un des pays les plus intéressants d'Europe du point de vue touristique et culturel. J'aime aussi beaucoup Bucarest. C'est une ville qui se développe rapidement culturellement. Les Roumains sont très hospitaliers, c'est leur première qualité selon moi. Et puis ils aiment les enfants. Dans la rue, ils viennent me parler et s'intéressent à

mes enfants, même sans me connaître. En Allemagne, les enfants sont plutôt synonymes de bruit et de désordre. »

KHALDOUN, 43 ANS, SYRIEN, DENTISTE, VIT A BUCAREST DEPUIS 25 ANS :

« Je suis arrivé à Bucarest très jeune, mon père était en mission pour l'ambassade. J'ai étudié la médecine ici et à la fin de la mission de mon père, en 1991, je n'ai plus voulu repartir. Je

me suis marié, j'ai eu des enfants, et j'ai pris la nationalité roumaine. Les raisons pour rester se sont multipliées au fil du temps. »

AMIR, 42 ANS, IRANIEN, PROPRIETAIRE D'UN BUREAU DE CHANGE, VIT A BUCAREST DEPUIS 20 ANS :

« Je suis venu en Roumanie pour trouver un peu plus de liberté. En Iran, nous avons une dictature religieuse qui nous empêche de nous exprimer. Ici, on pense comme on veut. Et puis les Roumains sont très hospitaliers. C'est vrai qu'ils sont parfois un peu nationalistes, mais on s'entend très rapidement avec eux. »

NICOLAI, 54 ANS, BULGARE, PROFESSEUR D'HISTOIRE, VIT A BUCAREST DEPUIS 5 ANS :

« La Roumanie est un très beau pays. J'ai beaucoup voyagé et c'est la vallée de l'Olt qui m'a plu le plus. C'est merveilleux. Le château de Peles aussi est impressionnant. J'y suis allé avec des amis et ma fille. Le centre de Bucarest me paraît également très beau. Les Roumains ? Ils sont meilleurs chrétiens que nous. Ils se signent dès qu'ils passent devant une église. En Bulgarie, on ne voit pas ce genre de chose. »

MILA, 38 ANS, ESPAGNOLE, DIRECTRICE AU CENTRE CULTUREL ESPAGNOL CERVANTES, VIT DEPUIS 2 ANS A BUCAREST :

« Je crois qu'il y a beaucoup de choses à faire en Roumanie. Et ce pays, s'il ne va pas forcément bien aujourd'hui, est plein de promesses. C'est un endroit très dynamique où il existe un vrai potentiel. Et puis les Roumains sont des gens chaleureux et intelligents. Ils sont ouverts aux autres cultures et ça, on s'en rend compte notamment par le fait qu'ils parlent beaucoup de langues étrangères. »

GENI, 37 ANS, SERBE, ACTRICE AU THEATRE JUIF D'ETAT DE BUCAREST, VIT DEPUIS 19 ANS A BUCAREST :

« La Roumanie est l'endroit où je peux m'exprimer artistiquement. Ici, les gens sont ouverts à l'art et aux nouveautés. Et puis je me sens bien, je suis parfaitement intégrée. C'est important pour moi de me sentir acceptée pour mener la vie qui me plaît. Les Roumains me plaisent parce qu'ils ressemblent aux Serbes. Nous sommes des peuples balkaniques et nous avons une culture commune. Mais les Roumains ont une chose que les Serbes n'ont pas et que j'apprécie beaucoup : c'est la galanterie. »

Propos recueillis par Mihaela Carbanaru et Jonas Mercier.

Illustration : Sorina Vasilescu

L'AGRICULTURE RELEVE LA TÊTE, malgré tout

Après des années de vache maigre, l'agriculture roumaine est en passe de redevenir un moteur de l'économie, notamment grâce à ses céréales. Mais des difficultés subsistent, liées en partie aux crédits bancaires hors de portée pour les petits exploitants et aux infrastructures insuffisantes.



DANS LE BARAGAN, LA GRANDE plaine du sud de la Roumanie, les épis de blé ondoient dans le vent sur des centaines d'hectares. « La moisson s'annonce bonne, les pluies sont arrivées à pic, on récoltera sans doute plus de blé que l'année dernière », se félicite Nicolae Sitaru, président de la Ligue

des agriculteurs roumains (LAPAR). Son optimisme est partagé par le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, Adrian Radulescu. « 2011 sera une bonne année agricole, mais je n'ose pas dire plus tant que je ne vois pas la récolte dans les greniers », dit-il.

A moins que des phénomènes météorologiques extrêmes ne frappent le pays, M. Radulescu estime que la production de céréales sera supérieure à celle de 2010, lorsque 16,5 millions de tonnes (dont 5,5 millions de tonnes de blé) avaient été récoltées. De toute façon, la moisson sera

suffisante pour couvrir les besoins en blé du pays (2 à 2,5 millions de tonnes par an) et exporter la différence. Le ministre de l'Agriculture Valeriu Tabara va encore plus loin et évoque des hausses « spectaculaires » dans ce secteur depuis le début de l'année, dont des exportations s'élevant à 700 millions d'euros au cours des quatre premiers mois.

Toutefois la Roumanie, jadis surnommée le « grenier de l'Europe », ne redeviendra pas

Les investisseurs étrangers détiennent actuellement environ 500 000 hectares en Roumanie

de sitôt un exportateur net de produits agricoles. L'absence d'infrastructures routières, de dépôts modernes, de capitaux et d'un bon marketing l'en empêche, tout du moins à court terme. Mais grâce aux investissements effectués dans le cadre du Programme national de développement rural, aux subventions de l'Union européenne et aux différentes formes d'aide locale, « dans 15 à 20 ans la balance commerciale devrait s'équilibrer », assure le secrétaire d'Etat.

Dans la course pour conquérir de nouveaux marchés, l'agriculture bio pourrait se révéler un atout. Les exportations de produits bio ont atteint 150 millions d'euros en 2010, avec pour principales destinations l'Allemagne, l'Italie, la Grèce, la Suisse, les Etats-Unis et le Japon. « La demande est très grande, nous pouvons exporter tout ce que nous produisons », affirme le président de l'Association des opérateurs de l'agriculture écologique, Marian Cioceanu. Les cultures bio ont fortement progressé ces dernières années, recouvrant en 2010, 260 000 hectares, soit 15 fois plus qu'en 2000.

Ancien agriculteur et chef d'une association de producteurs qui a longtemps accusé le ministère de ne pas défendre les intérêts de son secteur, Adrian Radulescu confirme que des progrès ont été réalisés sur plusieurs fronts : « Pour la première fois cette année, les agriculteurs ont reçu les subventions européennes en janvier-février, soit bien avant le début de la campagne agricole. » 130 euros par hectare n'est certes pas énorme mais les fermiers sont contents, même s'ils ne cachent pas leur jalousie en regardant le montant – nettement supérieur – des aides perçues par leurs camarades d'autres

pays de l'UE. Ceci étant, mises à part les subventions, les exploitants roumains déplorent surtout l'accès difficile aux crédits bancaires et les taux d'intérêt toujours hors de portée. Ils s'indignent également contre la lourdeur des procédures bureaucratiques pour obtenir des fonds non remboursables de l'UE. « Mais je leur dis : on ne peut pas obtenir de l'argent sans faire d'efforts. Pensez seulement combien d'années vous auriez dû travailler pour mettre de côté 100 000 euros, par exemple », lance M. Radulescu.

Autre entrave au développement d'une agriculture performante, le système d'irrigation vandalisé, volé morceau par morceau après la chute du régime communiste, et que les autorités peinent à reconstruire. Alors qu'actuellement le système d'irrigation peut être mis en fonction sur un million d'hectares, la Roumanie aurait besoin de trois fois plus d'hectares irrigués pour se mettre à l'abri des affres de la sécheresse. « On nous parle de la réalisation d'un canal reliant le Siret

« J'espère que d'ici 15 à 20 ans, les agriculteurs figureront parmi les Roumains les plus riches »

au Baragan. Tout ça c'est très bien, mais avant de lancer des projets grandioses on devrait refaire le système d'irrigation tel qu'il existait avant 1990 », s'insurge M. Sitaru.

Malgré tout, des tendances positives se dessinent, notamment le développement de grandes exploitations, suite au regroupement des terres. Au regard des subventions demandées par les agriculteurs, « sur 9 millions d'hectares arables, 4,5 millions sont entre les mains de 28 000 agriculteurs, et environ 970 000 autres exploitants se partagent les 4,5 millions d'hectares restants », indique

QUESTION DE RENDEMENT

La Roumanie a enregistré en 2010 une hausse de 7,7% de sa production de blé mais le rendement à l'hectare a été le plus faible parmi les 27 pays de l'Union européenne, selon l'Institut national des statistiques (INS). Au total, le pays a récolté 16,5 millions de tonnes de céréales dont 5,5 millions de tonnes de blé, contre 14,8 millions en 2009. Mais le rendement de 2,8 tonnes de blé à l'hectare représente à peine 51% de la moyenne de l'UE. Avant dernière dans ce classement, l'Espagne a enregistré un rendement de 2,9 tonnes à l'hectare. Même situation pour le maïs, avec une production en hausse de 14% mais un rendement d'à peine 4 tonnes à l'hectare. Seule la Bulgarie voisine a enregistré une productivité inférieure, soit 3,9 tonnes.

M. Radulescu. Selon lui, les fermiers ont compris que l'émiettement des terres, l'un des principaux problèmes de la Roumanie post-communiste, ne faisait que les engluier dans une agriculture de subsistance, source de pauvreté à long terme.

Attirés par la richesse de la terre et les prix abordables, les investisseurs étrangers n'ont pas tardé à acheter de vastes terrains, mais aussi des forêts. Selon une enquête du quotidien *Ziarul financiar* datant de 2010, ils auraient investi plus de 500 millions d'euros dans l'agriculture roumaine. Parmi les premiers investisseurs, les Danois se partageraient 130 000 hectares, soit 1,4% de la surface agricole du pays. Des hommes d'affaires italiens, français et espagnols ont pour leur part acheté massivement des terres notamment dans le Banat (sud-ouest) et le sud-est du pays, créant des exploitations à grande échelle. Plus récemment, des investisseurs arabes ont exprimé leur intérêt pour des partenariats avec des compagnies roumaines visant la production et l'importation de denrées agricoles.

Selon M. Radulescu, les investisseurs étrangers détiennent actuellement environ 500 000 hectares en Roumanie. 200 000 à 300 000 hectares supplémentaires pourraient s'y ajouter à moyen terme, « mais pas plus, car le prix des céréales a augmenté et les paysans roumains estiment maintenant qu'il est plus rentable de cultiver la terre que de la vendre », dit-il. « L'agriculture doit cesser d'être une occupation et devenir une affaire », conclut le secrétaire d'Etat. « J'espère que d'ici 15 à 20 ans, les agriculteurs figureront parmi les Roumains les plus riches, comme cela est déjà le cas aux Pays-Bas, en France ou en Allemagne. »

Mihaela Rodina
Photo : Mediafax

L'IMMOBILIER TOUJOURS EN CONVALESCENCE

La gueule de bois du secteur immobilier après les années folles n'est pas tout à fait finie. Certes le marché a redémarré après des mois de blocage total, mais l'optimisme n'est pas vraiment de mise.

LA RECESSION EST PEUT-ETRE terminée mais il n'y a qu'à observer les offres sur le marché immobilier pour se faire une idée de la situation : mi-mai, les petites annonces de vente pour un « trois pièces » dans les quartiers populaires de Bucarest affichaient des prix de 8 à 16% inférieurs à la même période l'année dernière. Certes il s'agit d'appartements dans des « blocs », mais pour les immeubles neufs, la tendance est plus ou moins la même.

« Habituellement, la valeur des actifs sur le marché de l'immobilier ne revient à son niveau normal que cinq ou six ans après la fin de la crise », a récemment affirmé Bogdan Olteanu, vice-gouverneur de la Banque nationale à l'occasion d'un séminaire sur l'insolvabilité. Car une très grande partie des sociétés qui à présent sont en faillite (ou en situation d'insolvabilité, ce qui est à peu près la même chose) sont des investissements dans l'immobilier pour particuliers, lancés dans la période d'optimisme fou des années 2007-2008, quand les terrains se négociaient à des sommes faramineuses, investissements qui ont misé sur des crédits massifs. Quant à l'évolution des prix, Andrei Cionca, partenaire à la Maison d'insolvabilité Transilvania, estime que tout dépendra de la décision des créiteurs : s'ils accepteront, une fois de plus, la restructuration des dettes, ou s'ils vont exiger la mise en vente des biens, dénommées dans le jargon du secteur « distress selling » (vente à tout prix).

A Bucarest surtout, de nombreux grands projets immobiliers sont en difficulté. Début juin, le tribunal de la capitale a rejeté la demande d'insolvabilité de l'entrepreneur qui voulait construire « Green Lake », un ensemble de 160 appartements et villas de luxe. A son tour, Marius Locic, homme

d'affaires contesté, a demandé l'insolvabilité pour son immeuble d'appartements de haut standing situé près du lac Tei, pour lequel il avait engagé un crédit de plusieurs millions d'euros auprès de la Volksbank. La même Volksbank qui doit aussi récupérer l'argent prêté au propriétaire de Cortina Residence, un projet en faillite après avoir accumulé des dettes de 20 millions d'euros. Une autre banque, Alpha Bank, a offert un crédit de 70 millions d'euros à la compagnie indienne Asmita, qui a construit le plus vaste projet d'appartements, Asmita Gardens : sept tours totalisant 800 unités locatives de haut standing. Trois ans après son lancement, le projet est bloqué, plus de la moitié des appartements reste invendue, l'équipe de vente est partie, le site Internet est bloqué, et Alpha Bank préfère garder le silence. Tout comme le constructeur, la compagnie Strabag, qui attend de récupérer 5 millions d'euros.

« La superficie des appartements est en général disproportionnée, on construit trop grand, ce qui élève le prix final du produit »

Et les gens n'achètent pas car c'est trop cher. Mais trop cher par rapport à quoi ? Romeo Dragan, directeur général adjoint à l'Agence nationale du logement, affirme que le prix moyen du mètre carré d'un appartement neuf en Roumanie n'est « que » de 448 euros, TVA incluse. Florin Popa, partenaire à la société de consultance Vitalis Consulting, avance le prix de 700 à 800 euros le mètre carré pour un appartement

neuf. Quoi qu'il en soit, selon Andrei Uleia, architecte au bureau d'architecture Da_Sein, le problème est à regarder différemment : « Le coût moyen de construction du mètre carré est, en Roumanie, au moins deux fois et demie plus élevé que le salaire moyen, tandis qu'en Occident ce coût est plus ou moins égal au salaire moyen. » Même réflexion du côté d'Alexandros Ignatiadis, directeur général de la société Octagon : « Même à un prix de, disons, 10 euros le mètre carré, si le salaire moyen est de 8 euros seulement l'appartement restera invendu ! »

De plus, l'offre ne serait pas adaptée à la demande. « La superficie des appartements est en général disproportionnée, on construit trop grand, ce qui élève le prix final du produit. Il faudrait des logements avec des surfaces normales et un intérieur mieux réparti », explique Rafaela Nebreda de la société Gisgroup.

C'est d'ailleurs la solution avancée par Dan Ioan Popp, président d'Impact Developer, l'un des plus grands acteurs dans le domaine (mais à la réputation sulfureuse, tout comme Locic), qui a annoncé la mise en vente, dans un avenir proche, d'appartements qu'il a appelés « 3 pièces en une » avec une surface totale de 32 mètres carrés pour 40 000 euros.

Ceci dit, vu les récentes décisions du gouvernement qui envisage de nouveaux licenciements massifs, ajoutées à la politique de la Banque nationale qui, par peur (maladive ?) d'inflation, refuse de relaxer les crédits, une vraie relance du marché de l'immobilier pour les particuliers semble peu probable cette année.

Rasvan Roceanu

A CE STADE

55 000 places, 500 employés, presque quatre années de travail, et un investissement de 150 millions d'euros... Le nouveau stade national est enfin terminé, et portera le nom de la grande athlète Lia Manoliu.*



SI LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER peine toujours à se relever, les « grandes œuvres » semblent bien se porter. Exemple : le 10 août, le nouveau stade national, situé dans le quartier du boulevard Basarabia à Bucarest, sera officiellement inauguré à l'occasion du match amical Roumanie – Argentine. Démarrée en 2007, la construction a été une première fois retardée – il a fallu plus de temps que prévu pour démolir l'ancienne arène – puis il y a eu des problèmes de stabilité du sol. Enfin le gouvernement a reporté à plusieurs reprises son financement, entre 2009 et 2010.

Digne des plus grandes arènes d'Europe, le stade disposera de 94 voies d'accès et de deux étages en sous-sol pour les espaces techniques, les vestiaires, une salle de presse, et un grand parking. Il sera aussi entouré par une importante zone commerciale avec restaurants, magasins, etc. Mais son originalité réside surtout dans son toit de 9000 m², rabattable, construit dans un matériau souple et transparent, et soutenu par un système complexe de câbles. En cas de pluie, il se referme en moins de 15 minutes, et protège toute l'arène dans son intégralité.

En mai dernier, l'édifice, encore en phase de finition, a déjà accueilli un premier visiteur de marque : le président de l'UEFA en personne, Michel Platini qui a, semble-t-il, été impressionné...

Daniela Coman
Photo : Mediafax

* Lia Manoliu, née le 25 avril 1932 à Chisinau, lanceuse de disque, a participé à six Jeux olympiques où elle a remporté une fois l'or et deux fois le bronze. Elle est décédée en janvier 1998.

GRUIA DUFALT
 AVOCATS – PARIS & BUCAREST

6 Avenue George V
 75008 Paris - France
 Tél : + 33 (0)1 53 67 84 84
 Fax : + 33 (0)1 49 52 37 85
 e-mail : paris@gruiadufalt.com

Boulevard Prince Bolyev n° 28
 Sector 3 - Bucarest - Roumanie
 Tél : + 40 21 305 57 57
 Fax : + 40 21 305 57 58
 e-mail : bucuresti@gruiadufalt.com

Dana GRUIA DUFALT
 Avocat aux Barreaux de Paris et de Bucarest
 Fondatrice du Cabinet GRUIA DUFALT à Bucarest

PROTEGER VOTRE INVESTISSEMENT EN ROUMANIE, C'EST NOTRE SAVOIR FAIRE

NOTRE REUSSITE EST CELLE DE NOS CLIENTS

Nos domaines d'intervention sont :

- ♦ droit des sociétés
- ♦ fusions - acquisitions
- ♦ droit commercial
- ♦ fiscalité des entreprises et des expatriés
- ♦ droit immobilier
- ♦ droit du travail, négociations collectives
- ♦ propriété intellectuelle
- ♦ droit de la concurrence, consommation, distribution
- ♦ litiges et arbitrages

Le Cabinet GRUIA DUFALT fête en 2011 ses 20 ans de présence en Roumanie. Fort d'une équipe solide d'avocats et de juristes roumains, tous francophones et francophiles, le Cabinet accompagne les investisseurs sur ce marché avec des services clés en mains pour leur installation, puis suit localement le déroulement de leurs affaires au quotidien.

(SIÈGE DU CABINET GRUIA DUFALT A BUCAREST)

AU TOUR DU MOULIN

IL EST SIX HEURES PASSE

de quelques minutes et même si le soleil n'est pas encore levé, il fait déjà jour sur le petit village Eftimie Murgu. Paraschiva Didraga, la soixantaine, est déjà debout, prête à partir. Aujourd'hui, c'est son tour au moulin. Elle enfle ses bottes en plastique bleu et se dirige vers la remise où elle stocke son maïs. Elle déplie quatre sacs de toile tissée de 40 kilogrammes qu'elle remplit au trois quart avant de les déposer sur une petite charrette en ferraille. Puis elle prend le chemin de son moulin, qui se trouve un peu plus haut dans le village, traînant tant bien que mal sa lourde cargaison.

Toute la journée, elle va moudre son maïs. « Je fais mon malaï (farine de maïs, ndlr) pour faire de la coleasa (régionalisme pour marmaliga ou polenta, ndlr) ou pour mes volailles et mes cochons », dit-elle. Le moulin où elle possède son « tour » est à l'entrée du village. Il s'appelle Firiz. De ses bras toniques de femme de la campagne, Paraschiva soulève d'abord une plaque en fer disposée en amont pour laisser couler l'eau du ruisseau dans une sorte de rigole. Dans la petite cabane en bois, le disque de pierre se met alors à tourner sur lui-même de plus en plus vite. Elle déverse son maïs dans une cassette en bois en forme de pyramide inversée, dont l'extrémité trouée laisse tomber les grains sous le disque de pierre. Une farine fine comme de la poussière s'échappe du mécanisme et une odeur de pierre chauffée se répand dans le moulin.

CHAQUE « TOUR » PEUT ETRE VENDU OU LOUE

Eftimie Murgu se situe à l'extrême ouest du pays, dans la région du Banat. Cette commune de moins de 2000 habitants se trouve aux pieds des montagnes Almaj, d'où le Rudarica prend sa source. Sans ce petit ruisseau à l'eau limpide et fraîche, Eftimie Murgu serait sans doute un village comme les autres. Mais des petites gorges accidentées qui surplombent le bourg jusqu'à la plaine qui se forme en aval, 22 moulins à eau en-

Les habitants d'un petit village du sud-ouest de la Roumanie gèrent leurs moulins à eau à la manière des sociétés anonymes actuelles. Chacun possède des parts qui correspondent à un temps d'utilisation, un « tour ». Si ce système a survécu au communisme, il est aujourd'hui en péril.



Paraschiva à l'entrée de son moulin.

tièrement en bois se succèdent le long de ce cours d'eau. Sur une plaque installée au centre du village, on peut lire que ces moulins représentent « un témoignage des techniques populaires traditionnelles du Banat (...) Ces moulins fonctionnent sur la base d'une roue horizontale, système précurseur des techniques des centrales hydrauliques d'aujourd'hui ».

Mais c'est surtout la manière dont ils sont administrés qui surprend. Chaque moulin appartient en effet à un groupe pouvant aller jusqu'à une trentaine de familles. Toutes ont participé, financièrement ou au niveau de la main-d'œuvre, à sa construction. En fonction de l'argent

et de l'aide apportés, chaque famille a reçu un « petit tour » ou un « grand tour », synonyme d'un droit d'utilisation de, respectivement, 12 heures ou 24 heures. Et toutes les deux semaines, le compteur se remet à zéro. Ces tours se passent de génération en génération, mais peuvent également être vendus à un prix défini suivant les règles de l'offre et de la demande. Dans chaque moulin, un chef de tour est nommé. C'est lui qui s'occupe de garder les clés, d'administrer le moulin et de surveiller l'usure du mécanisme. « J'ai un tour dans un moulin de la plaine, mais depuis que mon mari est mort, je n'y vais plus. C'est trop loin. J'ai pu louer pour une année un tour dans un petit moulin plus proche de chez moi. Je voulais l'acheter, j'ai même proposé 4 millions de lei (400 lei nouveaux, environ 100 euros, ndlr), mais ils n'ont pas voulu me le vendre », raconte Paraschiva.

Mais de quand date ces moulins ?... « Même mon père ne le savait pas. Mais on dit qu'ils datent du temps des Daces », soutient Mos Pavel, un ancien du village qui approche de ses 80 printemps. Un chapeau usé par le soleil visé sur la tête et une chemise bien délavée, il possède, comme tout le monde dans le village, un tour dans un moulin. « Le troisième en partant du haut », tient-il à préciser. Le pied sûr, une solide canne en bois dans sa main gauche et une grosse clé dans l'autre, il ouvre le chemin. « En fait, j'ai deux tours dans deux moulins différents. Je les ai hérités de mon père, qui les avait lui-même hérités », explique-t-il. « Vous voyez ce bois, c'est d'origine ! C'est du chêne rouvre, un bois dur qui ne bouge pas », lance-t-il fièrement en tapant de la main les poutres de son moulin.

Comme partout dans le pays, les communistes sont arrivés jusqu'à Eftimie Murgu avec leur lot de réformes. C'est eux qui ont rebaptisé ce village du nom de ce profes-

seur roumain de philosophie qui participa à la révolution de 1848. Avant il se nommait Rudaria. Tout le monde l'appelle d'ailleurs encore ainsi. Au début des années 1960, la nouvelle administration y a créé une sorte de kolkhoze. Mais les moulins n'ont pas été nationalisés et leur mode de fonctionnement est resté le même.

LA MAIRIE VEUT CONTINUER

Mais aujourd'hui, la gestion ancestrale de ces cabanes pourrait disparaître. « Les jeunes ne veulent plus s'en servir, par commodité.

lance l'un d'entre eux. « Avant, il y en avait 55 tout le long du Rudarica et il fallait travailler plusieurs années pour acheter un tour », renchérit Ion, qui affirme avoir participé à la construction de ce moulin non pas par besoin, mais par désir de continuer la tradition. « Comme les communistes nous avaient laissés, on a cru qu'on pouvait créer un nouveau système et donner l'exemple, mais aujourd'hui ça ne marche plus », conclut-il, amer.

A la mairie, on a bien compris que ce formidable héritage, s'il n'intéressait plus les jeunes, restait néanmoins une chance pour l'économie locale. « Beaucoup de touristes



Mos, près de 80 ans et toujours aussi fier de ses moulins.

Ils achètent des moulins électriques et ne se déplacent plus », commente Ion Crasovan, garde forestier. En 1989, il a participé à la construction du dernier moulin en date. « Tout a été fait à la main comme autrefois. Il a fallu le travail de quinze gaillards et ça a duré un mois entier », dit-il au milieu d'un groupe de villageois venu prendre part à la discussion en cette fin d'après-midi. « Ces constructions, elles peuvent tenir cent ans facile »,

viennent voir nos moulins, mais le problème, c'est que nous n'avons pas d'hôtel pour recevoir les visiteurs, déplore le vice-maire, Danila Murgu. Nous avons tenté d'attirer des investisseurs, mais ils sont tous timides car nous nous trouvons dans un coin isolé. Nous n'avons ni gare, ni autoroute à proximité. » Pourtant, des investissements de modernisation ont été faits. Toutes les routes du village sont goudronnées. « Et nous sommes en train d'installer le tout-à-l'égout. C'est obligatoire pour permettre aux habitants de s'enregistrer en tant que chambres d'hôtes. Cela résoudrait le problème de l'hébergement », complète-t-il. Le soleil se couche sur Eftimie Murgu. Parschiva rentre chez elle, soulagée d'avoir fini sa journée au moulin. Dans sa carriole, elle traîne ses sacs remplis de cette farine de maïs fine, qui fait, dit-on, une coleasa inimitable. Dans deux semaines, elle repartira vers son moulin.

Texte et photos : Jonas Mercier

DES FONDS EUROPEENS POUR RENOVER LES MOULINS

Dans le jargon scientifique, les 22 moulins d'Eftimie Murgu représentent une réserve mulinologique. Celle-ci est considérée comme la plus grande du pays et elle est classée dans la liste des monuments historiques du ministère de la Culture roumain. Au début des années 2000, le musée ethnographique Astra de Sibiu a obtenu des fonds européens de 19 000 euros pour rénover et entretenir ces moulins. Les habitants d'Eftimie Murgu disent pourtant ne pas en avoir vu la couleur. Aujourd'hui, chaque moulin est entretenu par ses propriétaires selon un savoir-faire ancestral qui se transmet de génération en génération de la même façon que les « tours ».

Remettre à neuf des hôtels du littoral roumain qui ont eu leur heure de gloire ne semble pas avoir été la priorité des entrepreneurs. Malgré de belles réussites qui font figure d'exceptions.

« LA TAXE SERA SUSPENDUE quand les propriétaires auront décidé soit de reconstruire les bâtiments, soit de les démolir » déclarait, début mai, le maire de Mangalia, Claudiu Tusac, au moment de l'annonce de la « taxe d'abandon ». Cette taxe est imposée aux opérateurs touristiques qui ont laissé à l'abandon des biens immobiliers dans les stations touristiques du sud du littoral roumain. L'édile compte ainsi collecter pas moins de 10 millions de lei pour cette saison estivale seulement, somme qui sera principalement utilisée pour faire la promotion du tourisme dans la région. Le maire, qui a sous son autorité les stations Olimp, Neptun, Jupiter, Cap Aurora, Venus et Saturn, a donc passé

LE LITTORAL VOUDRAIT RETROUVER DE SA SUPERBE

en revue les hôtels, restaurants et autres bâtiments désertés par leurs propriétaires. L'exemple le plus frappant d'abandon est celui de l'ensemble des trois hôtels, Amfiteatru-Belvedere-Panoramic (station Olimp), qui constituait le joyau du littoral dans les années 1980, l'endroit où les Bucarestois allaient pour voir et être vus. Racheté il y a quelques années par l'homme d'affaires Josef Goschy, patron du groupe Unita Turism, deux des trois hôtels ont été déclassés pour manque de travaux de modernisation, tandis que le troisième est fermé suite à une rénovation

qui n'en finit plus. « Autrefois, c'était un honneur pour les touristes de venir ici, ne serait-ce que pour boire un café » se rappelle, très remonté, Claudiu Tusac, qui a précisé que le propriétaire de l'ensemble devra payer 183 000 lei d'amende pour cette saison. Le camping d'Olimp, propriété de la société Holiday Club Olimp, paiera elle aussi des pénalités de plus de 550 000 lei, a ajouté le maire. THR Marea Neagra, le plus grand opérateur de tourisme du littoral, n'est pas dans une meilleure posture : selon le maire de Mangalia, en 20 ans, cette société n'a



entrepris des travaux de modernisation que sur quatre des 108 hôtels et restaurants qu'elle possède.

L'association Litoral-Delta Dunarii (association issue en 2007 d'un partenariat public-privé, et dont le but est de promouvoir le littoral et le Delta du Danube) estime de son côté qu'« il serait injuste d'accuser un maire ou un ministre en particulier pour les 20 années d'indifférence de l'Etat vis-à-vis du tourisme en général, et pour cette région touristique majeure en particulier. Tous les gouvernements d'après 1990 sont coupables de cette situation ». L'association met en avant deux erreurs majeures qui, selon elle, ont conduit à la situation actuelle.

La première a été la décision, prise dans les années 1990, de ne pas privatiser les hôtels et les restaurants, mais de les laisser en gérance. Résultat : ces gérants, n'étant pas propriétaires, n'ont pas investi dans la rénovation des bâtiments et la qualité des services. La deuxième erreur a été de séparer les hôtels des plages attenantes. Même après la vague des privatisations, cette séparation nuit toujours à la qualité de l'offre touristique, surtout par rapport à la Bulgarie voisine.

DE BELLES EXCEPTIONS

Ceci étant, le tableau n'est pas complètement sombre, en tout cas pas partout. C'est à Mamaia, surtout, que l'on trouve des preuves de succès dans la privatisation du tourisme estival. Même si la station balnéaire phare de Roumanie est souvent décriée pour n'être qu'un repère de bringueurs avec ses dizaines de discothèques. Elle n'a pas non plus le charme d'un Cadaqués ou d'un Portofino, loin s'en faut.

Il y a cependant des initiatives à saluer, tel l'hôtel Yaki. Ce vieil hôtel de trois étoiles pendant le communisme, très soviétique dans son architecture, a été racheté par le célèbre footballeur Gheoghe Hagi en 1999. Après des investissements conséquents, le Yaki a gagné une étoile et est devenu l'un des lieux à la mode de la côte roumaine où le beau monde se retrouve. Autre exemple, l'hôtel Vega, lui aussi vestige de la période communiste mais un peu plus récent, avec une architecture très années 1980. Autrefois trois étoiles, il a bénéficié d'une cure de jouvence à coups de millions d'euros, grâce à laquelle il est devenu un cinq étoiles *. Preuve du succès : Vega est aujourd'hui le plateau télé

préférentiel pour diverses émissions mondaines.

Enfin, le Sud a aussi ses histoires de privatisation réussie. C'est le cas de l'hôtel Tismana, à Jupiter, ancienne entreprise d'Etat transformée en société par actions, qui a su préserver et mettre à profit son style intime « club-hôtel pour familles aisées », et la clientèle qu'il avait avant 1990.

Quant à Constanta, la ville est en train de reconstituer son héritage hôtelier, grâce notamment à des entrepreneurs courageux comme Serban Dimitrie Sturdza, descendant de la fameuse famille princière. Il a récupéré et refait de fond en comble l'hôtel Chénica, situé en plein cœur de la vieille ville, près de la plage la plus connue. Le bâtiment, datant de 1896, appartient depuis toujours à la famille Sturdza et a conservé sa façade. Les travaux démarrés en 2004 l'ont transformé en hôtel intime de haut standing.

Rasvan Roceanu
Photo : Mediafax

* C'est le ministère du Tourisme roumain qui décerne les fameuses étoiles aux établissements hôteliers.

Organisation internationale, intégrée et indépendante, spécialisée dans :

- Audit
- Comptabilité
- Conseil fiscal
- Conseil juridique

présente dans 61 pays
fédérant plus de 13.000 professionnels

www.mazars.com

Mazars, services intégrés en Roumanie

AUDIT

- **Assurance** : audit légal, audit contractuel ; audit interne ; contrôle interne, Sarbanes-Oxley ; maîtrise des risques ; audit des systèmes d'information.
- **Conseil** : Evaluations ; Gestion de crise ; Financement ; Budgets.
- **Transactions** : Due diligences ; Etudes de faisabilité ; Gestion du changement postérieur à l'acquisition.

CONSEIL FISCAL

- Fiscalité des entreprises ; Respect de la législation en vigueur ; Prix de transfert ; Optimisation fiscale des holdings ; Fusions et acquisitions ; Fiscalité internationale ; Fiscalité des expatriés ; Litiges avec les autorités fiscales ; Fiscalité indirecte ; Audit fiscal et due diligence en matière fiscale ; Fiscalité de l'environnement ; Impôts locaux

EXPERTISE COMPTABLE ET GESTION DE LA PAIE

- **Services de comptabilité** : Tenue et vérification des comptes ; Préparation des comptes de gestion et des états financiers ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables de Roumanie ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables Internationaux ; Clôture mensuelle et de fin d'année ; Contrôle budgétaire ; Outsourcing des fonctions administratives.
- **Gestion de la paie et des dossiers du personnel**

CONSEIL JURIDIQUE

- Droit des sociétés ; Secrétariat juridique, Fusions et acquisitions ; Banques et institutions financières ; Immobilier ; Droit de la concurrence ; Règlements UE ; Droit du travail et droit social ; Recouvrement de créances ; Droit de la propriété intellectuelle et droit des technologies de l'information ; Résolution des litiges et arbitrage.

Contact:
Jean-Pierre Vigroux – Managing Partner
Str. Economu Cezarescu, nr. 31B, sector 6, Bucarest, Roumanie
Tel. / Fax: +4 031 229 2600 / 01; contact@mazars.ro / www.mazars.ro

LES RETRAITES PRIVEES, TROIS ANS APRES

Alors que le système de base des retraites souffre d'un déséquilibre structurel, avec 0,8 actif pour un retraité, les fonds de pensions privés font leur petit bout de chemin. Même s'ils ne touchent que 58% de l'ensemble des retraités et investissent doucement sur le marché local.



TROIS ANS APRES LEUR LANCEMENT, les fonds de retraites privés se portent plutôt bien puisque, selon les données de la Commission de supervision du système des pensions privées (CSSPP), fin mars leurs actifs nets s'élevaient à 5,25 milliards de lei (1,27 milliard d'euros environ) dont 4,89 milliards de lei (1,9 milliards d'euros) pour le deuxième pilier* seulement. Selon cette même Commission, le poids des actifs des piliers II et III dans l'ensemble de l'économie était, fin mars, de 0,96% du produit intérieur brut (PIB), et ce pourcentage devrait augmenter jusqu'à la fin de l'année pour atteindre 1,35% du PIB.

En avril 2011, le nombre de cotisants au deuxième pilier était de 5,29 millions, en augmentation de 5,23% par rapport au mois d'avril 2010 et de 0,42% par rapport au mois de mars 2011. 51,5% des cotisants sont des hommes, 48,5% des femmes. A noter que ces fonds de pensions privés

ont préféré investir dans des placements en Roumanie (87,96% de leurs actifs). Avec, en termes de placements favorisés, les titres d'Etat (roumains et, dans une moindre mesure, étrangers) de même que les dépôts bancaires. Stratégie extrêmement prudente du goût des analystes qui affirment que, pour améliorer la santé de l'ensemble de l'économie, il est nécessaire que les fonds de pensions soient plus courageux et investissent beaucoup plus dans des sociétés cotées à la Bourse de Bucarest.

Car les membres cotisants sont aussi, sans le savoir, des investisseurs en Bourse.

« La présence des fonds à la Bourse de Bucarest reste malheureusement insignifiante »

En jetant un œil sur les portefeuilles des investissements, on observe que les fonds de pensions ont notamment investi dans des actions Petrom, Oltchim, Transelectrica ou Banca Transilvania, mais aussi Nestlé, Rio Tinto, Deutsche Post, France Télécom, ou bien LVHM. Il y a par ailleurs des investissements plus exotiques comme ceux dans

des actions Telekomunikacija Polska, ou de la banque polonaise PKO Bank. Situation anormale selon Adrian Lupsan, directeur général adjoint de la société Intercapital Invest, qui affirme qu'« il n'est pas idéal pour le pays que les fonds de pensions roumains soient si exposés sur les marchés extérieurs ». Et d'ajouter : « La présence des fonds à la Bourse de Bucarest reste malheureusement insignifiante. »

Anne-Marie Mancas, directeur d'investissements pour les fonds de pensions de Generali affirme de son côté que « tous les directeurs d'investissement désirent que les actifs de leurs fonds se concentrent au niveau local, mais le marché local n'offre que trop peu d'opportunités (...) Nous attendons depuis des années la cotation en Bourse des actions de la BCR (Banca comerciala romana, première banque privée du pays, ndlr), nous aimerions que l'Etat lance des offres secondaires pour Transgaz et Transelectrica. Nous aimerions aussi que Romgaz soit coté en Bourse cette année. » Mircea Oancea, président de la CSSPP, partage cette opinion : « Il est naturel que les fonds de pensions essaient de diversifier leurs portefeuilles et de chercher des opportunités sur les marchés extérieurs tant que les administrateurs ne trouvent pas assez d'opportunités sur le plan local. D'autre part, il convient de rappeler que nous sommes membres de l'Union européenne depuis 2007, il ne faudrait donc plus considérer les placements d'actions dans d'autres pays communautaires comme des placements à l'étranger. »

Rasvan Roceanu
Photo : Mediafax

* Le premier pilier correspond à la retraite de base, les piliers II et III sont les retraites privées complémentaires, obligatoires (pilier II) et facultatives (pilier III).

QUESTION DE RENDEMENT

Le rendement moyen des neuf fonds de pensions actifs sur le deuxième pilier a été de 15,8% ces trois dernières années, affirme le site économique www.wall-street.ro. Le calcul a été fait sur la base du salaire moyen et d'une contribution de 2% pour la période mai 2008 (date du lancement du deuxième pilier) à février 2010, de 2,5% pour la période mars 2010-février 2011, et de 3% après février 2011. Le plus performant a été le fonds ING, dont le bénéfice net a atteint 17,8%, devançant ainsi Generali, qui a enregistré un bénéfice net de 17,6% et BCR, avec 17,1% de profit. Les fonds BRD et Aegon ont eu des rendements respectifs de 12,8 et 12,2%.

Materiale care fac parte din viata noastra



Lafarge este lider mondial in industria materialelor de constructii, detinand pozitii de varf cu toate diviziile sale: Ciment, Agregate & Betoane si Gips.

In 2010 si pentru al saselea an consecutiv, Lafarge a fost clasificata printre „cele mai durabile 100 de corporatii din lume”.

Prin intermediul celui mai important centru de cercetare in domeniul materialelor de constructii din lume, Lafarge plaseaza inovatia in centrul prioritatilor sale, intr-un demers de a asigura constructii durabile si creativitate arhitecturala.

LAFARGE
dam viata materialelor

LES BELLES BULLES D'AZUGA

« NE ME DEMANDEZ PAS DE LE comparer avec un champagne français car vous allez dire que je m'envoie des fleurs », lance Eleonora Pinta. Cette petite femme à la coupe au carré et au caractère montagnard est la maîtresse de maison. Elle travaille dans les caves d'Azuga depuis près de quarante ans. Et connaît par cœur son histoire : la construction de la cave Rhein & Cie par un saxon de Brasov en 1892, la présence du Brut impérial au repas du couronnement du roi Ferdinand à Alba Iulia en 1922, la nationalisation par les communistes en 1948, le rachat des caves par l'entrepreneur britannique John Halewood en 1998... « Et la méthode traditionnelle champenoise a toujours été respectée, même sous le communisme », précise-t-elle.

A quelques centaines de mètres de la DNI, la route nationale qui relie Bucarest à Brasov, les caves Rhein & Cie sont un véritable havre de paix. Le lieu est magique, mais les hauts sapins et les falaises abruptes des Bucegi semblent peu propices à la production de champagne. Pourtant, « le climat de montagne permet de maintenir une température idéale pour la fermentation du vin. Pas plus de 15 degrés en été et pas moins de cinq en hiver », soutient Eleonora. Mais où sont les vignes ? « Le raisin vient d'Ardeal », répond-t-elle du tac au tac. La particularité des caves Rhein &

Au pied des monts Bucegi, la petite ville montagnarde d'Azuga héberge depuis 1892 les caves d'un grand vin mousseux. Méconnu malgré sa qualité, il est porté à maturité depuis plus d'un siècle selon la méthode champenoise traditionnelle.



Cie est qu'elles sont construites en surface et non pas en sous-sol. Un épais mur de brique, séparé en son milieu par un coussin d'air, joue le rôle de thermostat naturel. Et rien n'a changé depuis 1892. Même la moisissure sous les plafonds voûtés des celliers, qui jouent le rôle d'absorbant naturel d'humidité, est d'origine.

Sous le communisme, la production annuelle était d'un peu plus d'un million et demie de bouteilles, mais peu de Roumains ont pu en profiter. Commercialisé sous le nom de Zarea, le Brut impérial était alors presque exclusivement exporté. Aujourd'hui, le champagne d'Azuga essaie de se refaire une réputation dans son propre pays. Car à l'étranger, il a déjà conquis les cœurs. Depuis 2002, une partie des caves a été aménagée en pension. L'année dernière, 13 000 touristes y ont séjourné. Quasiment que des étrangers.

Jonas Mercier
Photo : Mihaela Carbutaru

VACANCES chrono

UN WEEK-END DANS CINQ capitales européennes à partir de Bucarest pour 155 euros tout compris ?... Possible. Il suffit de quitter Bucarest le premier jour à six heures du matin en autocar. La visite, ou plutôt le passage, inclura Vienne, Belgrade, Zagreb, Bratislava et Budapest, pour être de retour à Bucarest le quatrième jour, à minuit. En un peu plus sophistiqué, il y a un circuit de deux semaines, toujours en autocar, et toujours à partir de Bucarest. Pour 600 euros tout compris, on peut « profiter » de six jours de « repos » sur les plages de Sar-

Les offres de certaines agences de voyage rivalisent en tarifs très réduits et séjours ultra rapides. Désormais, même ceux qui disposent de peu de moyens peuvent partir, mais à quel prix vraiment...

daigne, en passant par Nice (90 minutes, c'est indiqué expressément dans le programme), Monaco (toujours 90 minutes), Venise (deux heures), Vienne (une heure), puis Milan, Florence, Verone et Pise (pas de durée indiquée pour ces dernières destinations).

Mais qui sont ces touristes qui acceptent de passer les trois quarts de leurs vacances assis dans un bus, et de se reposer seulement quelques heures par nuit ? « Ce sont des gens qui ont assez d'argent pour se payer des vacances à l'étranger, mais pas assez pour

s'offrir des séjours vraiment enrichissants », affirme Teodora Moldovanu, chef de l'agence de tourisme Star Travel. La faute peut-être aussi aux professionnels du tourisme qui attisent le vacancier potentiel sans se soucier de son confort.

A noter que les agences qui offrent ce type de vacances hyper concentrées ne se donnent pas la peine d'inclure, dans leurs prix cassés, les coûts des billets pour les musées, ou les tarifs des guides locaux.

Rasvan Roceanu

LES PLUS GROS CHIFFRES D'AFFAIRES

Automobile Dacia occupe la deuxième place dans le top 50 des plus grandes sociétés de l'économie roumaine, conformément à un classement élaboré par le quotidien Ziarul financiar en fonction du chiffre d'affaires, et publié le 28 juin dernier. Selon le journal, Automobile Dacia, avec un chiffre d'affaires de 2708 millions d'euros en 2010, n'est devancée que par OMV Petrom, dont le chiffre d'affaires a été, l'an passé, de 3322 millions d'euros. A la troisième place se situe Rompetrol Rafinare, avec 1690 millions d'euros, suivie par Rompetrol Downstream (1628 millions d'euros). Nokia occupe la cinquième place, avec un chiffre d'affaires de 1500 millions d'euros en 2010. Dans le classement des banques, toujours réalisé par Ziarul financiar en fonction du montant total des actifs fin 2010, Banca comerciala romana (BCR) est largement en tête avec des actifs totalisant 15 784 millions d'euros, devançant la BRD-Société Générale (11 096 millions d'euros), et Raiffeisen Bank, dont les actifs se sont élevés en 2010 à 5089 millions d'euros. CEC Bank, la plus puissante banque à capital autochtone, est quatrième, avec des actifs totalisant 5053 millions d'euros.



Le nouveau siège d'OMV Petrom à Bucarest, inauguré en décembre 2010.

Rasvan Roceanu
Photo : Mediafax

LA GRANDE DISTRIBUTION NE S'ARRETE PAS

Plus d'un demi-milliard d'euros seront investis cette année dans de nouveaux magasins, hypermarchés et centres commerciaux, estime l'hebdomadaire Business magazin. La vedette sera le centre commercial Colosseum, au nord de la Capitale, au coût total de 380 millions d'euros et dont les premiers locataires annoncés seront Carrefour et Leroy Merlin. Carrefour a annoncé aussi l'ouverture d'un hypermarché à Botosani. L'enseigne Cora compte de son côté ouvrir 10 nouveaux hypermarchés dans les prochaines années. Mais l'étoile montante du commerce de détail autochtone s'appelle Mercadia, la compagnie propriété du milliardaire Dinu Patriciu, qui gère les réseaux de magasins de proximité Mic.ro et magasins discount Mac.ro (anciennement Minimax Discount). Les experts de la société de consultance autrichienne Contrast Management Consulting estiment que, en dépit de l'apparente inflation de magasins, il y aurait à Bucarest de la place pour 100 000 mètres carrés de surface commerciale supplémentaires.

R.R.



Ce dimanche 12 juin, les Chemins de fer forestiers (CFF) de Viseu de Sus (nord-ouest) organisent la première édition du « Brunch Maramures » : excursion à bord d'un train à vapeur, la « Mocanita », dans la vallée de Vaser, dégustation de produits régionaux et danses folkloriques. Prenez place, le voyage commence...

EN TRAIN POUR LE « BRUNCH MARAMURES »

09h30 : Les 280 passagers prennent place à bord des cinq wagons et écoutent la contrôleuse détailler le parcours de la journée : « Notre voyage sera de 4 heures aller-retour. Lors de la deuxième pause, nous remplirons la locomotive en eau et en bois. Puis vers midi, nous arriverons à Paltin au kilomètre 21,6 où nous nous restaurerons pendant deux heures avant de rentrer à Viseu de Sus aux alentours de 16 heures. »



10h15 : Un gros choc se fait entendre, le train freine brusquement. « Elvetia » a déraillé. Il a plu toute la nuit, les rails se sont légèrement décalés. Nelu Pop (à gauche), mécanicien (et non pas chauffeur) depuis 1977 ainsi que Vasile Bran (à droite), son aide mécanicien depuis 7 ans – tous les deux formés à l'école de la CFR de Cluj – se mettent à la tâche. C'est qu'il faut la soulever « Elvetia » : cette « old lady » de 57 ans – comme l'appelle Manfred, un Autrichien habitué de la vallée de Vaser – pèse 31,5 tonnes. Ce n'est pas la première fois que ça arrive, mais aujourd'hui, c'est un peu plus long que d'habitude. Alors les passagers commentent le sauvetage de la locomotive en appréciant un café ou une *tuica* généreusement offert...



LA « MOCANITA » DE LA VALLEE DE VASER, LA DERNIERE D'EUROPE

La construction du chemin de fer de Viseu de Sus commence en 1932 afin de répondre à l'exploitation grandissante des ressources de bois de la vallée de Vaser amorcée au 18ème siècle sous la domination austro-hongroise. Ce type de chemin de fer – d'une dimension de 760 mm et longeant une rivière – s'est principalement développé dans les Carpates. En 1970, c'est plus de 3000 kilomètres qui couvrent tout le pays malgré le développement en Europe, dans les années 50-60, du transport routier. Le trajet le long de la Vaser est de 60 km. Le principe était simple, les locomotives à vapeur emmenaient les ouvriers travailler dans les forêts, puis les wagons repartaient le soir remplis de bois, l'apportant directement à la scierie. Et c'est toujours le cas à Viseu de Sus. En effet, ces trains sont les derniers à fonctionner de cette manière, desservis par la R.G. Holz Company S.R.L. qui y exploite le bois.



12h30 : C'est l'arrivée à l'aire de pique-nique de Paltin. Pendant que les travailleurs se reposent, les touristes prennent place sous les kiosques en bois. Les serveuses en costume traditionnel apportent sur un plateau les spécialités de la région. Assortiments de charcuterie et de fromage puis *sarmale* et saucisses et enfin feuilletés aux noix.



13h30 : Pour la digestion, dansons... La troupe Hedelweiss est dirigée par Cristina Funer, présidente du forum allemand de Viseu de Sus : « J'ai créé cette troupe avec des jeunes du village afin de promouvoir la culture Tipteri. » Ce peuple est l'une des minorités germanophones de Roumanie originaire du nord de la Slovaquie. Il serait arrivé dans la vallée de Vaser pour y travailler le bois en 1776. Mais leur dialecte se perd, ainsi que leurs danses car il ne serait plus que 600 dans la région.

14h30 : Tout le monde dans les wagons ! C'est le moment de retourner à Viseu de Sus, tracté par « Elvetia »...



Pour plus d'informations : <http://www.cffviseu.com/ro>

Texte et photos : Julia Beurq

CES PASSIONNES QUI RESSUSCITENT LES LOCOMOTIVES A VAPEUR

La « Mocanita » de Viseu de Sus accueille également chaque année plus de 15 000 touristes, en partie grâce à la fondation Hilfe für die Wassertalbahn. Cette dernière, basée à Bern (Suisse), est créée en 2000 par Michael Schneeberger et comporte plus de 300 membres dans le monde entier. Après les inondations de 2001 et de 2008, la fondation a participé à la reconstruction des rails. Elle a également acheté et réparé de nombreux wagons suisses et locomotives roumaines afin de faire perdurer l'activité touristique du site. Sont maintenant en activité cinq locomotives à vapeur, quatre fonctionnant au diesel et deux à l'électricité. Cette fondation collabore étroitement avec les chemins de fer de Viseu de Sus et la R.G. Holz Company S.R.L.

Vice-présidente de l'Association pour la protection et la documentation des monuments et du patrimoine de Roumanie Pro.Do.Mo, Doina Vella invite à découvrir son Bucarest, et à ouvrir les yeux sur un patrimoine en survie.

BALADE

DANS LE BUCAREST DE DOINA VELLA



LE LIEU DE RENCONTRE est resté secret pratiquement jusqu'à la dernière minute, peut-être pour préserver la surprise, surtout pour éviter les appréhensions et autres clichés. Ce sera le bar Scena et la rue Calea Calarasilor. Ce bar-restaurant à l'aspect extérieur modeste est un pur exemple de l'architecture d'habitation du 19ème siècle, tout en longueur. La maison abrite sept chambres, et un théâtre dans son grenier. Pourquoi Calea Calarasilor, cet axe perpétuellement embouteillé ? « C'est l'un des anciens quartiers juifs de la ville, plus petit et moins commerçant que Rahova (quartier du palais détruit par Ceausescu, ndlr), et c'est avant tout un quartier d'habitations hétéroclites, en perpétuel mouvement », explique Doina Vella.

En effet, en quelques pas, on enjambe plusieurs siècles d'urbanisme. Doina Vella ajoute que « Bucarest n'a pas eu comme Paris ou d'autres capitales européennes d'architecte majeur qui aurait pu banaliser le

style d'habitations et de vie, ici il n'y a pas eu d'Hausmann pour normaliser les façades et rendre le centre ville plus agréable ». Exemple ce tronçon d'une centaine de mètres où se juxtaposent villas, commerces, jardins, immeubles, à des hauteurs et époques différentes. Un éclectisme vibrant où tous les styles se retrouvent, 19ème, classique, néo-classique, rococo, art déco, moderniste... En longeant la ligne de tramway, on tombe sur le numéro 5 de la rue Paleologu, et sur l'histoire d'un des architectes les plus importants du 20ème siècle, relativement méconnu en Roumanie, Marcel Iancu. Fondateur du

mouvement Dada à Zurich dans les années 1920, Marcel Iancu est un « touche à tout », peinture, graphisme, architecture, et le pourfendeur du mouvement moderniste à Bucarest. On lui doit la réalisation dans les années 1930 de dix-huit maisons et immeubles du centre. « A force de passer devant, on n'y fait presque plus attention », précise amère Doina. « On n'a pas conscience de notre patrimoine, ce petit immeuble de trois étages dessiné par Iancu est un pur exercice de style de l'époque moderniste, le principe est simple, un grand sens de la géométrie, et la pureté des façades. » Mais les générations qui

se sont succédé n'ont pas respecté l'œuvre, préférant « termopanser la façade, notre drame national », poursuit Doina.

Après la rue Paleologu, la rue Negustori (les marchands), où se cache une autre villa du maître du quartier, commanditée par Ioan Foux, un marchand en vins qui demanda

« Ils veulent élargir la rue Calea Calarasilor qui est en permanence embouteillée, cela veut dire que sur environ un kilomètre, des dizaines de bâtiments et de maisons seront détruits »

à Iancu de lui construire une demeure moderne. La maison se trouve au fond d'une cour. L'architecte l'a imaginé tel un paquebot en cale sèche, les lignes sont élancées et les fenêtres arrondies comme les hublots du Britannica.

De la rue Negustori, on débouche sur celle de Mantuleasa, et c'est une partie de la géographie mythique de Bucarest qui se

révèle. Le quartier est lié au nom de Mircea Eliade, qu'il l'a vu grandir. Doina raconte, à la fois émue et ulcérée : « C'est l'une des hontes de la ville, on a détruit l'école d'Eliade pour construire à la place un immeuble de 17 étages, au final le projet a été abandonné mais le mal est fait. C'est comme cet immeuble de style roumain 19ème à l'angle de la rue, on a construit plus haut juste à côté, les habitants n'ont plus le soleil. » Le phénomène n'est pas nouveau à Bucarest, chaque époque est venue bâtir sur l'époque précédente, tout le monde l'a fait, des modernistes aux architectes d'aujourd'hui. Doina précise : « C'est une spécificité de la ville, qui ne sait pas garder le patrimoine bâti. Les mêmes arguments subsistent aujourd'hui quand il s'agit de préserver le centre historique, la réponse des décideurs est de détruire pour reconstruire. »

« La beauté architecturale de Bucarest est plutôt diffuse, elle est dans les portes, les fers forgés des fenêtres, dans les arrondis des cages d'escaliers en verre, il faut laisser traîner le regard au hasard... » Retour sur la rue Calea Calarasilor, au niveau de la station de tramway, au numéro 12. On n'y pense pas forcément, mais il faut lever le nez pour admirer les bas reliefs art déco de deux immeubles qui donnent sur l'artère, et avec le son du tramway, les gerbes électriques dans le soir,

on se croirait dans un tableau de Hopper. En traversant la rue, longeant l'immeuble, on tombe sur un Bucarest insolite, presque pas de voitures, les enfants jouent au milieu de la rue, des petits jardins sont entretenus et le linge pend aux fenêtres. « C'est une impasse, cette rue fait partie des zones protégées, il y en a 98 à Bucarest, sur notre balade nous en avons aperçu six ou sept », explique Doina.

A gauche et à droite de la rue Calea Calarasilor, réunies de nouveau se trouvent les rues Romulus et Remus, et c'est sur cette dernière que s'érige l'un des plus beaux exemples de l'architecture gothique, un bâtiment imposant qui abriterait des archives, selon le gardien, mais lesquelles ? Mystère. Douce et amère avec cette ville qu'elle défend, Doina explique les nouveaux projets d'urbanisme... « Ils veulent élargir la rue Calea Calarasilor qui est en permanence embouteillée, cela veut dire que sur environ un kilomètre, des dizaines de bâtiments et de maisons seront détruits, comme pour le nouveau boulevard Uranus. » *

Texte et photo : Julien Trambouze

* L'association Salvati Bucurestiul a fait un procès à la mairie et a récemment obtenu l'arrêt irrévocable des travaux et des démolitions sur ce boulevard autour de piata Matache.



agende • calendare • cărți • albume • pliante • postere •

Numărul 1 în România!



B-dul Metalurgiei 73-75, 041832, BUCURESTI, ROMANIA
Tel: 0040 21 306 61 00; Fax: 0040 21 306 61 01

e-mail: comercial@artagrafica.ro
www.artagrafica.eu



CHAQUE SEMAINE UNE PETITE APOCALYPSE

Il est incommode, imprévisible, insolite. Grand reporter, il a gagné sa réputation à travers ses entretiens « contre nature » et ses récits sur des lieux et des hommes infréquentables, comme les condamnés à perpétuité du pénitencier Rahova. Eugen Istodor vient de sortir un livre sur Bucarest, à ne pas manquer.



EN JOURNALISME, IL NE CONNAIT ni règles, ni recettes : tout est à (re)découvrir, la réalité, telle que nous la connaissons, est trompeuse ; le reporter, lui, n'a que la tâche de dévoiler correctement sa propre perspective. Avec ce profil paradoxal, Eugen Istodor est à la fois admiré et détesté. Au début des années 1990, à peine sortis de la dictature, les Roumains étaient en train de réinventer leur pays. La démocratie est venue sans mode d'emploi, le rôle de la presse, jusqu'alors censurée, était justement d'accompagner la transition.

Tout juste sorti de la faculté de lettres, Eugen Istodor choisit de s'embarquer dans l'aventure avec une jeune équipe qui préparait un hebdo satyrique : *Academia Catavencu*. C'était une petite-grande innovation sur le marché de la presse – un journal « méchant » qui surveille et punit. Parmi les « bulles » qui citent les inepties de la semaine, les chroniques sur le ridicule du quotidien et les investigations sur la corruption, un grand entretien avec le ou la personnalité du moment. C'est Eugen Istodor qui tient la rubrique – l'interview est l'une

des pages principales du journal. « *Je grignote les miettes laissées par les autres, je débarrasse la table, balaie par terre...* » Les questions incommodes, on sait ce que c'est. Mais y a-t-il des réponses incommodes ?... « *Oui, et elles se retrouveront en Une. Mais ce n'est pas mon mérite, ce sont toujours les interlocuteurs qui font le journal. Moi, je suis juste un agent provocateur* », explique-t-il.

Il n'en reste pas moins que chaque semaine, Istodor provoque « une petite apocalypse ». Car le journal se vend et se lit bien – en Roumanie, la satire a toujours été un moyen d'expliquer l'absurde. Mais pourquoi ces « personnalités » se laissent-elles interviewer ? « *Pour dire des conneries d'un air intelligent* », croit-il, et il assure ne pas manquer d'interlocuteurs. A lire ces entretiens, on remarque effectivement que ceux qui se croient plus intelligents que le reporter tombent toujours dans le piège.

Récemment, Eugen Istodor a publié un livre sur le centre historique de la ville. Pour lui, Lipscaeni est comme le décor d'une fête qui ne cesse d'être reportée. Partout des plaisirs bon marché, des hommes et des masques, des mœurs, des souvenirs kitsch, des touristes désorientés, des attractions en tout genre et, en plus, la perspective d'un tremblement de terre qui risque de transformer le tout en un tas de débris. C'est justement ce chaos bien exploité touristiquement qui constitue l'enjeu du voyage d'Eugen Istodor, Bucarestois qui s'acharne

à trouver le beau dans la misère, l'ordre dans l'anarchie. Son livre explique ce qui est authentique et ce qui est faux, informe sur les bonnes sorties, propose des trajets dans ce labyrinthe urbain. Parmi les bienfaits du métier de journaliste en Roumanie : on ne s'ennuie jamais. Parmi les malheurs : l'impression de tourner en rond, sans progresser. Réponse paradoxale d'un rêveur pour lequel tout fait de vie est un trésor à dévoiler.

Matei Martin
Photo : D. R.



BUCAREST, FREE STYLE

Lipscaeni. Ghid turistic & de chefuri est paru aux éditions Art en version trilingue (roumain, français, anglais). L'ouvrage illustré par l'auteur sort du format d'un guide touristique classique : langage coloré, impressions subjectives, attitude critique, etc. Eugen Istodor a passé plus de deux mois à repérer les lieux et « tester le marché ». Le résultat : un livre utile même pour les Bucarestois qui restent, pour la plupart, des touristes dans leur propre ville. A lire attentivement avant et après toute sortie dans le centre historique.

UN LUTHIER électrique

C'est un artisan pas tout à fait comme les autres, et unique en son genre en Roumanie. Cristian Grosu fabrique des guitares électriques sur mesure pour des artistes du monde entier.

AU LYCEE, IL JOUAIT DANS UN groupe de rock. Cristian Grosu a aujourd'hui 40 ans et continue de vivre sa passion, en fabriquant des guitares électriques. Il a commencé en 2004 en dépannant des amis. Puis il a investi, environ 10 000 euros, pour pouvoir acheter des outils à l'étranger. « *Au début je n'avais des commandes que pour la Roumanie. Mais un jour, le groupe de hard rock grec Rotting Christ, en concert à Bucarest, a eu besoin de mes services pour réparer une guitare, c'est là que tout a commencé* », raconte Cristian, aujourd'hui directeur général de Grosman Guitars. Les commandes viennent désormais du monde entier. « *Mes clients sont des artistes qui ont des concerts, une discographie, qui jouent du hard rock ou de la pop tels que Megadeth et Obituary. Chaque mois je fabrique entre cinq et six guitares* », explique Cristian.

Premier prix pour une guitare made in Grosman : 1000 euros, et cela monte jusqu'à 2500 euros, selon la complexité de la



commande, les accessoires, la forme, etc. Soit un très bon rapport qualité-prix, selon les experts du domaine. Actuellement, Gros-

mann Guitars est la seule entreprise dans le pays qui fabrique des guitares électriques sur mesure. « *Je n'ai pas d'employés, je m'occupe de tout. Si vous n'êtes pas passionné, pas la peine de commencer une affaire de ce type* », affirme Cristian, qui travaille aussi les week-ends. Certes la crise a fait baisser son chiffre d'affaires, mais il reste confiant... « *Les artistes avec qui je travaille*

ne sont pas près de disparaître. »

Texte et photo : Paula Safta



UN ETE AU MUSEE

En plein été, au frais dans un musée, pourquoi pas... D'autant que le Musée national d'art de Roumanie (rue Calea Victoriei, 49-53) accueille jusqu'au 31 juillet une magnifique exposition de l'artiste japonais Katsushika Hokusai (1760-1849) et ses 36 dessins « des vues du Mont Fuji ». Réalisés entre 1829 et 1833, les dessins du maître représentent les paysages de l'archipel et l'imaginaire symbolique de la quiétude du mont Fuji, qui est le sujet d'une méditation complexe dans le rapport de l'homme à la nature. Il rajoutera plus tard dix dessins supplémentaires à cette première série (l'exposition en propose 38). Hokusai, dans un travail extrêmement lent et raffiné, utilise la technique de ukiyo-e, que l'on traduit du japonais par « image d'un monde en mouvement ». La force du travail de Hokusai est la passerelle qu'il installe entre la tradition japonaise de l'art comme langage de l'esprit, et la technique occidentale de la perspective et de l'impression. L'exposition vient en hommage au drame qu'a connu le pays en mars dernier et se veut un signe de compassion et de respect envers le peuple japonais.

Julien Trambouze



Pasarela

Organisé par l'ambassade de France en Roumanie et l'Institut français de Bucarest, en collaboration avec l'Institut français de la mode de Paris, le festival de mode Pasarela est revenu cette année les 2 et 3 juillet au Musée national d'art contemporain (MNAC). Sur



trois étages, occupés pour l'occasion par les dernières créations de jeunes Roumains, le public a pu profiter du marché des accessoires Pasarela Access (Mona Velciov a d'ailleurs gagné le concours Pasarela Access) ainsi que du marché de la mode et du design présentant les projets des diplômés des facultés de mode de l'ensemble du pays. Et c'est Ovidiu Pop qui a été élu jeune espoir 2011 suite au défilé Espoir Mode. A noter que la gagnante 2009 de ce concours, Laura Popoviciu, travaille aujourd'hui pour Louis Vuitton. Sous la direction artistique de Philippe Guilet de Saint Mart, le festival a également présenté des projections de films consacrées à Jean-Paul Gautier, Chanel et Sonia Rykiel ainsi qu'un défilé surprise de Florin Dobre.

L'AUTOMNE DE LA DWB...

Le 27 octobre, la Délégation Wallonie-Bruxelles (DWB) de Bucarest recevra Philippe Busquin, ancien ministre belge et commissaire européen à la recherche, qui donnera une conférence à l'Académie roumaine sur la recherche et l'innovation dans l'Union européenne. Et du 3 au 20 novembre, la DWB présentera la deuxième édition du Salon européen de la bande dessinée, organisé par le Cluster local EUNIC et le Musée national d'art contemporain (MNAC) dans le tout nouvel espace du MNAC « Foto Anexa ». Au programme : expositions, ateliers, conférences, espace librairie, rencontres avec les auteurs, projections, débats.

Une autre époque dans les Maramures

Aeternus Maramorosiensis, festival antique et médiéval, se tiendra les 3 et 4 septembre à Sighetu Marmatiei, au nord de la Roumanie, dans les Maramures. Différents aspects de la vie militaire de l'époque seront présentés : armement, parades, ateliers de tir à l'arc et lancer du javelot. Plusieurs expositions de documents historiques, cartes et photos sont également prévues, ainsi que des concerts de musique folk, rock et un spectacle pyrotechnique. Renseignements sur le site : <http://www.aeternus-maramorosiensis.blogspot.com>. Mihaela Carbutaru

LE DOSSIER ROUMAIN, DE VALERIE JOURDAN

Parlement européen, Bruxelles 2004 : dernière ligne droite pour la Roumanie dans sa course à l'adhésion européenne. Quinze ans après la chute de Ceausescu, le gouvernement roumain laisse entendre qu'il a réglé son problème d'orphelins. Appuyé par un lobby de politiciens corrompus, il propose de nouvelles lois qui semblent prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant. Mais la réalité est tout autre. Un pédiatre dévoué à la cause des enfants a bien l'intention de faire échouer le vote sans savoir qu'il touche à de nombreux enjeux politiques et financiers. Une chasse à l'homme s'engage dans un pays encore entre les mains de la Securitate. Une Française, Jeanne, partie à la recherche d'une petite fille disparue est entraînée malgré elle dans une lutte sanglante entre l'ancienne garde politique et de jeunes Roumains qui espèrent un autre avenir pour leur pays. Un thriller haletant qui commence dans les couloirs du parlement européen pour se terminer au cœur du Palais de Ceausescu. L'auteur, Valérie Jourdan, réalise des reportages pour la télévision et a déjà publié *L'abandon pour héritage* (Aléas, 2005), essai sur la situation des enfants abandonnés en Roumanie.

Pour se procurer le livre paru aux éditions Balland : muriel.poletti@gmail.com



LA FETE DE PROVENCE

Les 16 et 17 juillet aura lieu la « Fête de Provence » au Musée national du paysan roumain. Au programme : ateliers de peinture, théâtre, concours gastronomique, jeux, concert de jazz manouche... Pour plus d'informations : magazinulboieresc@yahoo.com magazinulboieresc.blogspot.com Facebook : magazinulboieresc

Sur les Suisses de Roumanie

L'album *Elvetienii in Romania* (Les Suisses en Roumanie), par Claudia Chinezu, retrace l'histoire de l'émigration suisse en Roumanie. Cette nouvelle édition, en langue roumaine, a été publiée chez Noi Media print avec le soutien de l'ambassade de Suisse à Bucarest pour marquer l'anniversaire des 100 ans des relations diplomatiques entre la Roumanie et la Suisse (1911 – 2011). Claudia Chinezu est docteur en lettres à l'université de Fribourg.

VACANCES (RÉ)CRÉATIVES

Peinture sur verre, modelage, réalisation de poupées, théâtre de marionnettes, tissage... Le Musée du paysan roumain à Bucarest propose toutes ces activités aux enfants de 5 à 18 ans jusqu'au 1er août. Chaque leçon coûte 15 lei par enfant et les inscriptions se font par téléphone ou sur place dans la limite des places disponibles. Plus d'informations sur le site : <http://www.muzeul-taranuluiroman.ro>. M. C.

SANS OUBLIER...

Le festival Enescu arrive cette année à sa 20ème édition avec un régal de musique classique à Bucarest du 1er au 25 septembre. Wiener Philharmoniker, London Symphony Orchestra, Academia Santa Cecilia di Roma, Staatskapelle Berlin, The Mariinsky Theatre Symphony Orchestra, et l'Orchestre national de France seront parmi les grands protagonistes du festival. Renseignements sur le site : <http://www.festivalenescu.ro>

Le Festival international du film indépendant Anonimul se tiendra comme d'habitude à Sfântu Gheorghe (Delta du Danube) du 8 au 14 août. La nuit, à partir de 20h45, les projections se feront en plein air et l'accès sera libre. Plus d'informations sur le site : <http://www.festival-anonimul.ro>. M. C.

L'agenda des alliances, centres et instituts culturels français sont sur les sites suivants :

Institut français de Bucarest : www.institut-francais.ro
Centre culturel français de Cluj : www.cccluj.ro
Centre culturel français de Iasi : www.ccfiasi.ro
Centre culturel français de Timisoara : www.ccf timisoara.ro
Alliance française de Brasov : www.afbv.ro
Alliance française de Constanta : www.afconstantina.org
Alliance française de Pitesti : www.afpitesti.org
Alliance française de Ploiesti : www.afploiesti.ro

L'ambassade de Roumanie à Paris, installée dans le fameux palais de Béhague, recèle d'un trésor architectural unique à Paris : la Salle byzantine, un petit théâtre 1900 quasiment inchangé. Laissée à l'abandon par les diplomates de l'époque communiste, cette salle vit une seconde jeunesse grâce à une série de festivals.

LA SALLE BYZANTINE

retrouve des couleurs

LE 9 JUIN DERNIER, DANS LE VIÈME arrondissement de Paris, un « dialogue des âmes » s'élevait depuis les voûtes de l'ambassade roumaine, une conversation musicale entre Jordi Savall et Montserrat Figueras, à l'occasion des Nuits baroques 2011. Ce cycle de musique organisé par l'Institut culturel roumain est un peu particulier, puisque les œuvres sélectionnées ont pour vocation de mettre en valeur un joyau unique de l'architecture parisienne,

qui désormais appartient à l'Etat roumain : la Salle byzantine du palais de Béhague.

C'est le lot des trésors cachés des nobles demeures parisiennes, peu d'habitants de la capitale savent que dans l'ambassade de Roumanie se cache ce qui fut autour de 1900 le plus grand théâtre privé de Paris, une salle révolutionnaire pour l'époque, qui a vu émerger des tendances artistiques de premier plan ainsi que des techniques qui

feront passer le théâtre d'un classicisme un peu compassé à l'ère moderne.

De l'ambassade de Roumanie, la plupart des Roumains de Paris connaissent le bureau du consulat, rue de l'Exposition, et les lettrés se souviennent des balades dans le quartier d'une certaine Monica Lovinescu, une des voix de Radio Europa Libera, qui défiait à sa façon le régime des Ceausescu. Aujourd'hui, un bâtiment des années 1960



héberge les services de l'ambassade et de l'Institut culturel, mais derrière les murs de la rue de l'Exposition, c'est une plongée dans le 19ème siècle finissant qui surprend les visiteurs.

UNE DES PLUS BELLES DEMEURES DE PARIS

Avant les Roumains, il y avait la famille de Béhague, une noble famille du Second empire, qui a amassé une fortune colossale dans les chemins de fer. En 1866-1867, un premier palais est érigé par la comtesse Victoire-Félicie de Béhague. Elle achète un terrain au moment de la percée des grands boulevards haussmanniens. La maîtrise d'œuvre est confiée à Gabriel-Hippolyte Destailleur, architecte de renommée internationale, dont la spécialité était de réutiliser boiseries et décors des nobles demeures parisiennes du 18ème siècle, démantelées à l'époque de Napoléon III.

Quelques années plus tard, en 1893, la petite-fille de Victoire-Félicie, Martine de Béhague, récupère l'ensemble du Palais. Elle souhaite le moderniser, elle va finalement le démolir, ne conservant qu'un petit bout d'hôtel ayant appartenu à son père, et confie la construction du nouvel édifice en 1894 à Walter Destailleur, fils du premier architecte. Aujourd'hui, la mémoire vivante de l'histoire de ce bâtiment est Simona Radulescu, directrice adjointe de l'Institut culturel roumain, qui se replonge régulièrement avec passion dans les archives et l'histoire de ce palais « fin de siècle », qui cultive avec délicatesse, dans une veine néo-classique, l'héritage de Louis XIV et des décors du 18ème siècle.

« Martine de Béhague dégage des moyens très importants et utilise des matériaux nobles, comme du marbre polychrome », explique Simona Radulescu. La décoration est confiée à Jean Dampy, sculpteur majeur de l'époque. Le grand escalier est une imitation de l'escalier de la reine à Versailles. A l'étage se succèdent les salles majestueuses comme le Salon bleu, la salle de bal (appelée Salon d'or), et la salle à manger, « qui sert encore pour les réceptions officielles de l'ambassadeur », glisse Olivia Horvath, responsable de la communication de l'Institut culturel roumain à Paris.

UNE SALLE DE THEATRE REVOLUTIONNAIRE

« Le Salon d'or était censé être un salon de musique, mais en 1897, Martine de Béhague commence en 1898 la construction d'une salle

de concert », indique Simona Radulescu. La comtesse, personnalité du gotha, s'affirme comme mécène. « Elle est entourée par tous ces artistes proches du mouvement symbolique qui prônaient un retour au religieux dans l'art », poursuit-elle, d'où sans doute cette idée de décorer la salle de concert telle une basilique. « Martine a contribué au choix des mosaïques qui ressemblent à celles de la basilique Sante Vitale de Ravenne. » Ce type de décoration est quasiment unique à Paris. Le théâtre dispose d'une capacité de 600 places, soit 250 places assises. « C'est le plus grand théâtre privé de Paris », disait une gazette de l'époque.

En 1901, la comtesse de Béhague rencontre Adolphe Appia, un metteur en scène suisse passionné par Wagner, théoricien de « l'œuvre d'art totale ». Appia réinvente alors un décor tridimensionnel, la scène fait 15 mètres de profondeur, sa première mise en scène est organisée en 1903. A la même période, le styliste Mariano Fortuny invente un système d'éclairages révolutionnaire : il installe dans la Salle byzantine le dôme de lumière, une grande coupole de tissu transparente. « Son but est de donner une sensation de lumière naturelle sur la scène », décrypte Simona Radulescu.

Au début du 20ème siècle, la salle accueille des soirées de bienfaisance. En 1905 y est donnée une avant-première du Requiem de Gabriel Fauré. Pour Appia et Fortuny, « il ne doit pas y avoir de mur entre le public et le spectacle ». Des précurseurs de Jean Vilar en quelque sorte, qui symbolisent le passage de l'art dramatique à l'ère industrielle et sociale. Selon des sources orales, la salle ferme en 1920. En 1927, la loge privative de la comtesse de Béhague est murée. Et à partir de 1927, les archives ne parlent plus.

LA PERIODE ROUMAINE

Le 27 mars 1939, peu après la mort de Martine de Béhague, le palais est vendu à l'Etat roumain. Gheorghe Tatarescu, Premier ministre du royaume de Roumanie de 1933 à 1937, ministre des Affaires étrangères de 1937 à 1938, grand diplomate à la Société des nations, devient alors ministre plénipo-

tentiaire à Paris, élevé au rang d'ambassadeur.

Cependant, il existe peu de traces de la vie au palais de Béhague en ces années où de sombres nuages planent sur l'Europe, si ce n'est... une paire de skis du roi Carol II conservée à l'ambassade ! « Il a dû passer par là », sourit Olivia Horvath. Très vite, la Roumanie est entraînée dans le désastre de la Seconde Guerre mondiale, et sur les ruines de la dictature du maréchal Antonescu, c'est le régime communiste qui prend pied.

« Sous le régime communiste, la salle est restée fermée », poursuit Olivia Horvath. Il existe de lointains souvenirs de projections de films, mais à la veille de la chute des Ceausescu, des personnes ayant servi à l'ambassade entre 1987 et 1989 n'avaient même jamais entendu parler de la Salle byzantine. Celle-ci retrouve timidement la lumière dans les années 1990, lorsque des soirées de bienfaisance y sont de nouveau organisées.

La véritable renaissance du joyau intervient en juin 2009 à l'occasion de la mise en scène par Christian Benedetti de *Stop the Tempo*, sur un texte écrit en roumain par Gianina Carbutariu. Un groupe électrogène permet d'éclairer la salle. Des aménagements sont réalisés en matière de normes de sécurité. « Tous les artistes sont fascinés par cet endroit, mais la salle dispose de peu d'équipements, tout est loué », précise Olivia Horvath.

Lieu de création révolutionnaire au début du 20ème siècle, la Salle byzantine pourrait connaître une nouvelle jeunesse, pour peu que l'on se donne les moyens de sa rénovation. La salle reste la propriété de l'Etat roumain, mais est classée aux Monuments historiques français. Un état des lieux a été financé en 2001 par l'Etat français, le ministère de la Culture s'est déclaré intéressé par la rénovation dans un premier temps de l'orgue classé, le plus grand buffet d'orgue privé et laïc de Paris.

De notre correspondant à Paris,
Stéphane Siohan
Photo : OH/ICR Paris

« NUITS THEATRALES » A LA SALLE BYZANTINE

A l'occasion de la Semaine des cultures étrangères à Paris, l'Institut culturel roumain organise du 22 au 27 septembre les Nuits théâtrales, le pendant en art dramatique des Nuits baroques. L'occasion pour le public français et roumain de découvrir sous un nouveau jour la Salle byzantine. Pour plus d'infos : <http://www.institut-roumain.org>

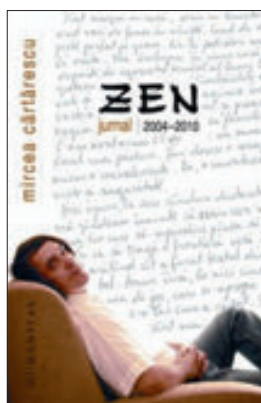
LIRE, ECOUTER, VOIR

par Matei Martin

LIVRE

PAS FACILE D'ÊTRE
CARTARESCU

Tout journal peut devenir un instrument à même de procurer des plaisirs voyeuristes. L'auteur s'expose, le lecteur regarde. Un petit effort d'imagination et on y est presque, dans sa maison, peut-être dans sa tête. Et qui ne voudrait pas entrer dans la tête de Mircea Cartarescu ? Qui ne voudrait pas passer par les tourments de ce grand auteur, suivre les douleurs de l'accouchement d'un roman, entrer dans l'atelier des métaphores de Orbitor, comprendre le positionnement politique de cet intellectuel engagé, suivre sa vie au-delà des livres... Ce journal (le troisième publié par l'auteur) est un instrument de décryptage de son œuvre. Et plus on le lit, plus on l'aime, mais on ne voudrait pas être dans sa peau. Parce que ce n'est pas facile d'être Mircea Cartarescu. Chaque jour, une nouvelle anxiété ; les frustrations surgissent là où on les attend le moins ; la « fabrication » d'un livre est une mission presque impossible. En lisant toutes ces lamentations on se demande presque comment il réussit, finalement, à publier tant, à être aussi présent sur la scène littéraire. « J'ai tellement peur de l'avenir que je me réveille la nuit à crier et pleurer », écrit Cartarescu quelque part, dans son journal. Finalement, c'est justement cette angoisse qui devrait calmer : si l'écrit le préoccupe tant, c'est qu'il le fait bien. Petit paradoxe : plus l'auteur est angoissé, plus son avenir littéraire est assuré.

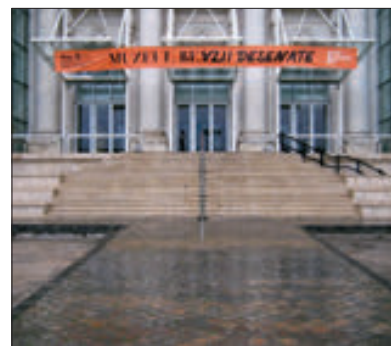


Mircea Cartarescu, *Zen, Jurnal* (2004-2010), Editions Humanitas

BD

MUSEE BD

En Roumanie, il n'y a pas vraiment de marché pour la bande dessinée, mais on a quelques dessinateurs passionnés qui se lisent entre eux. Pas de comics, manga, romans graphiques, pas de strips dans les magazines, pas même de BD classique – mais une petite librairie spécialisée et quelques sites, pour les connaisseurs. Pas de phénomène de masse BD, mais quelques salons annuels. Le « mouvement » BD est tellement niché que l'entier de la production n'est qu'une petite île, loin du plateau continental du marché littéraire. Depuis peu – et pour peu – un Musée de la bande dessinée a ouvert à Bucarest. Couvertures, fanzines, ateliers de création, conférences, jeux interactifs, présentations, films, gadgets et, bien sûr, plein de bandes dessinées de provenance locale ou européenne. C'est Alexandru Ciubotariu (Ciubi), dessinateur et théoricien du genre qui a fait la sélection pour cette exposition. Auteur d'une histoire de la BD et curateur d'un salon du livre, Ciubi est l'un des rares créateurs roumains à pouvoir fédérer un mouvement novateur. Cette fois-ci, l'enthousiasme et le talent comptent plus que le savoir-faire. S'il manque de la méthode – le trajet muséal est à la fois chronologique, thématique, géographique – il y a de quoi remplir une bonne journée parmi les anciens héros et les nouvelles stars de la BD. C'est comme un festin gigantesque où l'on essaie de ne rater aucune friandise, mais d'où l'on sort avec une légère sensation de faim.

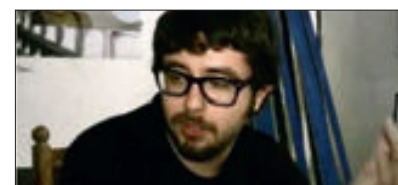


Musée de la Bande Dessinée au Musée national d'art contemporain (MNAC) jusqu'au 16 octobre

BEAUX-ARTS

LA VIE (QUOTIDIENNE)
DES AUTRES

Michele Bressan est l'un de ces rares artistes visuels qui ne font pas de la misère urbaine quotidienne une découverte artistique. Ce n'est pas un touriste qui hante les rues et les stations de bus pour « capter » la dégringolade exotique, les visages pâles, les déchets omniprésents, mais un voyageur dans l'intimité. Scène I : grande fête orthodoxe, foule devant l'église. Scène II : après-midi tranquille dans un quartier de Bucarest. Dans chacune de ces deux instances de la vie urbaine, Bressan cherche la vérité personnelle de ces héros anonymes, il essaie de se transposer dans leur petit monde à eux. La caméra traverse, hésitant, le cadre, et se fixe, inobservée, sur les gestes et les regards. C'est avec cet objectif qui cherche, qui zoome, qui pénètre partout que se construit le suspense. Dans le premier court-métrage, *Fleurs au Saint Dimitri*, l'artiste suit le cortège de croyants pour chasser les visages transfigurés par l'expérience mystique, massés autour de la Patriarchie. Filmé en noir et blanc, en raccourci, et avec un découpage alerte, la foule paisible semble presque une tribu cannibale. Les hommes se transforment lentement en fantômes – c'est presque un thriller. Même recette pour monter le dramatisme à travers des images (presque) statiques dans *Fifth, Sixth & Seventh Floor*. Bressan enregistre, inaperçu, ce qui se passe – et il ne se passe rien – aux balcons d'une vieille maison : une femme avec son mari, en train de fumer une cigarette, des gestes tendres... une tante qui sort arroser les fleurs... un vieillard qui nourrit ses pigeons. Rien de suspect, juste un mouvement troublant de l'objectif et toute cette scène banale semble sortie d'un polar. Les deux films plus une série de photos font partie d'une exposition.



Michele Bressan, *Vita, morte e miracoli*, LC Foundation

LE FESTIVAL
FEMEI PE MATASARI

Quelle bien étrange personne ! Mais que fait-elle donc dans la rue Matasari (quartier Iancului) ? Elle se promène en ce week-end de la mi-juin dans cette allée fermée aux voitures, mais ouverte au public. Le but du festival « Femei pe Matasari » est de redorer le blason de cette rue à mauvaise réputation. Pour cela, l'association Beneva a convié des femmes créatrices à venir exposer et vendre leurs œuvres, et invité les spectateurs à discuter de la place des femmes dans la société. Un bel aboutissement pour une première édition.

Texte et photo : Julia Beurq

SORTIR A BUCAREST

Un charme désuet dans la chaleur d'un bitume qui craque. Oasis de verdure dans un océan de blocs, placettes retranchées protégées des regards indiscrets. Où aller pour se désaltérer le gosier dans la fournaise d'un été bucarestois ? Tour d'horizon des terrasses rétro de la capitale.

Texte et photos : Julien Trambouze

MONTE CARLO

Chic et pas cher, mais réservé à ceux qui aiment la nappe à carreaux

Le parc Cismigiu, dont le nom vient du turc Cesme (la fontaine), est de loin le coup de cœur des potentiels romantiques de la ville. Cet ancien jardin particulier est aujourd'hui l'unique poumon de l'hyper centre, et entre deux cabanes d'un autre temps où l'on s'approvisionne de *pufuleti*, se trouve un havre de paix, presque caché derrière un rideau de verdure, le Monte Carlo. Comme un vaisseau amiral dessiné par une main d'enfant, le bar-restaurant Monte Carlo n'est pas un phénomène architectural qui mérite le détour. Tout en rondeur et béton, le lieu est à ranger dans la catégorie des établissements au charme pratique, néanmoins les baies vitrées donnant sur le lac permettent d'apprécier les canotiers et les amoureux en goguette. Le lieu très « classe communiste » est un voyage à moindre coup dans le temps, les serveurs conduisent jusqu'à la table, le service est prompt et un brin ampoulé. Les années 1960 et 2000 s'entrechoquent dans ce bar-restaurant à l'ambiance familiale, sur la droite deux habitués se dévisagent, à gauche on marie, dans le dos complotent les mamies du quartier.



LE COMPLEXE HERASTRAU

Rendez-vous sur le bateau mouche du petit Paris

Dans la série des parcs, le complexe Herastrau, dont l'entrée se trouve en face de l'ambassade chinoise, de l'autre côté du lac, bien connu des Bucarestois pour accueillir les mariages et baptêmes des bonnes familles de la ville. Le lieu est un labyrinthe de salles de bal, de cuisines, et de halls de réception, la décoration est soignée, le service particulièrement attentif aux envies de tranche de citron dans cette eau si pétillante. En extérieur, sur les eaux du lac Herastrau, la terrasse est comme le prolongement d'un petit bateau de croisière. L'espace d'un instant on peut rêver d'être dans une marina, le vent dans les oreilles et le bruit des voiles en guise d'ambiance sonore. La terrasse et le complexe Herastrau sont depuis toujours un symbole d'un art de vivre à la roumaine, convivial, simple, et avec ce petit plus d'une classe vieillotte, attendrissante. Ici on porte encore les chapeaux et les ensembles chinés de la rue Calea Victoriei, et les costumes avec veston. Une faune endimanchée se retrouve sur le pont du « bateau » pour prendre le frais et échanger les dernières nouvelles, les verres s'entrechoquent, on se souhaite tout le bonheur du monde, certains se jettent même à l'eau.



OK DELI

La vue sur les Alpes en moins

OK Deli : La vue sur les Alpes en moins. Las de ces terrasses où l'on s'entend à peine parler, de cette surenchère de « m'as-tu-vu », et de ces voitures rutilantes qui encombrent tels des trophées de chasse les trottoirs, il faut prendre la tangente dans le quartier résidentiel Floreasca, et s'accouder au OK Deli. Le nom du bar-restaurant propose déjà une énigme, s'agit-il d'une réplique d'un film de cowboy ? De la réponse du tenancier à la tenancière à la question : est-ce que tu vas chercher les croissants ce matin ? Pour trouver la terrasse, il faudra faire preuve de flair et humer les eaux javellisées de la piscine voisine, ensuite reconnaître les tables derrière la palissade blanche qui fait l'angle d'une petite rue. L'aspect extérieur du lieu a de quoi surprendre car le restaurant tend à reprendre les plans imaginaires d'un chalet suisse en plein cœur de Bucarest. Les murs extérieurs sont recouverts d'un plaquage en bois, la toiture est en poutre massive et les rebords de fenêtre tapissés de géraniums. Après enquête, le lieu n'est pas un repère de Jurassiens mais bel et bien une terrasse roumaine où bières et *mici* se faufilent entre les tables. La clientèle est essentiellement composée d'habitues du quartier et de personnels de la télévision roumaine qui se trouve au bout de la rue. Une nouvelle fois, le service est simple et attentionné, la carte n'a rien de plus à proposer que les plats habituels, et on s'en réjouirait presque.



20
de ani
r f
românia



radiofranceinternationale
20 de ani în România

București 93.5 FM, Iași 97.9 FM, Craiova 94 FM, Cluj 91.7 FM

www.rfi.ro

REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d’articles de la presse internationale traitant de l’actualité roumaine.



Une ville roumaine érige un mur le long d’un quartier rom

L'érection d'un mur de béton entre un quartier habité par des Roms et l'une des principales rues de Baia Mare, dans le nord de la Roumanie, a incité un groupe de défense des droits de l'homme à accuser la ville de vouloir créer un ghetto. Catalin Chereches, maire de Baia Mare, a déclaré vendredi à Reuters que ce projet n'était nullement discriminatoire et visait à prévenir des accidents de la circulation. Le mur « *a pour seul but de protéger nos citoyens des accidents de voiture* », a-t-il dit par téléphone. « *Il est fait de béton armé au lieu de bois pour que des gens ne s'en servent pas pour faire du feu.* » En Roumanie, la majorité des Roms vit en marge de la société dans une extrême pauvreté et les groupes de défense de la démocratie estiment que l'Etat ne prend pas de dispositions suffisantes contre les discriminations. « *De telles initiatives appartiennent à l'époque nazie* », écrit le Centre d'assistance juridique dans une lettre exigeant que le maire interrompe la construc-

tion du mur et démissionne. « *L'idée de séparer une communauté qui connaît de graves problèmes sociaux (...) équivaut à un racisme institutionnel.* » La population rom de Roumanie compte environ 550 000 membres selon des estimations officielles, mais elle atteindrait jusqu'à 2,5 millions de personnes selon des organisations de défense des droits de l'homme. Depuis l'entrée de la Roumanie dans l'UE en 2007, des centaines de milliers de Roms ont afflué dans les villes d'Europe en se plaignant de misère et de racisme dans leur pays. Le rapatriement de Roms par la France l'an dernier avait amené une responsable de l'UE à évoquer les persécutions nazies, perturbé un sommet européen et provoqué un différend entre le président Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel.

Radu Marinas, Philippe Bas-Rabérin pour le service français de Reuters, édité par Gilles Trequesse, 01/07/2011



Hémorragie de médecins en Roumanie

Depuis l'entrée dans l'Union européenne, en 2007, les blouses blanches migrent en nombre vers les pays de l'Ouest, alléchées par de meilleurs salaires.

« *Depuis le début de l'année ? Nous avons perdu un pneumologue et trois généralistes* », soupire Mihaela Vlada, directrice de la Santé publique de Vaslui, département défavorisé du nord-est de la Roumanie. Ici, les médecins sont de plus en plus nombreux à faire leurs valises. Direction l'étranger et ses salaires plus élevés. « *Résultat : il y a une crise de personnel.* » En janvier, trois communes de Vaslui et leurs 7000 habitants ont ainsi vu leur dispensaire fermer ses portes. Relativement marginal jusqu'en 2007, le départ des blouses blanches roumaines prend des allures d'exode. Selon un récent sondage, 60 % des 41 000 médecins songent à s'exiler.

Les grandes villes touchées à leur tour

C'est le cas d'Elena, généraliste, qui rêve d'exercer en France. « *J'ai contacté un cabinet de recrutement et je commence des cours de français*, explique cette jeune mère de famille. *J'ai beau travailler dans un cabinet moderne, avoir 1 200 patients, je gagne à peine 250 euros par mois. Ailleurs, je toucherais dix fois plus... J'aurais de meilleures conditions de travail, je serais reconnue et j'arrêterais de lutter contre un système en quasi-faillite. Mes amis qui travaillent à l'étranger sont tous ravis. Moi, j'espère être partie d'ici à un an et demi.* » Depuis trois ans, 8900 médecins roumains sont partis pour un autre pays d'Europe, les Etats-Unis, ou les Emirats... « *Le phénomène concerne surtout les spécialités où l'on manquait déjà de personnel, comme*

la cardiologie ou la chirurgie, explique Vasile Astarastoe, président de l'Ordre des médecins. *Le nombre de nouveaux diplômés ne suffit pas à compenser l'hémorragie causée par les partants.* » Avec 1,9 médecin pour 1000 habitants, la Roumanie était déjà bien en deçà de la moyenne européenne de 3,5. Aujourd'hui, l'accès aux soins se complique sérieusement. Par exemple, à Alexandria, petite préfecture au Sud, l'hôpital n'assure plus les mammographies depuis le départ pour la France du dernier spécialiste. « *Les grandes villes aussi commencent à être touchées*, reconnaît Vasile Astarastoe. *Au CHU d'Iasi (nord-est), où je travaille, nous devrions avoir vingt-six anesthésistes, et n'en avons plus que neuf.* » Pour ceux qui restent, soigner devient plus que jamais un sacerdoce. Gardes à rallonge, patients à la chaîne, les médecins travaillent dans des conditions de plus en plus dures. « *Ils atteignent leurs limites*, déplore Vasile Astarastoe. *Et sont, du coup, plus enclins à commettre des erreurs.* » Cette épidémie de départs mine donc un système de santé qui était déjà bien malade. Or, la tendance n'est pas près de s'inverser. Bien au contraire. « *On ne peut pas empêcher ce phénomène* », reconnaissait, en début d'année, le ministre de la Santé, Attila Cseke, selon qui 4000 nouveaux médecins et infirmières ont déposé une demande pour faire reconnaître leur diplôme à l'étranger.

Marion Guyonvarch, 15/06/2011



A Bucarest avec Lucian Bute

Des personnalités partagent les bonnes adresses de leur ville.

Avant de régner sur les rings de la boxe professionnelle, Lucian Bute, actuel champion IBF des super-moyens, a connu une prolifique carrière amateur, chez lui, en Roumanie. Né sur les berges du Danube, à Galati, dans l'est du pays, il a découvert Bucarest lorsqu'il est entré dans l'équipe nationale. Même s'il vit au Québec depuis 2003, il garde de profondes racines dans son pays natal où il est considéré comme un héros. Petite visite de la capitale roumaine en compagnie du « Tombeur ».

Crystal Palace

Cet hôtel quatre étoiles, situé dans le nord de Bucarest, est installé dans un bâtiment moderne, tout en verre. Quand je suis retourné boxer en Roumanie, en 2005, mes entraîneurs et tous les gens d'InterBox logeaient à cet hôtel. Les employés sont gentils, les chambres sont confortables et le service est vraiment bien. L'hôtel est à 10 minutes du centre-ville de Bucarest, mais il y a beaucoup de magasins et de restaurants dans les environs.

Parcul Herastrau

C'est un parc gigantesque qui se trouve près de l'Arc de triomphe. Il s'étend sur 400 hectares et il y a un très grand lac au milieu. Il y a beaucoup d'activités sur le lac Herastrau : on peut louer des bateaux à rames ou à moteur. On peut aussi faire de la motomarine. L'été, il est possible de manger sur des terrasses près du lac. Le parc est très boisé, avec beaucoup de fleurs et des fontaines. C'est vraiment très beau. Il faut aussi se promener dans les rues autour du parc, car c'est dans ce quartier qu'on trouve les maisons les plus belles – et les plus chères – de Bucarest. Elles valent toutes

des fortunes et leur architecture est vraiment impressionnante.

Casa Poporului

Son nom officiel est Palatul Parlamentului, le palais du Parlement, mais les Roumains l'appellent souvent sous son ancien nom, la Maison du peuple. C'est le plus grand bâtiment d'Europe et le deuxième du monde après le Pentagone. Il a été construit par Nicolae Ceausescu avant la révolution : il est tout en marbre et compte 11 000 pièces, dont une qui est aussi grande qu'un terrain de football. C'est tellement grand qu'on ne peut pas faire le tour à pied, il faut prendre sa voiture! Aujourd'hui, il abrite le Sénat, la Chambre des députés et des musées. Quand je suis devenu champion du monde, j'ai été reçu par le président et j'ai visité plusieurs pièces. Je me suis même fait photographier dans sa chaise à la Chambre des députés ! Les touristes peuvent en visiter une partie en visite guidée.

Faleza

Ceux qui ont le temps de se promener en Roumanie doivent passer par Galati pour voir Faleza (la falaise). C'est une longue promenade de plusieurs kilomètres le long du Danube. Il y a beaucoup de fleurs et d'arbres. On peut aussi voir des sculptures tout au long du parcours. Dès qu'il fait beau, tout le monde se réunit pour manger ou boire un verre sur une des nombreuses terrasses. C'est le plus bel endroit de Galati.

Stéphanie Morin, 11/06/2011



La Roumanie est devenue une porte d'accès idéale pour les marchés d'Europe centrale

La région occidentale du pays notamment, la Transylvanie, commence à intéresser fortement les entreprises espagnoles qui, face à la crise, souhaitent produire moins cher tout en bénéficiant d'un environnement qui s'est beaucoup amélioré au fil des ans.

Depuis fin 2009, des dizaines de petites et moyennes entreprises espagnoles s'y sont implantées, suivant l'exemple de quelques petites structures qui étaient déjà là avant. Elles sont actives dans divers domaines, principalement les panneaux solaires, le mobilier, l'outillage industriel, le textile, l'aluminium et l'agriculture. L'industrie et l'agriculture sont les deux grands secteurs d'activité de ces sociétés, a expliqué dans un entretien à Europa Press le fondateur et directeur de la société de consultance Via Rumania, José Miguel Viñals qui, depuis 2007, conseille les entrepreneurs espagnols désireux de s'implanter dans le pays. Cette année, il a aussi commencé à orienter des sociétés d'autres pays.

La production agricole concerne surtout le blé et le maïs – bien que le sol soit apte pour d'autres types de culture. Principaux avantages de la région ouest de la Roumanie : le terrain est plat, les superficies importantes et leur prix relativement bas, tout comme la main-d'œuvre. Et l'accès à l'eau est sans difficulté.

Pour le secteur industriel, la Roumanie est attractive pour un pays qui, comme l'Espagne, cherche de nouveaux marchés et à « s'internationaliser ». Selon Viñals, à l'Est, il y a autant voire plus de consommateurs potentiels que dans d'autres pays, « *des pays comme la Chine ou le Brésil, pour certains produits* », assure-t-il, bien que la crise ait affecté la consommation interne roumaine. Par ailleurs, l'autre avantage de la partie occidentale de la Roumanie est qu'elle permet d'exporter facilement. Avec Timisoara comme axe central, les infrastructures sont meilleures que dans le reste du pays et, en plus, « *la proximité avec la Hongrie ouvre un ensemble de possibilités* ». Viñals considère que l'Espagne a développé une fausse image de la Roumanie... « *Ce n'est pas un pays du tiers monde, il y a de la place pour des petites et moyennes entreprises avec un projet bien défini et sérieux, et même pour celles qui ont besoin d'une main-d'œuvre très qualifiée.* »

Les investisseurs anglais ou italiens ont depuis longtemps compris les avantages offerts par la Roumanie, notamment la région occidentale. Mais c'est l'Allemagne, historiquement implantée en Transylvanie, qui reste le pays le plus présent dans la zone.

Europa Press, 15/05/2011

LA CHRONIQUE DE LUCA NICULESCU

Débats stériles

Les débats sur des enjeux majeurs se multiplient en Roumanie. Ce printemps a été un bel exemple. Rien n'est moins enrichissant, pourrait-on dire, que de discuter des choses publiques dans l'espace public, d'échanger des idées concernant des projets importants pour la société. Malheureusement, ce ne fut pas le cas et les débats ont tourné au vinaigre.

Quelques exemples : les Bucarestois ont appris qu'ils devaient voter lors d'un référendum pour réformer leur administration locale : veulent-ils garder les six mairies d'arrondissement (comme le souhaite l'opposition politique) ? Ou concentrer le pouvoir entre les mains du maire général (comme le souhaite le PDL, au pouvoir) ? Le débat ? D'immenses affiches sur lesquelles le PDL accuse l'opposition de corruption alors que l'opposition accuse un responsable du PDL de « voleur ». D'une grande subtilité. Finalement, le référendum a été annulé.

Ce ne sont pas que les Bucarestois qui sont concernés par des débats qui sortent et ne mènent nulle part. Fin mai, le PDL annonçait son intention de procéder très vite à une réforme en profondeur de l'administration : la quarantaine de départements existants devait être réduite à huit et la loi devait être adoptée dans un délai très court, jusqu'à la mi-juillet. Principale raison invoquée : la faible absorption par la Roumanie des fonds européens, à cause du morcèlement administratif. Levée des boucliers de la part de l'opposition qui craint un redécoupage électoral en faveur du pouvoir en place. Finalement, le projet est enterré deux semaines plus tard, en raison de l'opposition de l'Union des Hongrois de Roumanie (UDMR), allié au PDL et qui avait peur d'une diminution de son poids sur la scène politique.

D'autres exemples ? Comme désormais chaque année, nous avons eu une annonce sur la réforme de la Constitution, projet rejeté en partie par la Cour constitutionnelle. Invité dans une émission de télévision, le président a tenu des propos controversés sur la soi-disant « trahison » de l'ancien roi Michel après la Seconde Guerre mondiale. Des propos fortement critiqués à la fois par les historiens roumains mais aussi par le centre Wiesenthal ou par la Russie.

Et puis, à l'heure où j'écris ce papier, on apprend que 50% seulement des élèves roumains ont passé leur baccalauréat, un résultat catastrophique. Le débat a commencé et des responsables de l'opposition ont, en quelques minutes, trouvé le coupable : le ministre de l'Education. Que dire ? Vivement les vacances ! (mais l'automne s'annonce chaud...)

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI-Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION DE
FUNDATIA FRANCOFONIA

Président
Bruno Roche

Comité de direction
Laurent Couderc, Jacqueline Laye,
Bruno Roche, Didier Varlot

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Journaliste
Julien Trambouze

Secrétaire générale de rédaction
Catalina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Julia Beurq, Mihaela Carbunaru, Mehdi
Chebana, Florentina Ciuverca, Daniela Co-
man, Carmen Constantin, Marion Guyon-
varch, Matei Martin, Jonas Mercier Mure-
Ravaud, Luca Niculescu, Rasvan Roceanu,
Mihaela Rodina, Paula Safta, Stéphane Siohan,
Anca Teodorescu, Isabelle Wesselingh

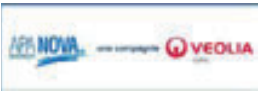
Maquette
Anamaria Pravencu

Agences, photos et illustrations
Mediafax, Mihai Barbu, Julia Beurq, Aga
Luczakowska, Mihaela Carbunaru, Lucian
Muntean, Julien Trambouze, Sorina Vasilescu

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafica

Informatique
Marius Moisescu

REGARD remercie vivement ses partenaires



Où trouver Regard ?

Kiosques



La rédaction **REGARD** :
Vasile Conta 4, Bucarest

Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Pour vous abonner ? C'est simple !

par la poste en ligne par téléphone par fax
remplir le BULETTIN D'ABONNEMENT par e-mail: catalina@regard.ro + (4) 021 317 77 45 +(4) 021 317 77 45
et l'adresser à Fundatia Francofonia ou + (4) 0742 204 402
Str. Vasile Conta 4, Sector 2, Bucarest via le site Internet www.regard.ro

BULETTIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Regard pour cinq numéros, au prix de 30 lei (12 euro à l'étranger), port inclus.
Je m'abonne à Regard pour dix numéros, au prix de 55 lei (19 euro à l'étranger), port inclus.

NOM.....PRENOM.....
RUE.....NO.....BLOC.....ESCALIER.....ETAGE.....APT.....
VILLE.....CODE POSTAL.....PAYS.....
TEL. BUREAU.....TEL. DOMICILE.....
FAX.....E-MAIL.....

Une fois reçu ce talon nous vous adresserons les modalités de paiement.
Le prochain numéro de Regard sortira le 15 octobre 2011.



Ou bien rendez-vous à
l'agence
Charles de Gaulle
pour la clientèle internationale

Services pour expatriés



Toujours plus simple

Pour toutes transactions bancaires et services conçus pour une clientèle internationale, visitez l'agence BRD de Calea Dorobantilor 239. Ouvert du Lundi au Vendredi de 9h à 17h. Tél.: +40(0) 21 318 26 97.